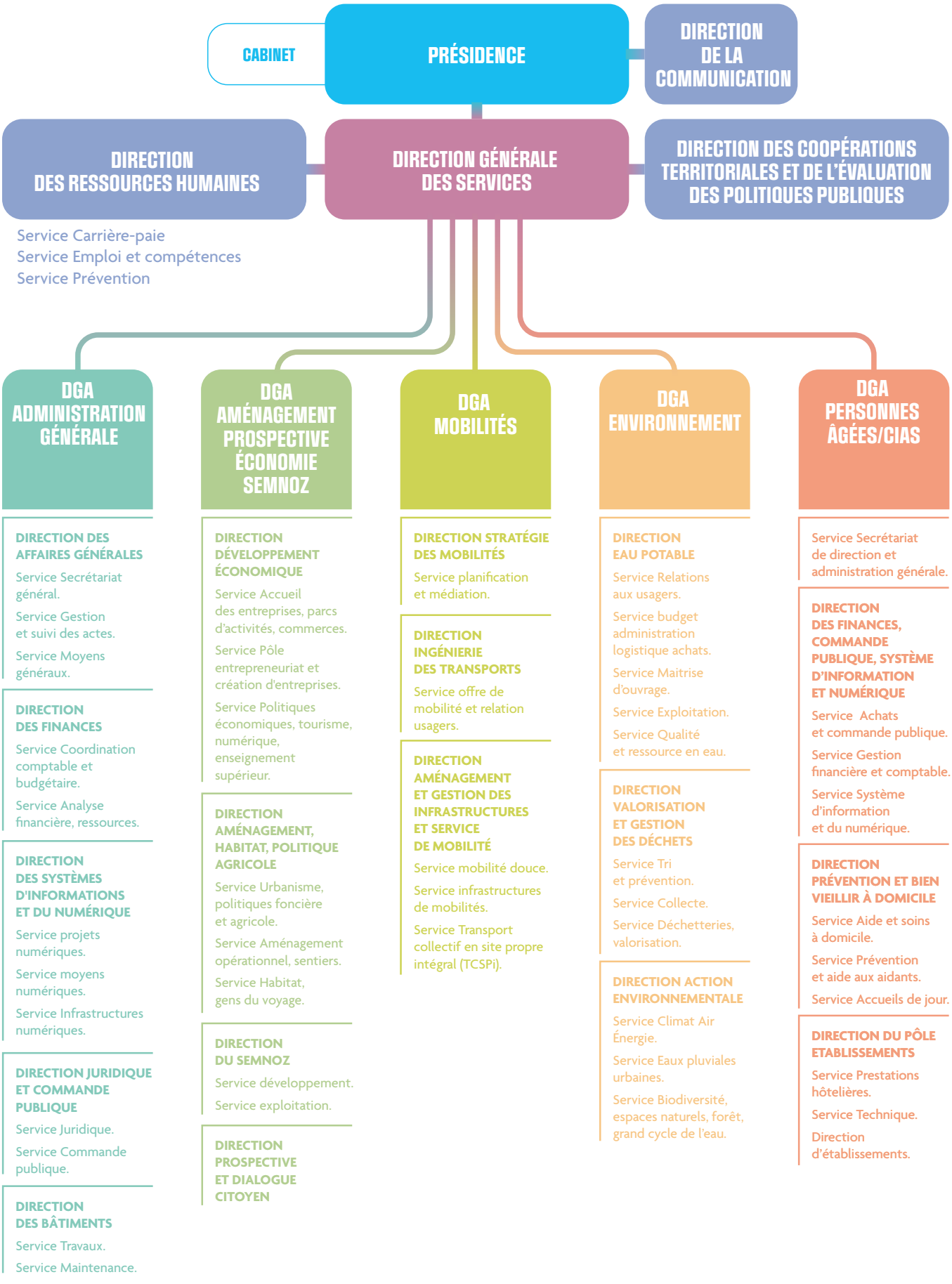
Grand Annecy
AGGLOMÉRATION

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025





ORGANIGRAMME DU GRAND ANNECY 2025



sommaire

INTERACTIF

P. 5 [I] **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

I.1 | Juridique, Commande publique • P. 6
I.2 | Affaires générales • P. 9
I.3 | Direction des Systèmes d'informations et du numérique • P. 13
I.4 | Protection des données à caractère personnel • P.17
I.5 | Direction des Finances • P. 18
I.6 | Coordination des achats • P. 19
I.7 | Direction des Ressources humaines • P. 20
I.8 | Direction des Bâtiments • P. 25

P. 31 [II] **COOPÉRATIONS TERRITORIALES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES**

II.1 | Le programme petite ville de demain • P.32
II.2 | Évolution des politiques publiques • P. 33

P. 35 [III] **AMÉNAGEMENT**

III.1 | Service urbanisme, politiques foncières et agricoles • P. 36
III.2 | Service habitat, gens du voyage • P. 38
III.3 | Service aménagement opérationnel • P. 40

P. 41 [IV] **ÉCONOMIE**

IV.1 | Aménagement et commercialisation des parcs d'activités • P. 42
IV.2 | Aide à l'implantation d'entreprises • P. 45
IV.3 | Le pôle entreprenariat – création d'entreprise • P. 46
IV.4 | Quai 225 - Transition environnementale des entreprises • P. 48
IV.5 | Développement des filières d'excellence • P. 49
IV.6 | Développement touristique • P. 56
IV.7 | Développement de l'enseignement supérieur et de la recherche • P. 64
IV.8 | Économie sociale et solidaire • P. 66
IV.9 | Innovation technologique • P. 66
IV.10 | Chantier local d'insertion • P. 69

P. 71 [V] **ENVIRONNEMENT**

V.1 | Missions de la Direction de l'Eau potable • P. 72
V.2 | Direction de la Valorisation et de la Gestion des déchets • P. 74
V.3 | Direction de l'Action environnementale • P. 76
V.4 | Projet Logistique Urbaine Durable • P. 76
V.5 | Plan de Mobilité interne • P.84

P. 85 [VI] **MOBILITÉS**

VI.1 | Le transport collectif en site propre intégral (TCSPi) • P. 86
VI.2 | Le transport urbain et interurbain de voyageurs SIBRA • P. 86
VI.3 | Les transports scolaires • P.87
VI.4 | Les animations mobilités • P. 87
VI.5 | Le transport ferroviaire • P. 88
VI.6 | Les infrastructures (hors TCSPi) : politique durable, pôles d'échanges multimodaux et arrêts de transport • P. 88
VI.7 | Les services vélos et le covoiturage • P.89
VI.8 | La concertation et la programmation • P. 90

P. 91 [VII] **PROSPECTIVE ET DIALOGUE CITOYEN**

VII.1 | Missions • P. 92
VII.2 | Bilan de l'année • P. 92
VII.3 | Perspectives 2026 • P.94

P. 95 [VIII] **SEMNOZ**

VIII.1 | Saison Hiver 2024-2025 • P. 96
VIII.2 | Saison été 2025 • P. 98

P. 101 [IX] **GRAND ÂGE ET AUTONOMIE / CIAS**

IX.1 | La direction du Grand âge et de l'Autonomie - CIAS • P. 102
IX.2 | Les services supports • P. 102
IX.3 | Les services à destination des personnes âgées à domicile • P. 103
IX.4 | Des solutions alternatives au maintien à domicile • P. 105

SOMMAIRE



[I]

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

L'Administration générale regroupe les services supports essentiels au fonctionnement quotidien du Grand Annecy et qui portent les fonctions transversales à tous les services.

I.1 | Juridique, Commande publique

I.1.1 COMMANDE PUBLIQUE

Missions

Le service Commande publique a pour mission d'assister les services prescripteurs dans la structuration de leurs achats. Il assure la sécurité juridique des achats de la collectivité. Il est garant de la conformité des procédures et des contrats, ainsi que de l'exécution administrative de ces derniers.

À ce titre, le service :
- apporte conseils et expertise aux services prescripteurs
- contrôle la construction et la constitution des dossiers de consultation des entreprises et accomplit les étapes de procédure jusqu'à la notification
- accomplit les étapes de procédure pour les avenants
- assure l'administration de la Commission d'appel d'offres
- à noter que, selon le guide des procédures internes, les services restent autonomes pour toutes les procédures répondant à un besoin inférieur à 60 000 € HT.
- enfin, le service collabore avec le Pôle coordination des achats sur différents sujets et notamment la programmation des achats, la computation des seuils et le suivi des indicateurs SPASER.

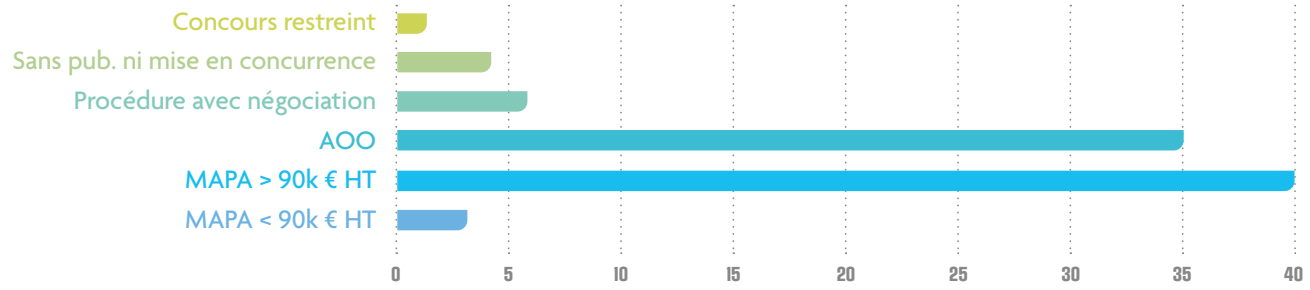
Moyens

Les effectifs du service sont stables. Le service comprend 5 personnes : 1 chef de service, 2 juristes commande publique, 1 gestionnaire de marchés publics et 1 assistante administrative.

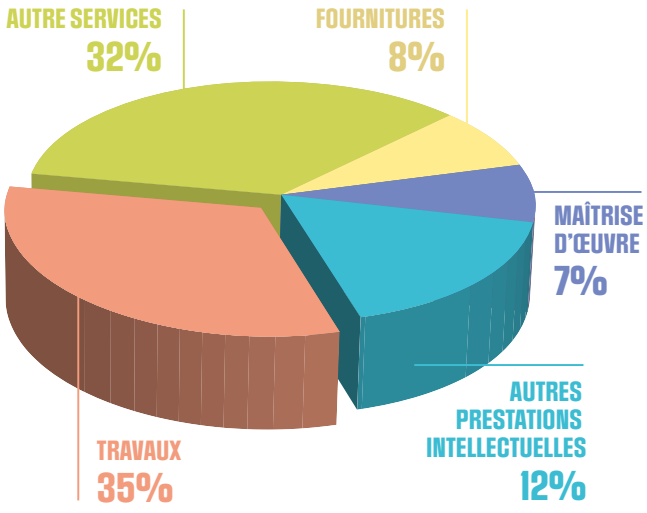
Bilan 2025

	2023	2024	2025
Nombre de nouvelles procédures suivies (>40 000 € HT)	74	88	89
Nombre de lots	147	130	164

RÉPARTITION PAR TYPE DE PROCÉDURE



RÉPARTITION PAR NATURE



	2023	2024	2025
Nombre de demandes d'avenant traités	49	135	68

Un logiciel pour la rédaction des marchés publics

Le service commande publique pilote, en lien avec la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique, le déploiement du logiciel SIS MARCHÉS. Ce logiciel permet de simplifier la rédaction des documents administratifs des marchés, et de gérer les procédures.
Les premiers utilisateurs ont été formé au printemps 2025 et se sont approprié l'outil au fur et à mesure de la rédaction de leurs marchés.

Perspectives 2026

Comme pour toute la collectivité, l'année 2026 sera marquée par la fin du mandat politique et le début d'un nouveau mandat. Pour le service commande publique, cela se traduira notamment par la mise en place d'une nouvelle Commission d'appel d'offres.

Au vu de la programmation des consultations pour 2026, le lancement de plusieurs procédures importantes est prévu.

D'un point de vue organisationnel, le déploiement du logiciel SIS Marchés se poursuivra en 2026, avec la formation d'une nouvelle vague d'utilisateurs.

I.1.2 AFFAIRES JURIDIQUES

Missions

L'activité du service juridique s'articule autour de 4 principales missions :

- le conseil auprès des autres directions fonctionnelles ou opérationnelles du Grand Annecy ;
- la sécurisation juridique des actes administratifs de toutes natures ;
- la gestion et suivi des sinistres ;
- le conseil et suivi des contentieux.

Moyens

L'effectif permanent est 4 personnes : 1 chef de service, 2 juristes spécialisés en droit public, 1 juriste en charge des assurances.

Pour faire face à un surcroit d'activité structurel, le service juridique a pu compter au cours de l'année 2025 sur un agent en renfort temporaire dont la mission principale était de répondre aux questions institutionnelles.

Une assistante administrative, en contrat d'apprentissage, complète l'équipe.

Bilan 2025

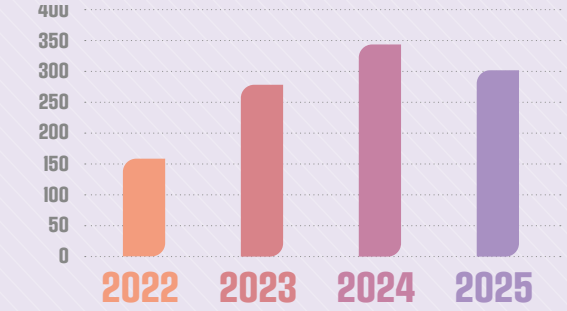
En matière de conseils et avis juridiques

En 2025, le service juridique a été consulté à 300 reprises et a adressé 248 réponses, soit un taux de retour de 82%.

Après des années marquées par une augmentation exponentielle des saisines adressées au service juridique, on observe entre les années 2024 et 2025, une légère diminution (-30 saisines).

Malgré ce constat, le nombre de réponses apportées reste inférieur au nombre des saisines et les questions en instance de réponse se développent.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SAISINES



En matière de gestion et suivi des assurances

Pour les collectivités territoriales et leurs groupements, le secteur de l'assurance est devenu oligopolistique. Cela se traduit par des difficultés accrues à contracter des couvertures d'assurance aux meilleurs tarifs. Ce phénomène est particulièrement prononcé pour la couverture de flotte automobile et les assurances qui couvrent le patrimoine des collectivités.

Ainsi, lors de l'année 2025 le service juridique s'est attaché à préparer les pièces de son prochain marché public de services d'assurances qu'il publiera au cours de l'année 2026 pour être opérationnel au 1er janvier 2027.

En matière de gestion et suivi des sinistres

Assurance de responsabilité civile

RÉPARTITION PAR TYPE DE PROCÉDURE

2020	2021	2022	2023	2024	2025
28	38	38	21	35	19

La majorité des sinistres de responsabilité civile de 2025 sont relatifs à l'eau potable et aux eaux pluviales urbaines. D'une manière générale, les phénomènes météorologiques plus intenses peuvent causer des sinistres plus importants.
La prime d'assurance de responsabilité civile est calculée sur la masse salariale du Grand Annecy.

Assurance de dommages aux biens

NOMBRE DE SINISTRES DAB

2020	2021	2022	2023	2024	2025
6	2	6	3	0	1

La sinistralité est en nette baisse depuis 2022. Cette baisse peut s'expliquer par l'importante hausse du montant de la franchise contractuelle, qui était avant l'année 2022 de 7 500 euros et qui est désormais fixée à 50 000 euros. L'augmentation du montant de la franchise a pour effet de réduire les sinistres dits de fréquences (sinistres de faibles importances et les plus récurrents) afin de faire supporter par notre assureur la gestion des sinistres d'ampleur (dont l'occurrence est plus faible).
La prime d'assurance de dommages aux biens est calculée sur la superficie du patrimoine bâti du Grand Annecy qui s'élève à environ 79 000 m².

Assurance de flotte automobile

NOMBRE DE SINISTRES AUTO

2020	2021	2022	2023	2024	2025
44	42	48	55	45	35

La prime d'assurance de flotte automobile est calculée sur le nombre (309 véhicules) et le type de véhicules (principalement véhicules légers, bennes à ordures ménagères, motocycles) assurés par le Grand Annecy.

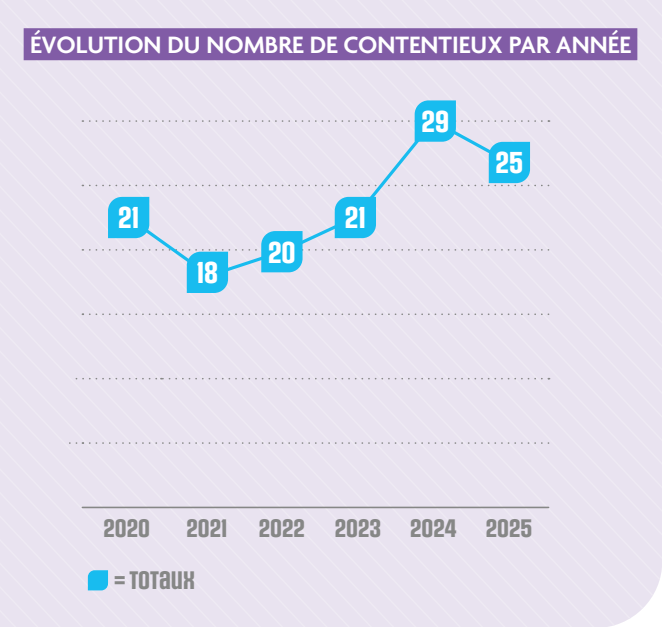
En matière de gestion des contentieux

Depuis 2019, la tendance est à la stabilisation du nombre des contentieux enregistrés par an, avec toutefois une légère hausse en 2024 (29 contentieux).

25 contentieux ont été enregistrés en 2025.

Parmi eux, figurent les contestations relatives au dispositif de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation.

Sur la période 2020-2025, le taux de jugement favorable au Grand Annecy est de 87%.



Perspectives 2026

Il est envisagé de donner l'accès IA juridique aux services opérationnels. Un bilan sera tiré en 2026.

Le service Juridique sera mis à contribution pour accompagner l'administration dans le cadre de l'installation du nouveau mandat : production de notes, délégations de pouvoir aux élus, délégations de signature aux agents, nouveau règlement intérieur...

I.1.3 ARCHIVES

Les activités 2025 du service des archives se sont articulées autour de :
- poursuite du classement de l'arriéré de la Communauté de l'Agglomération d'Annecy (C2A)
- engagement du classement du Syndicat Intercommunal de Protection et d'Aménagement du Semnoz (SIPAS)
- classement Grand Annecy au fil des versements des services
- aide à la recherche de documents en interne

Missions

- Classement et tri des archives papier
- Production de répertoires d'archivage
- Préparation éliminations règlementaires
- Accompagnement des services dans les procédures des versements provisoires
- Sensibilisation des services sur la question des archives publiques
- Aide à la recherche de documents par les agents
- Veille sur la conservation préventive
- Rédaction de documents d'information (guides, fiches pratiques...)

Moyens

Le Grand Annecy fait appel au « service Archivistes » du Centre de Gestion 74 depuis 2017. La mission archives 2025 s'est déroulée sur 129,5 jours.

Le service archives dispose, au 2e sous-sol du siège du Grand Annecy de deux salles d'archives de 115 et 70 m², équipées en rayonnages mobiles pour accueillir jusqu'à 2340 mètres linéaires de documents.

Bilan 2025

Classement : 125 mètres linéaires dans les fonds Grand Annecy, Communauté de l'Agglomération d'Annecy (C2A), Syndicat Intercommunal pour la Protection et l'Aménagement du Semnoz (SIPAS) :
- 18 ml en archives définitives ;
- 107 ml en archives éliminables à terme.

Sélection pour élimination :
- 53 mètres linéaires d'archives ;
- 5 mètres linéaires de documentation.

Consultations d'archives : environ 51 communications.

Taux de remplissage des salles d'archives : environ 92 %.

Nombre de fonds d'archives gérés par le service : 38.

Perspectives 2026

- Poursuite classement du SIPAS et de la Société Anonyme d'Economie Mixte du Semnoz (SAEMS) ;
- Continuer la résorption de l'arriéré du classement C2A ;
- Classement du Grand Annecy au fil des versements provisoires des services ;
- Début d'un cycle de sensibilisation et formation à l'archivage des agents ;
- Concrétisation du guide archivage ;
- Remise en place d'un accès aux répertoires d'archives et procédures d'archivage dans l'arborescence du Grand Annecy.



I.2 | Affaires générales

Transversale, la Direction des Affaires générales conseille, accompagne et soutient toutes les directions de l'EPCI dans la préparation des actes administratifs, l'organisation des réunions et événements, la fluidité du fonctionnement administratif quotidien de l'établissement. Au cœur du processus institutionnel, elle garantit les délais et le respect des procédures et de la vie des instances.

La Direction des Affaires Générales comprend 3 services, 1 directrice et 1 assistante, soit 12 agents (11,8 ETP) :
- Secrétariat général (1,8 ETP)
- Gestion et suivi des actes (1 ETP)
- Moyens généraux (7 ETP)

Cette direction assure plusieurs missions

Veille au bon fonctionnement des instances officielles ou délibératives (Bureau, Conférence des Maires et Conseil)

En 2025, 27 réunions des membres du Bureau se sont tenues. Chaque semaine précédant la séance, l'ordre du jour est établi et la convocation envoyée, accompagnée des notes de synthèse, établies en collaboration avec les autres services. Ces envois ont été faits pour chaque séance par voie dématérialisée (dépôt des documents sur une plateforme homologuée et sécurisée).

La Direction des Affaires générales s'occupe également de l'organisation des réunions du Conseil communautaire, au nombre de 8 pour l'année 2025, et de l'envoi de la convocation accompagnée des notes de synthèse, établies en collaboration avec les autres services. Ces envois se font également par voie dématérialisée.

Par ailleurs, une Conférence des Maires se tient en moyenne un vendredi par mois. En 2025, cette instance s'est réunie 8 fois pour échanger avec les maires sur les problématiques du territoire.

La direction rédige les procès-verbaux des Bureaux et Conférences des Maires, celui du Conseil étant confié à une sténotypiste.

Assiste le Directeur Général

Préparation de l'ordre du jour des instances et participation aux réunions hebdomadaires de l'Equipe de direction (EDIR)[1] pour examen de l'ordre du jour des réunions du Bureau et du Conseil.

[1] L'EDIR réunit les membres de la direction générale, les directrices des ressources humaines, de la communication et des affaires générales, ainsi que le collaborateur de cabinet.

Pilote des dossiers transversaux

En 2025, la Direction des Affaires générales a été déchargée des projets transversaux qu'elle menait sous l'autorité du directeur général pour pouvoir se consacrer davantage à des projets transversaux relevant de l'administration générale : réflexion sur l'optimisation de la gestion des véhicules, amélioration du processus courrier, centralisation de la gestion de ressources techniques (fournitures administratives, gestion des listes de diffusion...).

Facilite le fonctionnement administratif et le travail avec les élus

- Élaboration du budget de la Direction des Affaires générales ;
- Accompagnement des élus pour les demandes liées à l'organisation institutionnelle ;
- Accompagnement des services dans différentes demandes transversales pour fluidifier le fonctionnement administratif de l'établissement ;
- Accompagnement du déploiement du projet Microsoft 365, porté par la DSIN, auprès des utilisateurs ;
- Participation à la conception du projet de e-parapheur, aux côtés de la DSIN, pour le volet utilisateurs.

Perspectives 2026

L'année 2026 est marquée par le renouvellement des conseils municipaux. Dans ce contexte, les objectifs de la Direction sont donc priorisés en direction de l'installation des nouvelles instances communautaires, de l'accueil des nouveaux élus et de l'accompagnement du nouvel exécutif en début de mandat.

En parallèle, la Direction des affaires générales assure ses missions quotidiennes et continue à se recentrer sur le portage de projets transversaux et structurants pour l'administration, davantage en lien avec ses fonctions : optimisation des processus courrier, poursuite de la gestion centralisée de ressources techniques (alimentation, marché traiteur, gestion d'un pool de véhicules, abonnements presse...)

En 2026, afin de poursuivre la fluidification des processus et le déploiement d'outils performants au service des directions métier, la Direction des Affaires générales projette notamment :
- le déploiement d'un nouveau projet de gestion électronique du courrier
- la définition d'une stratégie de gestion des véhicules en vue d'optimiser les flottes et d'améliorer le suivi du service commun en charge de l'entretien des véhicules
- la participation active au projet porté par la direction générale, visant à « accompagner l'administration de l'EPCI dans le renforcement de ses pratiques organisationnelles, managériales et transversales » (Politeia).

I.2.1 SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Après sa création en 2023, le Groupe des Assistants administratifs (GAP), composé d'une trentaine d'assistants, s'est réuni à trois reprises en 2025.

Ce groupe métier a vocation à améliorer le quotidien des assistants administratifs et des services.

Les enjeux de ce collectif sont les suivants :
- fluidifier le fonctionnement de l'administration ;
- harmoniser les pratiques dans un souci d'efficacité et d'image du Grand Annecy ;
- partager des savoir-faire et des outils de travail ;
- contribuer à la reconnaissance d'un métier essentiel et souvent peu valorisé ;

- construire un sentiment d'appartenance au Grand Annecy ;
- disposer d'un nouveau relais transversal pour diffuser de l'information en interne et faire connaître/appliquer des procédures fonctionnelles, internes à l'EPCI ;
- faciliter les prises de poste des nouveaux assistants.

Les objectifs

- Constituer un groupe de pairs : s'entraider, être mieux reconnu, recenser les savoir-faire de chacun, constituer un collectif ;
- Etre force de proposition pour améliorer les procédures internes, pouvoir témoigner et être concerté en qualité d'utilisateur ;
- Construire de nouveaux outils ou faire remonter des besoins partagés et objectivés ;
- Etre un lieu de formation et d'acculturation aux nouvelles méthodes, process, outils, changements organisationnels.

Depuis sa mise en ligne en mai 2022, puis sa reprise en octobre 2025 sur le nouvel outil collaboratif SharePoint (suite Microsoft 365), la **boîte à ressources** accessible à tous les agents de l'EPCI, continue à être enrichie par les différents contributeurs au fil de l'année 2025.

Cet espace numérique consiste à réunir dans un répertoire unique et facile d'accès tous les outils et informations utiles au quotidien des collaborateurs de l'EPCI et ainsi :

- faire gagner du temps aux contributeurs (moins sollicités) et aux utilisateurs (plus autonomes), grâce à un système où les informations sont faciles d'accès, actualisées et classées intuitivement ;
- fluidifier la communication interne.

Pilotée par le Secrétariat général, la boîte à ressources est un outil collaboratif, alimenté et mis à jour par une vingtaine de contributeurs, essentiellement issus des directions fonctionnelles, et amélioré par le retour des utilisateurs.

C'est un outil « par défaut », en attendant le déploiement d'un Intranet pour les agents (cassé par la cyberattaque de décembre 2020), que l'ensemble des collaborateurs s'est approprié.

Missions

Participer à l'organisation des instances (Bureau, Conférence des Maires et Conseil) et à la finalisation des procès-verbaux

A l'issue de chaque réunion du Bureau et du Conseil, un compte-rendu de séance est établi et diffusé aux élus afférents.

A l'issue de chaque Conférence des Maires, un relevé de décisions est rédigé et diffusé aux élus afférents.

Le Secrétariat général établit également le calendrier des réunions institutionnelles (Bureau, Conseil et Conférence des Maires) pour l'année et le diffuse. Il est également chargé de réserver les salles pour la tenue de ces réunions.

Assister le Directeur Général Adjoint chargé de l'Administration Générale

Gestion de l'agenda – Organisation de réunions – Traitement des courriers divers.

Assister le Directeur des Finances pour les travaux de secrétariat

Traitement des courriers divers – Notes de synthèse – Diaporamas – Organisation de réunions – Gestion de l'agenda.

Convocations, organisation et diffusion des procès-verbaux de 3 commissions :

- Commission finances et administration générale ;
- Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) ;
- Commission intercommunale des impôts directs (CIID).

Traiter le courrier entrant

Le Secrétariat général est chargé de l'ouverture de toutes les enveloppes, de l'enregistrement et de la diffusion des courriers arrivés au Grand Annecy. Certains documents sont transmis directement aux directions concernées et ceux nécessitant une réponse ou destinés à plusieurs services sont enregistrés dans un logiciel métier permettant un suivi précis.

Il est également chargé du traitement de la boîte mail générique du Grand Annecy et de l'enregistrement des messages nécessitant une réponse.

Depuis le 1er janvier 2015, le logiciel Post Office Citoyen a été déployé sur l'ensemble des services, essentiellement pour la diffusion et le suivi des courriers entrants. Le Secrétariat Général accompagne les services dans l'utilisation de ce logiciel et forme les nouveaux collègues susceptibles de l'utiliser.

Informer les nouveaux arrivants sur notre territoire

En 2025, chaque nouvel arrivant sur le territoire d'une des 34 communes du Grand Annecy a été destinataire d'un courrier lui souhaitant la bienvenue, lui présentant succinctement la Communauté d'agglomération et l'invitant à se présenter au siège pour récupérer un sac contenant des guides pratiques, des informations diverses, des tickets de bus.

Le Secrétariat général, chargé de l'envoi de ce courrier, reçoit chaque mois de la Poste un fichier mentionnant les noms et adresses des personnes arrivées le mois précédent, ce qui lui permet d'envoyer cette lettre de bienvenue à chaque personne ou famille s'installant sur le territoire.

En 2025, 1.005 personnes ou familles ont été identifiées par la Poste comme nouvellement arrivantes sur le territoire du Grand Annecy (elles étaient 1.266 en 2023 et 1.069 en 2024).

Assurer le suivi financier de la direction

Le secrétariat général est chargé du suivi financier des dépenses de la Direction des Affaires générales. Il élabore le budget, procède à l'engagement des dépenses et à la validation des factures, via le logiciel e-sedit.

Divers

Gestion des adresses et mise à jour des différents fichiers partagés avec les services (adresses postales, mails, listes de diffusion).

Rédaction de modèles de documents (lettres, procès-verbaux, notes de synthèse) dans le cadre de la nouvelle charte graphique.

En 2025, élaboration et diffusion d'une procédure de rédaction et mise en page des courriers.

Moyens humains

Composé de 2 agents, soit 1,8 équivalent temps plein, le Secrétariat général réalise différentes missions.

Bilan de l'année

Indicateurs (nombre)	2024	2025	2024 / 2025
Courriers enregistrés au secrétariat général	2 414	2 031	- 15,86 %

Perspectives 2026

En 2026, outre la continuité de ses missions, le Secrétariat général :

- contribuera étroitement à l'installation des nouveaux élus communautaires et des instances du nouveau mandat ;
- poursuivra l'animation du groupe métier des assistants administratifs et du collectif de la boîte à ressources ;
- lancera un nouveau projet de gestion électronique du courrier avec pour objectif, mi-2027, la dématérialisation de la chaîne du courrier sortant (de la rédaction / visa à la signature électronique) et la clarification / sécurisation de la distribution du courrier entrant ;
- poursuivra la centralisation de la gestion de ressources techniques pour l'ensemble de l'administration et notamment les abonnements presse et les achats alimentaires (denrées et prestations traiteurs).

I.2.2 GESTION ET SUIVI DES ACTES

Missions

En amont de chaque réunion de Bureau et du Conseil, le service gestion et suivi des actes prépare le dossier des élus (ordre du jour, convocation et rapports) notifié par voie dématérialisée sur un porte-document électronique (Nomad).

Après chaque réunion, le service produit les délibérations et les transmet en Préfecture par voie électronique pour le contrôle de légalité. Il s'assure enfin, en lien avec les services, du suivi des dossiers (notification et mise en signature des documents contractuels).

Ce service est également chargé de l'élaboration et du suivi des décisions de la Présidence, et notamment de la signature des conventions et avenants liés aux locations de locaux dans les pôles entrepreneuriaux du Grand Annecy.

Depuis la fusion de 2017, le service gestion et suivi des actes a en charge l'élaboration des arrêtés réglementaires dont le volume est principalement lié à la montée en charge de la compétence urbanisme. En relation avec la Direction des finances, il élabore les arrêtés de nomination des régisseurs permettant le fonctionnement des régies du Grand Annecy.

Les délibérations, décisions de la Présidence et arrêtés réglementaires sont consultables sur le site internet du Grand Annecy : www.grandannecy.fr.

Moyens humains

Composé d'un agent à temps plein, ce service transversal est garant de la transmission en Préfecture de tous les actes du Grand Annecy pour qu'ils deviennent exécutoires.

Bilan de l'année

Indicateurs (nombre)	2024		2025		2024/ 2025	
Délibérations	347	706	372	837	+7,20%	+18,55 %
Décisions de la Présidence	359		465		+29,53%	
Arrêtés réglementaires	41		13		-68,29 %	
Arrêtés de nomination de régisseurs	40		42		+5 %	

Constat

Depuis début 2021, les délibérations et les décisions de la Présidence figurent dans des registres séparés et font l'objet d'une numérotation distincte.

En ce qui concerne les délibérations et les décisions de la Présidence, le nombre total de dossiers traités par le service a augmenté (+ 18,55 %). Le nombre de décisions a augmenté sensiblement par rapport à l'année 2024 (+29,53%). Cette augmentation peut s'expliquer par l'ouverture de la vente de vélos électriques aux agents du Grand Annecy ayant entraîné une augmentation des actes de cession. Le nombre de délibérations est en légère hausse par rapport à l'année 2024 (+7,20%).

A contrario, les arrêtés réglementaires de l'année 2025 ont très fortement diminué (- 68,29 %), du fait de la quasi absence d'actes liés à des modifications ou révisions de PLU des communes. Par ailleurs, le nombre des arrêtés de nomination de régisseurs, mandataires ou mandataires suppléants est resté stable (+ 5 %). Ces arrêtés ont concerné la nomination de mandataires pour les activités de la station du Semnoz, notamment en amont des périodes estivales et hivernales.

En 2026, le service sera fortement mis à contribution dans le cadre de l'installation du nouveau mandat (élections, désignations dans les organismes extérieurs, renouvellement des délibérations de début de mandat, etc.). En outre, il continuera la réflexion entreprise, en lien avec la DSIN, sur la poursuite de la dématérialisation des actes (arrêtés et décisions) et l'arrivée de la nouvelle version du logiciel de suivi des actes (Airs Delib à Adel).

I.2.3 MOYENS GÉNÉRAUX

Le service des Moyens généraux assure diverses missions d'accueil, de distribution et de logistique pour faciliter le fonctionnement quotidien de l'administration et des instances décisionnelles.

Missions

Accueillir les citoyens, au siège et/ou par téléphone

En 2025, une cinquantaine de personnes en moyenne se sont présentées chaque jour à l'accueil du siège pour un renseignement, un rendez-vous ou participer à une réunion dans les locaux du siège.

Chaque jour, environ 100 appels téléphoniques sont reçus sur le numéro général et sont traités.

L'accueil gère le planning de réservation des salles de réunion situées au siège et la réservation des vélos, cartes de bus et cartes d'autoroute mis à la disposition de tous les agents pour leurs déplacements professionnels.

Prise en charge du courrier

En 2025, les appariteurs ont récupéré chaque matin à la Poste le courrier du jour. Ils ont distribué et collecté tous les documents du siège vers les établissements annexes.

Les 3 tournées journalières, mises en place à la création du Grand Annecy en 2017, sont maintenant bien installées et connues de tous les services, aussi bien internes qu'externes.

La compétence urbanisme, dont l'instruction des autorisations droits des sols, induit la circulation de nombreux dossiers entre le Grand Annecy et les communes. Le service des Moyens généraux est chargé de la circulation de ces dossiers entre les différents acteurs.

Le courrier pour l'extérieur est affranchi et porté chaque soir à la Poste.

Organisation logistique des événements et des assemblées

Le service des Moyens généraux est chargé de la logistique : mise en place des salles, service..., lors de la tenue d'événements, cérémonies et assemblées.

Gestion des commandes et du stock de fournitures administratives

Le service des Moyens généraux gère le stock et les commandes de fournitures administratives pour les directions qui relèvent du budget principal. Il achemine les fournitures commandées auprès des directions localisées au siège et dans les sites délocalisés.

Suivi du gardiennage – Nettoyage des locaux du siège – Espaces Verts

Le service des Moyens généraux effectue le suivi de ces 3 marchés auprès des entreprises retenues.

Moyens humains

Le service est composé de 7 personnes à temps plein.

Bilan de l'année

Indicateurs (nombre)	2024	2025	2024 /2025
Plis affranchis	56 745	134 120	+ 142,3 %
Nombre de colis	-	82	-
Kilomètres parcourus par les appariteurs	48 898	52 112	+ 6.2 %

Le nombre de plis affranchis en 2025 est nettement supérieur à 2024. Cette augmentation est due à la reprise de juin à décembre, par le service des Moyens généraux, des factures d'eau qui étaient préalablement gérées par la Trésorerie.

Le nombre de kilomètres effectués par les appariteurs en 2025 est légèrement supérieur à 2024.

Perspectives 2026

Le service des Moyens généraux est toujours beaucoup sollicité et il évolue régulièrement dans son organisation, à moyens constants voire réduits, pour répondre au mieux aux demandes qui lui sont faites. Les perspectives d'évolution en 2026 sont nombreuses :

- centralisation des achats alimentaires pour toute l'administration et renforcement de l'accompagnement des services dans l'organisation de leurs événements (mise en place d'un formulaire de saisie des besoins et d'un conseil logistique) ;
- notification d'un marché traiteur pour les prestations de type petits-déjeuners, plateaux-repas, buffets, cocktails ;
- gestion centralisée d'un pool d'une vingtaine de véhicules pour l'administration et d'une vingtaine de VAE ;
- amélioration de la coordination de l'accueil du siège avec les autres accueils du publics et les services opérationnels ;
- confortement du rôle de coordination de l'entretien et la surveillance des bâtiments administratifs ;
- participation au projet de gestion électronique du courrier qui, in fine, impactera fortement les métiers du service et nécessitera vraisemblablement des évolutions de l'organisation interne et des postes.



I.3 | Direction des Systèmes d'information et du numérique

La DSIN est garante du maintien en condition opérationnel, de l'évolution et de la sécurisation du système d'information du Grand Annecy.

I.3.1 SERVICE MOYENS NUMÉRIQUES

Missions

Gestion du parc des terminaux numériques (PC, tablettes, téléphones mobiles et fixes, copieurs, imprimantes, scanners, traceurs, équipements audiovisuels).

Gestion du support et de l'assistance aux utilisateurs.

Formation et accompagnement des utilisateurs sur leurs logiciels et outils d'informatique de gestion.

Moyens

3 ETP : 1 chef de service (Cat A) et 2 administrateurs (cat. B et C).

1 apprenti BUT (fin de contrat 09/2026).

Bilan 2025

Gestion des tickets et des appels : 4192 tickets ont été ouverts et résolus en 2025.

Etude afin de déterminer le meilleur véhicule d'achat pour le nouveau marché copieurs.

Accompagnement pour le déploiement des suites Teams et One drive.

Renouvellement de 35 postes Agglo et de 25 postes CIAS.

Aide au choix technique pour les équipements numériques pour les nouveaux élus .

Migration des postes de l'année 2022 vers Windows 11.

Aide au déploiement vers O365 sur les postes afin de remplacer la suite office 2019.

Démarrage du catalogue de service via l'élaboration de fiches service.

Test sur les montées de version GLPI (logiciel d'assistance).

Perspectives 2026

Mise en œuvre du nouveau marché copieurs.

Projet nouveau mandat : préparation des outils numériques pour les nouveaux élus.

Campagne de déploiement des PC 2026 >> fin de Windows 10

Mise en œuvre du nouveau standard;

Etude et mise en œuvre d'une offre de formations flash aux outils numériques pour les agents.

Mise en œuvre de ½ journée de permanence sur les sites distants.

Projet de refonte du système de sollicitation utilisateur (GLPI).

Projet de processus nouvel arrivant (fiche matériel / charte / stock tampon / etc.).

Ecriture et alimentation du catalogue de service.

Projet Microsoft : exploitation et accompagnement des utilisateurs sur les nouveaux outils Microsoft (Teams / Onedrive) : Fil rouge.

MCO (gestions des demandes, incidents, problèmes et changements : 60% à 70% TH.

I.3.2 SERVICE INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES

Missions

Administration, maintenance, supervision et sécurisation :
- des infrastructures réseaux et télécommunications (Fibre optique, équipements réseaux, WIFI, pare feux, etc.);
- des infrastructures systèmes (serveurs, stockage, sauvegardes, etc.);
- des services d'infrastructures et de sécurité (messagerie, outils collaboratifs, antivirus, antispam, VPN, etc.).

Moyens

- 2 ETP : 1 chef de service (cat . A) et un administrateur (cat. B);
- 1 contrat de renfort (fin de contrat 12/2026).

Bilan 2025

Au cours de l'année écoulée, le service Infrastructures Numériques a poursuivi ses missions de maintien en condition opérationnel du système d'information tout en accompagnant plusieurs projets structurants pour la collectivité, dont le principal fut la mise en œuvre de la seconde phase du projet Microsoft 365 avec le déploiement de Microsoft Teams et OneDrive.

Au-delà de la modernisation des outils collaboratifs, le service a contribué activement à l'amélioration des services numériques mis à disposition des agents par la mise en œuvre de nouvelles solutions logicielles.

Migration Teams / OneDrive

Le service Infrastructures Numériques a été mobilisé sur le projet de migration vers Microsoft Teams et OneDrive

Il a participé à l'élaboration des règles de gouvernance associées à ces nouveaux usages collaboratifs avec le concours du service Projets Numériques et l'expertise de la société Bluesoft, en accompagnement sur le projet.

Sur le plan technique, il a participé à la mise en œuvre opérationnelle des règles définies.

Le service a également assuré le transfert des données vers l'environnement Microsoft à partir de sources diverses ainsi que l'automatisation du déploiement des outils sur les postes utilisateurs.

Convergence entre l'Active Directory et la base de données ressources humaines

Le service a poursuivi les travaux de convergence entre l'Active Directory (annuaire numérique du Grand Annecy) et la base de données du logiciel de ressources humaines.

L'objectif est d'améliorer la prise en compte des arrivées, départs et mouvements d'agents afin de fiabiliser la gestion des comptes utilisateurs, de renforcer la sécurité du système d'information et d'optimiser l'attribution des licences logicielles (maîtrise des coûts).

Par ailleurs, cela permet de disposer de données fiables et cohérentes, exploitables par la suite par de nombreuses autres applications.

Sauvegarde Microsoft 365

Le service a mis en place une solution de sauvegarde dédiée à l'environnement Microsoft 365. Cette solution permet de sécuriser les données hébergées dans le cloud (messagerie, OneDrive, Teams, etc.) et de disposer de capacités de restauration adaptées aux besoins de la collectivité en cas de suppression accidentelle, d'erreur ou d'incident.

Maintien en conditions opérationnelles (MCO)

Le service a assuré le maintien en conditions opérationnelles de l'infrastructure informatique à travers l'exploitation quotidienne des systèmes, la supervision des services, la réalisation des sauvegardes et les mises à jour nécessaires au bon fonctionnement du système d'information.

Dans le cadre de la fin du support de Windows 10, le service a également participé, en collaboration avec le service Moyens numériques, au renouvellement et à la mise à niveau d'une partie du parc informatique.

Maintien en conditions de sécurité (MCS)

En lien avec le RSSI, le service a mis en œuvre les mesures de sécurité préconisées. Ces actions ont notamment porté sur l'application des correctifs de sécurité, le renforcement de certains dispositifs techniques et l'intégration des exigences de sécurité dans les projets conduits au cours de l'année.

Déploiements fibre optique opérateur

Mise en œuvre de nouveaux abonnements fibre optique pour plusieurs sites (Centre de congrès, déchetteries, usine de l'eau, etc.).

Le service a également procédé à la remise en conformité de l'infrastructure FTTH de la Villa Romaine, afin de garantir sa conformité aux engagements contractuels définis dans la convention avec l'opérateur d'infrastructure.

Cette intervention a fait suite à des dégradations constatées, imputées aux opérations de raccordement réalisées par les techniciens mandatés par les opérateurs dans le cadre de l'activation des abonnements des résidents.

Le service Infrastructures numériques a participé au contrôle des réparations ainsi qu'à la vérification de leur conformité.

Refonte du système d'appels malades du CIAS

Le service a accompagné le projet de refonte du système d'appels malades du CIAS, notamment à travers la mise en conformité des baies informatiques des sites de la Villa Romaine et de la Prairie (refonte réseau et urbanisation de baie de brassage). Ce travail de longue haleine permettra d'asseoir l'infrastructure technique des appels malades, dont la mise en œuvre se poursuit en 2026, sur un socle solide et stable.

Acquisition de nouveaux logiciels métier et mise en œuvre du SSO

Installation et configuration de l'infrastructure serveur nécessaire au fonctionnement de la solution de newsletter interne Numyoo.

Le service a également assuré la configuration de l'authentification unique (SSO) pour plusieurs applications métiers, dont Numyoo, la suite Libriciel (gestion des flux et signature électronique) ainsi que le logiciel Inser. Ce dispositif contribue à simplifier les accès utilisateurs tout en renforçant la sécurité des authentifications.

Relecture et intégration de clauses techniques dans les cahiers des charges des projets logiciels, afin de garantir la cohérence, la maintenabilité et l'interopérabilité des solutions mises en œuvre.

Transition vers la solution IaaS Orange Cloud Avenue

Dans le cadre de l'évolution de l'offre opérateur, le service a assuré la migration vers la nouvelle solution IaaS Orange Cloud Avenue, afin de garantir la continuité de l'hébergement des serveurs, en remplacement de l'offre précédente, Flexible Engine, abandonnée par l'opérateur.

Création d'une plateforme d'hébergement pour le PLUi-HMB (sur Cloud Avenue)

Mise en place d'une plateforme d'hébergement destinée à la mise à disposition du public du projet de PLUi-HMB. Le service a assuré l'installation et la configuration d'un serveur web hébergé à l'extérieur, ainsi que l'ensemble des paramétrages nécessaires à son bon fonctionnement et à son accessibilité.

Amélioration de la couverture mobile à la Maison pour la planète

Le service a assuré le suivi technique du dossier d'installation de répéteurs 4G à la Maison pour la planète. Cette opération, réalisée par l'opérateur Bouygues Telecom, vise à remédier à l'absence de couverture mobile dans le bâtiment et à améliorer les conditions de travail des agents présents sur le site.

Perspectives 2026

Projet Microsoft – Aspects techniques :

- phase 1,5 Messagerie : attribution des boites aux utilisateurs qui n'en disposaient pas ;
- mise en œuvre de l'archivage BAL ;
- mise en œuvre Liste de distribution dynamiques (organigramme + géographique) ;
- gouvernance AD (onboarding/outboarding, etc.) ;
- gouvernance Sharepoint.

Projet Appel malade : refonte réseaux des Ehpads.

Projet SEMNOZ : refonte et sécurisation du réseau de la station.

Nouveau marché copieurs : mise en œuvre technique des environnements Grand Annecy et CIAS (Papercut/Streamline/remote,etc.) .

Déploiement d'un espace cloud pour des besoins de partage spécifique (Mergin maps, etc.).

Appui technique sur les projets GEC/Gestion de flotte de véhicule/Logiciels VDD/OIB/etc.

Remédiation des vulnérabilités suite à l'audit PENTEST Cyber.

Validation technique de DCE (interopérabilité avec notre SI).

MCO infrastructures : 50% TH.

I.3.3 SERVICE PROJETS NUMÉRIQUES

Missions

Maintien en condition opérationnel des applications du Grand Annecy (maintenance préventive, corrective, évolutive, gestion des marchés et contrats, etc.).

Gestion des projets d'informatisation et de digitalisation des besoins et processus métiers (recueil et analyse des besoins, rédaction des marchés d'acquisition, d'intégration, de maintenance et de formation liés aux nouveaux logiciels, accompagnement au changement, etc.).

Gestion, récupération et valorisation de la donnée géographique et de la data.

Moyens

4 ETP : 1 cheffe de service (cat. A), 2 cheffes de projet numérique (cat. A), 1 géomaticienne (cat. B).

Bilan 2025

Projet Microsoft
Déploiement des outils Teams, Onedrive > en charge de la communication autour du projet et de l'accompagnement au changement sur les nouveaux outils déployés : Fiches reflexes, tutoriels, formations, formations flash...

Projet AGATE
- Suite au nouveau marché et au changement de prestataire pour la gestion de la maintenance et l'hébergement de l'application, Agate a été migrée avec succès vers le nouveau prestataire en janvier 2025 ;
- Tout au long de l'année, le service a coordonné les évolutions de l'application et la résolution de la dette technique.

Projet Parapheur Electronique / orchestrateur de flux
Coordination de la mise en place technique des solutions Libriciel Scop : Pastell et Iparapheur.

Projet SIG
- Mise à jour du catalogue de la donnée ;
- Animation des ateliers SIG et extension du périmètre du SIG.

Projet SIS marché
- Déploiement de la solution aux directions du Grand Annecy : rédaction, passation et prévision d'achats ;
- Formation des utilisateurs.

Projet Démarches simplifiées
Déploiement de la solution.

Projet Logiciel Evaluation des politiques Publiques (SPHINX)
Finalisation de l'acquisition et déploiement de la solution.

Projet Formation Finances
Campagne de formation SEDIT GF tous profils : gestionnaires comptables, valideurs...

Projet de refonte des circuits de validation finances
- Étude des circuits actuels ;
- Proposition de refonte des circuits avec mise en place sur une DGA pilote.

Projet Organigramme dans SEDIT RH
Refonte organigramme dynamique.

Projet Observatoire biodiversité
AMO pour la DAE : accompagnement à la rédaction du marché de mise en œuvre.

Projet GMAO bâtiment
- Étude des besoins ;
- Préparation de la migration de l'outil Atal vers la V6.

Projet Géolocalisation des Bennes à Ordure ménagère
AMO dans l'étude, la rédaction d'un marché et la sélection d'un nouveau prestataire.

Projet de refonte du processus d'évaluation annuelle
AMO pour la DRH sur le projet de dématérialisation des évaluations annuelles.

Projet Gestion électronique du Courrier
Sourcing.

Projet Anémone
Etude interface Sedit Finances pour les annulations de titres

Maintien en conditions opérationnelles des applications du Grand Annecy
Maintenance préventive, corrective et évolutive, gestion technique et administrative avec les titulaires des contrats/ marchés pour environ 65 applications.

Perspectives 2026

Projet nouveau Mandat
Rédaction tutos usages outils numériques des élus

Projet Autonomisation CIAS
Accompagnement de la DRH dans la création de deux environnements CIAS et Grand Annecy sous SEDIT RH et refonte de la chaine de paie.

Projet GEC
Sélection AMO et mise en œuvre d'un nouveau logiciel de gestion du courrier.

Projet Parapheur Electronique / orchestrateur de flux
Signature électronique des courriers issus de la GEC.

Projet Gestion de flotte de véhicule
Mise en œuvre d'un logiciel de gestion et de réservation de la flotte avec retrait en boîte à clé sur certains sites.

Projet Elections Professionnelles – relecture DCE.

Projet SIG
Intégration de l'environnement EPU dans le SIG commun Business GEO.

Projet Microsoft
Accompagnement des direction métiers sur l'usage de teams et Onedrive et déinition de la gouvernance Sharepoint.

Projet COM DSI
MEO newsletter régulière d'informations relatives à la DSIN (nouveautés mises en œuvre, informations, sensibilisations).

Projet AGATE
recette des évolutions fonctionnelles 2025 et MEO des évolutions fonctionnelles et techniques 2026.

Projet Finances
Refonte des circuits de validation finances (commandes / factures / habilitations).

Projet Gestion du temps et des absences
Étude sur la MEO d'une application No-Code pour la gestion des plannings du CIAS.

Projet Observatoire biodiversité
Suivi de la mise en production de Géonature.

Projet GMAO bâtiment
Suivi de la mise en production de la MAJ ATAL.

Renouvellement contrat Airdélibs et Nomad

Renouvellement contrat/marché INCOVAR

AMO directions métiers
(nouveau logiciel Valorisation des déchets, facturation électronique des entreprises et particuliers eau potable (INCOM), etc.)

SIG
- Catalogage de la donnée : MEO du catalogue de service associé et organisation du 1er Copil ;
- Animation des ateliers SIG.

Maintien en condition opérationnel des applications existantes
60% TH

I.3.4 RSSI

Missions

Définition de la politique de sécurité du système d'information du Grand Annecy.

Garant du respect de la politique de sécurité des systèmes d'information.

Conseil, assistance, sensibilisation et formation à la cybersécurité.

Prescrire et conduire les projets d'évolution en matière de sécurisation du SI.

Moyens

0.7 ETP (0.3 via prestation de service au SILA) .

Bilan 2025

Sécurisation de l'environnement Microsoft 365 (Teams, OneDrive).

Mise en œuvre de tests de robustesse de la sécurité du SI par une entreprise spécialisée.

Campagnes mensuelles de sensibilisation aux risques cyber à destination des agents de l'Agglomération.

Durcissement des briques critiques du SI selon l'ANSSI.

Intégration de la sécurité dans les projets (intégration de clauses cyber dans les marchés) et sécurisation des applications métiers via l'authentification unique.

Perspectives 2026

Conduite de la campagne d'audit Pentest cyber.

Projet Nouveau Mandat > sécurisation des tablettes pour les nouveaux élus.

Projet Microsoft – Migration de l'Antispam Vadesecure vers Defender O365.

Projet de déploiement du gestionnaire de mot de passe pour 600 agents.

Accompagnement Eau potable pour MCO/MCS, analyse de risque et SOC du réseau de production.

Constitution de la documentation SI > gouvernance et dispositifs de sécurité.

Campagnes mensuelles de sensibilisation aux risques cyber à destination des agents de l'agglomération.

Validation de DCE sur la partie sécurité.

I.3.4 ASSISTANTE DE DIRECTION

Missions

Gestion comptable et budgétaire.

Gestion administrative des abonnements (copieurs, solutions de télécommunications, etc.).

Assiste les services dans leurs gestions administratives .

Moyens

1 ETP (Cat C).

Bilan 2025

Intégration et gestion du budget SI de la Direction de la valorisation et de la gestion des déchets.

Refonte de la facturation opérateurs (Bouygues Telecom et Orange).

Perspectives 2026

Participation à l'élaboration du BS 2026 et BP2027.

Suivi d'exécution du BP2026.

Finalisation de la refonte de la facturation Orange.



I.4 | Protection des données à caractère personnel

Missions

Depuis 2018, le RGPD (ou Règlement Général sur la Protection des Données) vise à protéger les données personnelles des citoyens. Il impose des règles strictes sur la collecte, le traitement et la conservation de ces données.

Dans le cadre de ses actions, toute collectivité territoriale est régulièrement amenée à manipuler des données personnelles, qu'elles proviennent des agents ou des usagers.

Au sein du Grand Annecy, cette conformité au RGPD est prise en charge par le service commun Protection des données.

Les principales missions du service commun

Information et sensibilisation

Informer, conseiller et sensibiliser les agents de la collectivité.

Recensement, contrôle et mise en conformité

Répertorier les traitements (ensemble d'opérations) en lien avec les données à caractère personnel et s'assurer de leur « conformité par défaut » et établir le registre des traitements.

S'assurer de la conformité des nouveaux traitements dès la conception (notamment dans le cadre de la gestion de projet). S'assurer de la conformité des sous-traitants.

Gestion des risques

Réaliser les analyses d'impacts relatives à la protection des données pour les traitements sensibles présentant un risque pour les usagers ou la collectivité.

S'assurer que les traitements sensibles bénéficient de mesures de protection adaptées et mettre en œuvre les mesures correctives le cas échéant.

Gestion des demandes en lien avec les données à caractère personnel

Gérer les demandes d'exercice des droits des usagers.

Gérer les urgences (plaintes, contrôles, violations de données, etc.).

Être l'interlocuteur référent pour les adhérents du service

Coopérer avec l'autorité de contrôle et être l'interlocuteur privilégié de la CNIL.

Assurer la veille RGPD, se former, intégrer les nouveautés légales et doctrinales.

Moyens

Le service commun Protection des données est composé en 2025 de 3 ETP : un responsable de pôle, un chargé de protection des données et un assistant de protection des données.

Bilan 2025

3e année de fonctionnement du service : 18 communes adhérentes (les communes d'Argonay et de Duingt ont rejoint le service commun en cours d'année).

Travaux de mise en conformité des traitements .

Selon sollicitation ou projet en cours, recensement de l'ensemble des traitements actifs. Analyse des formulaires disponibles en ligne et identification des traitements associés afin d'établir les registres des traitements pour chaque adhérent :

- organisation de sessions de sensibilisation sur les sujets RGPD auprès des agents du CIAS en vue de l'audit de l'ARS prévu pour 2026 : 40 sessions organisées pour plus de 280 agents ;
- traitements des demandes usagers : la tendance se confirme, les administrés se saisissent de plus en plus des enjeux liés à la protection des données : 14 demandes pour l'année 2025 (5 demandes traitées en 2024 et 13 demandes en 2023) en incluant tous les adhérents ;
- ressources documentaires.

Établissement d'un modèle de support en lien avec le service communication de la collectivité. Ce modèle nous a permis d'être autonomes par la suite dans la création de dépliants dédiés à des thèmes en lien avec la protection des données personnelles (collecte des données, communication politique, etc.) :

- travail de refonte de la facturation du service commun en impliquant les adhérents, préparation du renouvellement des conventions d'adhésion ;
- veille réglementaire active auprès des acteurs du RGPD en France (AFCDP, CNIL, réseaux).

Perspectives 2026

Sensibiliser les nouveaux élus communautaires à la suite des élections municipales de mars 2026.

Maintenir et pérenniser la relation avec nos adhérents : 2 visites par an minimum pour chaque commune adhérente.

Accueil de nouvelles communes adhérentes au service commun.

Finalisation du travail de refonte des modalités de facturation des adhérents et renouvellement des conventions d'adhésion pour 3 ans.

Poursuite du travail de mise en conformité des traitements identifiés au sein des communes.

Déploiement d'actions de communication et d'animation autour du RGPD :

- sensibilisation au RGPD des agents et des élus ;
- intervention ponctuelle selon l'actualité ;
- création de support de communication par thème (notamment > collecte de données et sur l'utilisation de la liste électorale) pour rappeler les règles applicables.

Intégrer la conformité au règlement européen sur l'intelligence artificielle aux missions du service commun.

I.5 | Direction des Finances

L'année est caractérisée par :
- **la poursuite de la mise en œuvre du Plan Pluriannuel d'Investissements (PPI) ;**
- **les impacts, sur la baisse des recettes de fiscalité et des dotations, des décisions de l'état pour réduire les déficits publics nationaux ;**
- **la consolidation de la recherche de financements (Europe, Etat, Région, Départements et autres).**

I.5.1 MISSIONS

L'exécution budgétaire

Cette mission fondamentale du service Finances est assurée avec comme objectif de garantir une comptabilité fiable et fidèle à la réalité financière et budgétaire de la collectivité.

Elle consiste à enregistrer toutes les transactions de la collectivité et à intégrer tous les événements susceptibles de modifier la réalité financière et budgétaire de la structure (ex : provision pour risques, etc).

L'ensemble de cette activité est normé par les diverses instructions comptables : M57, M49 pour l'eau, etc.

La gestion comptable est tenue à partir du logiciel financier Sedit Marianne.

La prospective et la préparation budgétaire

La préparation budgétaire a été séquencée en plusieurs étapes :
- Budget Primitif 2025 : voté en décembre 2024 ;
- Compte Administratif 2024 > adopté en mai 2025 ;
- Décisions modificatives > votées en mars, novembre et décembre 2025 ;
- Budget supplémentaire > voté en juin 2025.

La Communauté d'Agglomération du Grand Annecy gère 7 budgets :
- Principal ;
- Eau ;
- Valorisation des déchets ;
- Transports ;
- Pépinières d'entreprises ;
- Aménagement de zones ;
- Semnoz.

La prospective financière est réalisée annuellement en liaison avec le Cabinet KLOPFER.

La gestion de la dette et le suivi de la trésorerie

Cette activité vise à veiller les marchés financiers afin d'ajuster l'encours de dette aux meilleures conditions qu'ils proposent et notamment d'engager des renégociations lorsque les occasions se présentent.

Le service des Finances est assisté dans sa gestion active de la dette et lors de ses recours à l'emprunt par le cabinet Finance Active.

La gestion de la trésorerie vise à planifier l'ensemble des dépenses du Grand Annecy afin de les corréler aux entrées de liquidités. Celle-ci se fait en collaboration avec le Service de Gestion Comptable (SGC) qui offre un accès internet à la trésorerie du Grand Annecy à tout moment ainsi qu'un accompagnement de la collectivité.

La gestion des investissements

Le Grand Annecy gère une partie de son budget d'investissement en autorisations de programme sous certaines conditions :
- pluri-annualité de l'opération ;
- inscription de l'opération au PPI ;
- volume budgétaire de l'opération > 1.000.000 €.

Le Grand Annecy a géré des opérations d'investissement remplissant les conditions ci-dessus :
- Budget principal : 35 ;
- Budget eau : 9 ;
- Budget valorisation des déchets : 1 ;
- Budget pépinières : 1 ;
- Budget transports : 8.

La gestion des ressources

Cette mission vise à suivre et anticiper les principales recettes du Grand Annecy : fiscalités, dotation de l'Etat et gestion de la TVA.

La fiscalité est suivie en collaboration avec le Cabinet Conseil Fiscalité et Territoires.

L'accompagnement des services opérationnels dans la réalisation de leurs projets

La Direction des Finances du Grand Annecy doit garantir aux actions quotidiennes de la structure une sécurité juridique financière en assurant une veille sur les évolutions législatives et un relationnel avec les instances de contrôle (Préfecture et Comptable Public).

Un circuit de validation des délibérations présentées en Bureau et Conseil communautaire prévoit une validation préalable par la Direction des Finances.

Par ailleurs, la Direction des Finances accompagne les services dans le montage de leurs projets en apportant une ingénierie financière : rédaction des conventions, récupérations de TVA, etc.

I.5.2 MOYENS HUMAINS

La Direction est constituée de 15,5 agents ETP :
- 1 directeur ;
- 2 chefs de service ;
- 1 chargé de mission pour la recherche de financements ;
- 1 agent en charge de la gestion de la dette et des AP-CP ;
- 1 agent fiscaliste ;
- 1 agent chargé du suivi des investissements ;
- 2 agents pour la gestion des finances marchés ;
- 1 agent en charge de la gestion comptable des écritures spécifiques et de la gestion des immobilisations ;

- 2 agents comptables en charge de la gestion des recettes, du mandatement des subventions, de la paye ;
- 3 agents de gestion comptable de la dépense affectés au SFACT.

Le Directeur a une vision transversale des 7 budgets du Grand Annecy.

Chaque agent de gestion comptable gère un portefeuille de services, en recettes comme en dépenses.

I.5.3 BILAN 2025

	2024	2025
Volume des budgets (€)	572 544 393,00 €	583 962 074,00 €
Nombre de mandats et titres traités	20 501	22 087
Délai moyen de paiement des mandats	25 jours	26 jours

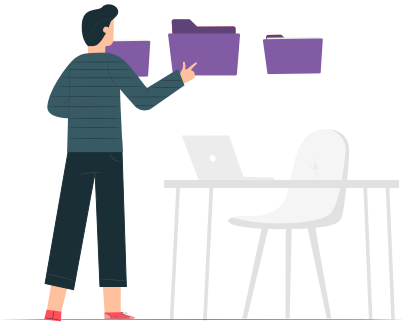
En 2024, le délai moyen de paiement a poursuivi son amélioration de 2023, la situation est normale et stabilisée.

I.5.4 PERSPECTIVES 2026

Mise en œuvre de la révision des procédures de validation des bons de commandes, le service fait.

Réflexion sur la mise en place d'un nouveau logiciel pour l'élaboration du budget primitif.

Vote du Compte financier unique 2025 en juin 2026.



I.6 | Coordination des achats

Le pôle a poursuivi son accompagnement des directions opérationnelles afin de sécuriser, optimiser et rendre plus durables les achats de la collectivité.

I.6.1 MISSIONS

Le pôle « coordination des achats » est en charge :

De l'optimisation et de la sécurisation des achats

- Réalisation de la programmation annuelle des achats
- Gestion de la nomenclature achat et contrôle de la computation des seuils
- Accompagnement des services dans la définition des besoins et l'optimisation des procédures
- Accompagnement opérationnel des directions > sourcing, benchmark, négociation
- Élaboration d'outils à destination des services (guides, fiches pratiques, documents-types, reporting)
- Mise en œuvre d'actions de professionnalisation des prescripteurs/acheteurs internes.

Du développement de l'achat durable

- Pilotage et animation du SPASER
- Accompagnement des services à l'intégration des considérations environnementales dans les marchés
- Suivi des clauses sociales en lien avec le facilitateur externe
- Sensibilisation des directions opérationnelles aux achats responsables.

I.6.2 MOYENS

Le pôle « coordination des achats » est composé de 2 agents :
- 1 responsable de pôle
- 1 acheteur public depuis septembre 2024
- budget 2025 : 90 K€ HT

I.6.3 BILAN DE L'ANNÉE

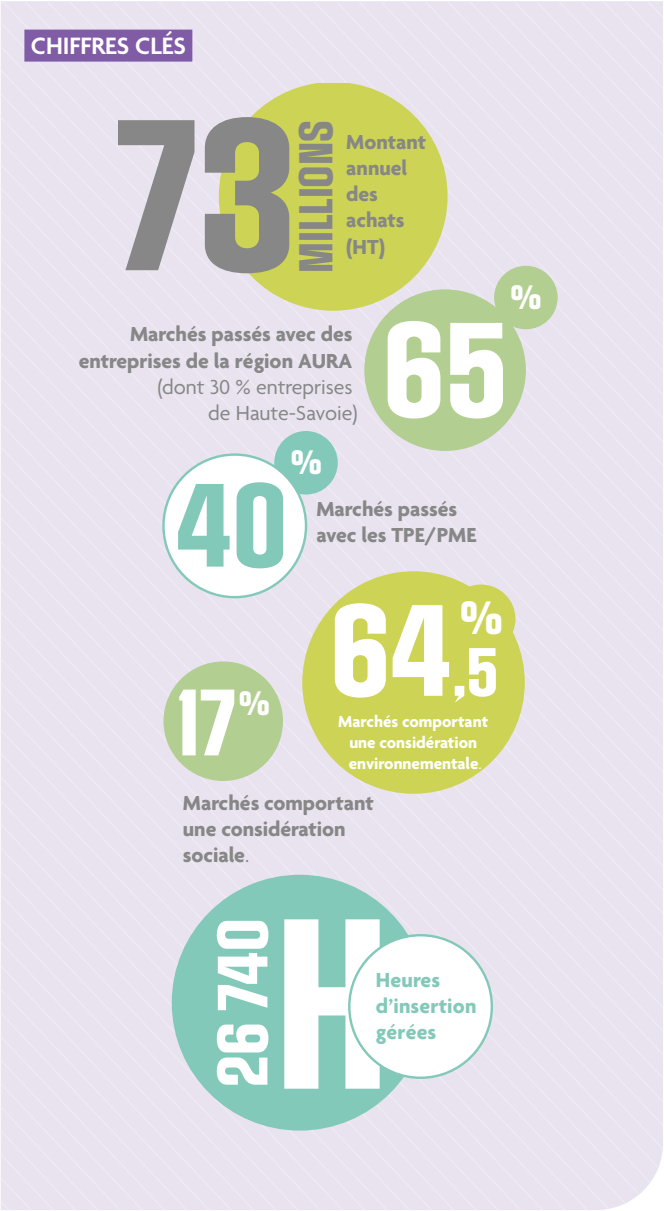
1er Forum des achats publics coorganisé avec la ville d'Annecy « Journée d'intelligence collective » (11 directions opérationnelles participantes) pour convaincre les équipes des bénéfices de l'approche des achats en mode projet : plus de coopération, d'efficacité et de valeur créée.

Formation intra « Analyse du besoin et rédaction du cahier des charges » (47 prescripteurs formés).

Organisation de 2 Webinaires « Fonctionnement des clauses d'insertion » avec le facilitateur.

Programmation annuelle – déploiement d'un module spécifique de l'outil « sis-marchés » pour collecte des données – création d'un outil de computation des seuils avec procédure marchés à respecter pour chaque achat envisagé.

Développement de l'intégration des clauses environnementales et sociales dans les marchés.



Répartition des achats par nature
- Travaux : 26,1 M€ HT
- Services : 25,8 M€ HT
- Fournitures : 14,5 M€ HT
- Prestations intellectuelles : 6,7 M€ HT

Principales directions acheteuses
- Direction Eau potable : 15,77 M€ HT
- Direction Valorisation et gestion des déchets : 12,17 M€ HT
- Direction Aménagement des infrastructures et mobilité : 11,22 M€ HT
- Direction Ingénierie transports : 9,84 M€ HT
- Direction Bâtiments : 6,79 M€ HT

I.6.4 PERSPECTIVES 2026

Accompagnement du nouvel élu dans sa prise de fonction pour faciliter la mise en œuvre de ses priorités.

Poursuite du développement des outils de pilotage et d'évaluation de la performance achat.

Revue de l'utilisation de la carte achat au sein de la collectivité afin d'identifier les axes d'optimisation, sécuriser les procédures et proposer un plan d'amélioration.

Poursuite des actions de professionnalisation des prescripteurs ; notamment en lien avec la mise en œuvre de la loi climat et résilience.

Tenue de la 2e édition du Forum des achats publics et organisation de l'édition 2027.

Lancement des travaux préparatoires à la refonte du SPASER.

Coopération avec le service de la commande publique en vue de la rédaction du « Guide achat du Grand Annecy ».

I.7 | Direction des Ressources humaines

En 2025, plusieurs actions majeures ont été menées. On peut citer parmi les principales réalisations et temps forts :
- **refonte du processus d'évaluation interne, incluant formations, amélioration et dématérialisation.**
- **poursuite du projet d'autonomisation du CIAS avec la formalisation des modalités de collaboration entre directions mutualisées, l'adaptation des processus RH, et l'évolution du SIRH**
- **mise en place d'une démarche générale de prévention des discriminations dans le cadre du plan d'actions des risques psychosociaux**
- **mise en place d'une part variable du régime indemnitaire, lié au mérite de l'agent, via le CIA**
- **réorganisation de la DRH notamment en séparant les missions de formation et de recrutement.**

Les grandes missions de la direction des Ressources Humaines sont les suivantes :
- accompagner les agents tout au long de leur carrière : recrutement, rémunération, carrière, formation, santé et conditions de travail (suivi des maladies/accidents et instances médicales pour les fonctionnaires, prévention

des risques professionnels, handicap...), mobilité interne et externe, retraite, etc. ;
- accompagner les transformations des métiers et des organisations, le développement des compétences, la gestion professionnelle des emplois et des parcours professionnels, la gestion de crises ;
- organiser et conduire le dialogue social.

A l'appui de ces missions, la stratégie RH s'articule autour de 4 grand objectifs :
- renforcer l'attractivité du Grand Annecy comme employeur ;
- favoriser la fidélisation des agents en poste ;
- promouvoir et valoriser les parcours professionnels ;
- prévenir les risques professionnels et favoriser la qualité de vie au travail.

I.7.1 MOYENS HUMAINS

Le budget ressources humaines de l'Agglomération

Tous budgets confondus (budget général et budgets annexes), les dépenses de personnel réalisées au chapitre 012 (assurance statutaire comprise) s'élèvent à 65 874 652 € (compte administratif 2025). Elles ont augmenté de 4.07 % par rapport à 2024.

Cette augmentation s'explique par des mesures de revalorisation nationales ou propres au Grand Annecy.

Au niveau national, la hausse des cotisations patronales (poursuite de la hausse des cotisations CNRACL, versement mobilité) à impliqué un surcout de 570K€ sur l'année 2025.

En parallèle, la décision prise par le CIAS de réduire de manière conséquente le recours à l'intérim en privilégiant les recrutements directs à impliqué une hausse de la masse salariale de 730K€ largement compensée par l'économie d'environ 1 million d'euros réalisées sur les dépenses d'intérim.

L'équipe de la DRH

La direction est composée de 33 agents permanents en 2025 :
- 8 de catégorie A ;
- 10 de catégorie B ;
- 15 de catégorie C.

Un poste de psychologue du travail a été créé en 2025 dans le cadre du plan Risques psychosociaux.

La direction a par ailleurs accueilli une apprentie au sein du service carrières-paie.

L'assistante sociale du personnel est mise à disposition par la ville d'Annecy pour 20 % d'un équivalent temps plein (2 demi-journées par semaine). Elle est une interface privilégiée entre la vie personnelle et professionnelle de l'agent.

La médecine de prévention est assurée par prestation conventionnée avec le centre de gestion de la Haute Savoie.

I.7.2 BILAN DE L'ANNÉE

Les effectifs du Grand Annecy

Evolution et composition des effectifs au 31 décembre

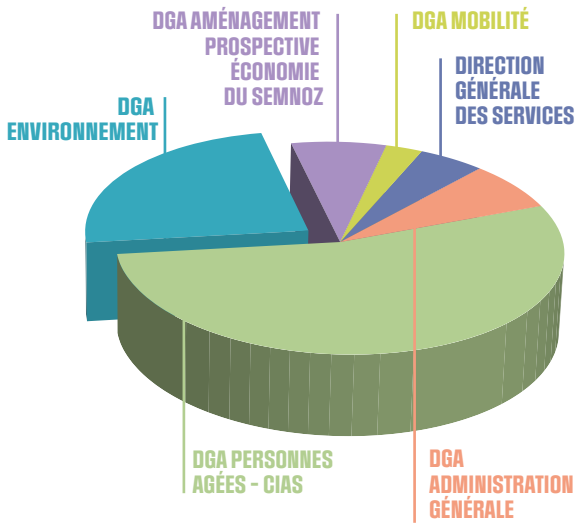
	2022	2023	2024	2025
Effectif rémunéré (hors élus et indemnisations spécifiques)	1162	1178	1263	1301
Dont effectif rémunéré sur emplois permanents	1080	1090	1155	1114
Dont titulaires et stagiaires	718	721	731	800
Apprentis	18	20	22	17
Contrats aidés et chantiers d'insertion	16	23	24	24

Le Grand Annecy comptait 1301 agents rémunérés (fonctionnaires et contractuels) à la date du 31/12/2025.

Répartition des effectifs par catégorie	
Catégorie A (%)	21 %
Catégorie B (%)	17 %
Catégorie C (%)	62 %

Tous statuts et toutes catégories confondues, les effectifs sont constitués de 62 % de femmes et 38 % d'hommes. L'âge moyen est de 42.3 ans.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS RÉMUNÉRÉS PAR DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE



	2022	2023	2024	2025
Recrutements sur poste permanent	167	272	239	179
Recrutement d'apprentis	18	18	16	8
Emplois vacances	97	87	106	54
Accueil de stagiaires	267	284	233	212

Les mouvements de personnel de l'année 2025

Il ressort de ces données que l'activité de recrutement sur emplois permanents est plutôt stable, étant précisé qu'au total 273 procédures de recrutements ont été lancées. A ces chiffres s'ajoutent les recrutements temporaires pour remplacement d'agents indisponibles, non comptabilisés ici.

Au total, les 273 offres publiées par le Grand Annecy ont suscité 9162 candidatures. Le délai moyen de recrutement est de 37 jours.

En vue de faire connaître les métiers du Grand Annecy et de la fonction publique en général, et afin de recruter de nouveaux profils, le service emploi et compétences a participé à 5 évènements en 2025 : salons et forums de recrutement destinés à des profils jeunes ou des demandeurs d'emplois.

Evolution et composition des effectifs au 31 décembre

88 fonctionnaires (titulaires et stagiaires) ont quitté le Grand Annecy en 2025 (97 en 2024).

Parmi eux :
- 10 démissions de la fonction publique, (15 en 2024) ;
- 18 nouvelles demandes de disponibilité, (26 en 2024) ;
- 23 agents qui ont fait valoir leurs droits à la retraite (19 en 2024) ;
- 11 mutations vers d'autres collectivités, (13 en 2024) ;
- 20 abandons de poste (12 en 2024) principalement suite à une période de disponibilité ;
- 2 fin de détachement (2 en 2024).

Ces départs représentent 11% de l'effectif des fonctionnaires (11,4% en 2024).

Il est dénombré également 33 démissions d'agents contractuels. (33 en 2024) .

La rupture conventionnelle s'ajoute aux autres cas de cessation définitive de fonctions (retraite, démission, licenciement, non-renouvellement de contrat et révocation) qui entraînent la radiation des cadres (ou des effectifs) et la perte de la qualité de fonctionnaire ou la rupture du contrat pour les contractuels. 24 demandes (dont 4 acceptées) ont été enregistrées depuis la parution des décrets d'application le 31 décembre 2019, aucune demande de rupture conventionnelle n'a été adressée au Grand Annecy en 2025. Chaque demande est étudiée lors d'un entretien avec l'agent concerné. Une réponse favorable est rendue lorsque le Grand Annecy trouve son intérêt dans un tel dispositif bilatéral.

La formation

L'année 2025 enregistre une baisse de l'activité de formation par rapport à 2024 de près de 21%, en revanche le nombre d'agents formés est stable (-0.7%).

2304 jours de formation ont été réalisés (contre 2939 jours en 2024) par 874 agents (contre 880 en 2024).

Ces jours de formation sont répartis comme suit :
- 39% auprès du CNFPT via le catalogue ou en actions de formations collectives déployées en « intra » au sein de la collectivité ;
- 45% auprès d'autres prestataires ;
- 16% organisées en interne et animés par des formateurs internes (sécurité au travail, etc.) ;

12 actions de formation en intra ou en union ont été organisées avec le CNFPT en 2025, contre 11 actions en 2024.

Les types de formations sont ventilés de la manière suivante :
- 11% formations d'intégration (10% en 2024) ;
- 77% perfectionnement et professionnalisation (85% en 2024) ;
- 12 % préparation concours (5% en 2024).

Les principaux thèmes de formation concernent la gérontologie, le management, avec notamment la poursuite du plan des cadres « management serein » 2023-2026, ainsi que les formations répondant à une obligation réglementaire en matière d'hygiène et de sécurité.

Carrières et rémunérations

5 546 actes (arrêtés et contrats) ont été réalisés au cours de l'année, soit une progression d'environ 10% par rapport à l'année précédente.

1553 dossiers étaient gérés par le service le 31/12 (incluant les élus et agents non rémunérés), qui génèrent 21906 bulletins de paies dans l'année.

Chaque gestionnaire gère environ 175 dossiers dans leur intégralité (carrières, paies, absences, maladies, retraites...).

Les indicateurs de charge d'activité en gestion carrières et paie s'accompagnent du constat d'une complexification croissante des missions et tâches, du fait notamment de la coexistence des statuts différents (fonctionnaires, CDD, CDI, convention collective des remontées mécaniques, apprentis, contrats d'insertion...) requérant une technicité à la fois pointue et très étendue, ainsi que des situations médicales, dont la difficulté de gestion sur les plans technique et humain s'accentue, et des retraites multi-régimes.

On peut également noter la réalisation de 2 contrôles allégés en partenariat par la Trésorerie, sans aucune anomalie, en application de la convention simplifiée conclue pour les opérations de contrôle de la paie par la Direction départementale des finances publiques.

59 avancements de grade et 6 promotions internes ont été prononcés au cours de l'année 2025, en cohérence avec l'évolution de l'organigramme et les ratios internes, les résultats des évaluations annuelles étant le critère individuel prépondérant.

339 avancements d'échelon ont également été mis en œuvre au cours de l'année, soit environ la moitié de l'effectif des titulaires.

1 conseils de discipline s'est tenu en 2025 aboutissant à un blâme.

Absences (hors grèves et absences injustifiées)

2726 arrêts de travail concernant 799 agents ont été enregistrés, ils représentent un total de 41803 jours tous motifs confondus (dont congés maternité 3321 jours).

	2022	2023	2024	2025
Taux d'absentéisme (en %)	8,77 %	8,47 %	8,07 %	11,27 %
Nombre de jours d'absence par agent et par an	31,99	30,93	29,47	32,13
Durée moyenne des absences (en jours)	13,34	13,47	14,14	15,33

Le taux d'absentéisme est calculé de la façon suivante :
- Nombre total de jours d'absences (hors congés maternité) soit 37 077 jours calendaires ;
- Divisé par le nombre moyen d'agents : effectif moyen (effectif de fin d'année – effectif début d'année / 2 soit 1 258 agents) multiplié par 365 jours.

La maladie ordinaire représente la majorité des absences (52.6 %).

Accidents du travail

L'année 2025 marque une évolution dans le nombre d'arrêt recensés avec une hausse de 38%. Le nombre de jours d'arrêt de travail cumulés augmente également de 39%, le nombre de jour d'arrêt moyen par accident demeurant stable.

La manutention, les chutes/glissades et les accidents en lien avec machines / outils sont les trois principales causes d'accident.

Prévention et action sociale

Médecine préventive

Le médecin du travail a réalisé 294 visites médicales.

Il a par ailleurs été réalisé 140 entretiens infirmiers.

20 visites n'ont pas eu lieu du fait d'absences (excusées ou non).

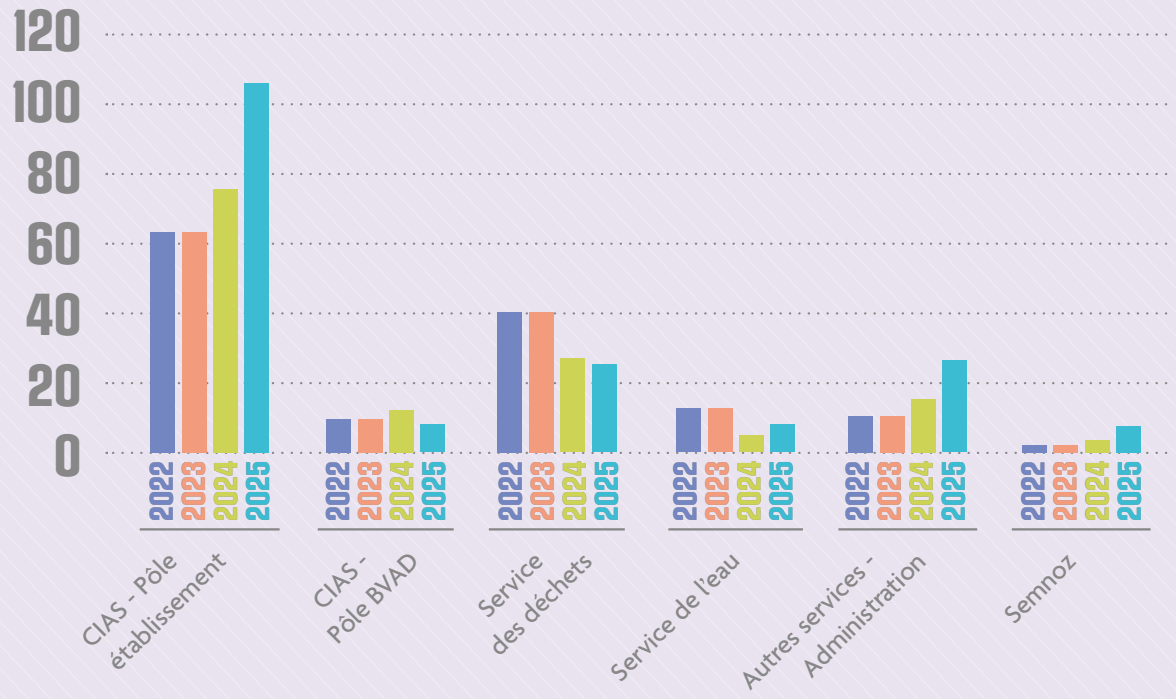
Action sociale

Au 31 décembre 2025, 388 agents bénéficiaient d'une participation de l'employeur à leur complémentaire santé.

Quant à la participation à la prévoyance, elle concernait 501 agents à cette date.

La contribution communautaire totale pour la protection sociale complémentaire s'élève à 304 186 € pour l'année (+ 6.59 %). Cette évolution s'explique essentiellement par une augmentation de 2.1 % du nombre de bénéficiaires pour la santé et de 1.2 % pour la prévoyance mais également à une hausse sensible de la rémunération sur l'année 2025 augmentant la base des cotisations. La participation financière du Grand Annecy à la complémentaire santé s'élève mensuellement à 30.50 € depuis le 1er janvier 2022, ce qui a eu pour effet une augmentation du nombre de bénéficiaires ces trois dernières années.

RÉPARTITION PAR SECTEURS DES ACCIDENTS DE SERVICE AYANT ENGENDRÉ UN ARRÊT DE TRAVAIL :



Le Grand Annecy a versé par ailleurs la contribution au Groupement du personnel via une subvention annuelle à hauteur de 371 724 € pour 952 adhérents dont 274 retraités en 2025.

L'assistante sociale du personnel a suivi 52 agents en 2025 (60 agents en 2024), dont 29 ont été reçus pour la première fois, soit deux tiers de nouveaux agents.

Il s'agit en majorité de personnes isolées de plus de 40 ans occupant un emploi de catégorie C, le plus souvent dans le secteur médico-social ou technique. La classe d'âge des 50 à 59 ans est la plus représentée et a doublé en 2025 du fait que les agents de cette tranche sont davantage touchés par des problèmes de santé et d'usure professionnelle.

L'emploi, la santé et le logement constituent les problématiques les plus importantes.

Le personnel bénéficiaire de l'obligation d'emploi

A la date du 31 décembre 2025 le taux d'emploi direct est de 9,5%, stable par rapport à 2024 (9,58 %). Ce taux correspond au nombre de BOE / effectif total rémunéré (ETR) *100.

Le nombre de travailleurs ayant une RQTH a également augmenté pour se porter à 101 agents en 2025 (contre 92 en 2024).

Accompagnement des agents déclarés définitivement inaptes à leur poste :
- PPR (période de préparation au reclassement) : 6 agents sont entrés dans ce dispositif en 2025
- 1 reclassement pour inaptitude physique aboutis
- 3 agents en retraite pour invalidité ont quitté le Grand Annecy en 2025.

Le temps de travail

Le temps de travail annuel de référence est de 1607 heures au Grand Annecy.

Les agents qui disposent d'un Compte Epargne Temps (CET) restent majoritaires au sein des effectifs permanents qui peuvent y prétendre.

117 nouveaux CET ont été ouverts en 2025.

Le stock total de jours représente près de 49.5 équivalents temps plein en 2025.

Dialogue social

Au cours de l'année 2025 se sont tenus :
- 4 séances du Comité Social Territorial (CST) ;
- 4 séances de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et des conditions de travail (F3SCT) ;
- 1 Commission Administrative Paritaire pour la catégorie C.

Perspectives 2026

Au-delà des missions récurrentes des différents services RH, les chantiers suivants sont programmés à partir de 2026 :
- autonomisation du CIAS au 1er janvier 2027 ;
- organisation des élections professionnelles en décembre 2026 ;
- formation de l'ensemble des encadrants à la prévention des violences internes, sensibilisation de l'ensemble des agents et réalisation d'un guide de prévention ;
- réalisation d'un plan pluriannuel de prévention 2026-2028 ;
- mise en place d'un nouveau logiciel de formation ;
- lancement d'un projet d'intégration de l'IA dans les pratiques professionnelles des agents du Grand Annecy ;
- mise en œuvre de l'évolution des cycles de travail en EHPAD ;
- rédaction des lignes directrices de gestion 2026-2032 ;
- développement de la formation interne, notamment sur les fonctions support.

	Nombre de CET actifs au 31/12/24	Nombre de jours consommés sous forme de congés	Nombre de jours indemnisés	Nombre de jours versés sur la RAFP (retraite additionnelle)	« Stock » de jours épargnés au 31/12/24
2017	334	119	308	0	4988
2018	354	973	343	10	8723
2019	469	816	249	0	9174
2020	563	1176	368	1	8968
2021	571	889.5	453	0	8942.5
2022	682	1626	290	15	8973
2023	728	1837,5	412,50	18	9441
2024	795	2369	98.5	55	10792
2025	**812**	**482.5**	**43.5**	**55**	**11371.5**

I.8 | Direction des Bâtiments

I.8.1 BÂTIMENTS

La Direction des Bâtiments se compose :
- d'un service Travaux, en charge des travaux neufs et des rénovations ;
- d'un service Maintenance, chargé des vérifications périodiques réglementaires, de la maintenance, de l'entretien et des réparations, comprenant une activité de régie ;
- d'une « cellule » énergies ;
- de 2 agents en charge respectivement de la gestion marchés publics et finances, et de la gestion administrative et comptable.



Le patrimoine du Grand Annecy est composé de 127 sites, locations comprises, dont :
- 11 établissements CIAS ;
- 2 Ehpad hors CIAS ;
- 3 Hotels d'entreprises et 4 Pépinières ;
- 10 déchèteries ;
- 3 usines de l'eau.

A ces sites s'ajoutent environ 180 équipements techniques EAU (gérés par le service de l'eau, hors captages).

Pour l'ensemble de ses services, la direction a traité environ 2054 factures, dont les commandes sont pour la majorité liées à des marchés, et pour 858 liées à des bons de commande.

Au cours de l'année 2025, la direction a participé aux projets transversaux suivants :
- la finalisation du projet d'autonomisation du CIAS ;
- l'accompagnement du Grand Annecy dans le renforcement de ses pratiques organisationnelles, managériales et transversales
- le suivi du PCAT Label Citergie / référent Action n°09 ;
- le plan de sobriété.

La Direction des Bâtiments s'est également outillée et s'est organisée de manière à gagner en efficacité et en communication avec :
- la mise en place de manière systématique de bilan financier et de planning associés à chaque opération ;
- la création d'une fiche de démarrage d'opération, fiche partagée avec la direction opérationnelle ;
- la coconstruction, avec les directions opérationnelles et les directions supports associées à l'acte de construire, d'une arborescence de projet partagée sous Teams.

Les objectifs de la Direction s'articulent toujours autour des trois axes suivants :
- adequation des locaux aux besoins ;
- connaissance, maintien du patrimoine et gestion optimale ;
- prise en compte de la transition energetique et des problematiques environnementales.

I.8.2 SERVICE TRAVAUX

Le service assure la conduite d'opérations de construction et réhabilitation de bâtiments, depuis les études de faisabilité jusqu'à la réception des ouvrages. Il travaille étroitement avec les différentes directions du Grand Annecy pour mener à bien les projets portant sur tous les locaux de l'Agglo.

Missions

Le service lance les projets de réaménagement, rénovation, réhabilitation ou nouvelle construction. Il accompagne les directions pour la définition de leurs besoins, Il veille à la rédaction de programmes adaptés, en tenant compte de toutes les contraintes propres à chaque site : structure, urbanisme, site occupé, etc. En concertation avec les utilisateurs, il collabore avec les autres services de la direction des bâtiments (énergie, maintenance et patrimoine) et en transversalité avec les directions supports (commande publique, juridique, comptabilité et informatique).

Il coordonne ensuite les études de conception, y compris la consultation de l'équipe de maîtrise d'œuvre, le lancement de missions de prestations intellectuelles complémentaires et la remise du DCE (dossier de consultation des entreprises). A l'attribution des marchés de travaux, chaque chargé d'opération assure le bon déroulement de la phase exécution pendant toute la durée du chantier jusqu'au passage en garantie de parfait achèvement des ouvrages.

Cette année, le suivi comptable représente plus de 259 factures traitées et près de 88 commandes passées.

Moyens humains financiers et matériels

Le service est composé de 5 ingénieurs : 1 chef de service pilotant 4 chargés d'opérations. Un poste pour un chargé d'opérations supplémentaire est actuellement toujours suspendu.

L'année 2025 a été marquée par l'arrivée du chef de service dont le poste était vacant depuis plusieurs mois.

Bilan de l'année 2025

Affaires Générales

Logements Tremplins : par suite de la livraison des appartements, réception des travaux d'aménagement des cuisines pour la mise à dispositions des logements pour l'accueil de personnels du Grand Annecy.

Economie

- Centre des Congrès à l'Impérial Palace : par suite des injonctions de la DREAL de mise en conformité du puits de géothermie de l'Impérial lancement d'une consultation MOE pour la mise en œuvre d'une solution mixte énergétique avec un recours à de la géothermie et un complément assuré par de la climatisation (groupe froid) - hors périmètre du code minier. + Consultation pour l'installation d'une pergola sur la terrasse de la brasserie
- ESAAA : consultation des entreprises et notification des marchés travaux (11/2025)
- Gymnase du Bray : chantier en ajournement, poursuite de l'expertise et procédure de référé en lien avec le service juridique. Consultation et notification d'un MOE (EGIS) pour identifier les solutions réparatoires.
- INSPE : suivi de l'opération de construction neuve du futur bâtiment INSPE sur le campus d'Annecy-le-Vieux, portée par le rectorat. Reprise de la maîtrise d'ouvrage par le Grand Annecy avec la programmation et le lancement de la phase candidatures du concours de MOE le 4/12/2025
- Ferme Desailloud/Ballansat : étude de faisabilité pour la réhabilitation de la ferme sur le campus d'Annecy-le-Vieux comprenant des espaces polyvalents orientés détente (pouvant être utilisés par la section sport de l'USMB dans l'attente de la livraison du Gymnase du Bray) et un espace de restauration dont la gestion est à définir
- Alb'Espaces : étude pour le passage en ERP du hall et des locaux du R+1
- Maison BELUFFI (St Félix) : diagnostic architectural, fonctionnel et technique du bâtiment afin d'évaluer les actions à mener en vue de pérenniser et développer la manufacture
- LA TOUVIERE (St Félix) : Audit du bâtiment qui a connu de nombreuses évolutions et aménagements et accueille aujourd'hui différentes activités

Aménagement

- Ferme du Bolliet à Alby-sur-Chéran : réalisation de travaux (démarrage le 14/04/2025 et réception le 24/10/2025)
- Aire d'accueil de Gillon : lancement du projet de réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage «Gillon» à Epagny-Metz-Tessy. Notification et lancement du marché de maîtrise d'œuvre (28/08/2025)
- Aire de Grand Passage (AGP) : aménagement et remise en état d'une AGP provisoire à la Pilleuse

Environnement

- Usine de l'Eau la Tour : études de MOE – phase APD en attente de validation suite aux risques de chute de pierre dont la sécurisation est à effectuer par la Ville



- Pôle d'Economie Circulaire d'Epagny : réorientation du projet avec la réhabilitation de la déchèterie en raison des contraintes environnementales et réglementaires sur le site avec des premiers travaux d'aménagements de clôture et réfection des enrobés engagés fin 2025

CIAS

- Villa Romaine : suivi en cours des garanties de parfait achèvement (GPA) concernant les désordres liés aux BSO (livraison juin 2024)
- La Cour : étude de MOE pour la rénovation énergétique de la Résidence d'autonomie La Cour – phase APS suspendue aux études structures complémentaires et à l'adhésion à la SPL OSER en vue d'une opération plus globale avec l'EHPAD des Vergers.
- EHPAD LES PAROUSES : reprise des tourelles de désenfumage (par suite d'une déclaration et expertise dans le cadre de la DO)
- EHPAD RESIDENCE HEUREUSE : consultation pour la réalisation des travaux de réfection des 179 vitrages bullés comme préconisé pour donner suite à une expertise DO.
- MAPAD GRUFFY : étude pour la rénovation de la chaufferie et des désordres bâtimentaires constatés

Semnoz

- Courant d'Ere : concours de maîtrise d'œuvre et notification du marché MOE le 28/11/2025
- Alpage sur Frettes et Alpage de l'Abbaye : Étude de faisabilité pour la rénovation des bâtiments dans le cadre de l'entretien du patrimoine pastoral du Grand Annecy

Perspective 2026

Les perspectives du service Travaux sont particulièrement chargées au vu des ambitions de construction de nouveaux bâtiments et de rénovation du Grand Annecy. L'adaptation au changement climatique et la réduction de l'empreinte carbone du parc immobilier reste au cœur des préoccupations marquées par des étés à épisodes de fortes chaleurs.

Le service reste sur l'année 2026 mobilisé sur plusieurs projets phares tels que le Centre des Congrès à l'Impérial Palace, le Courant d'Ere au sommet du Semnoz, l'INSPE sur le campus d'Annecy le Vieux, la réhabilitation de l'ESAAA aux Marquisats et l'attente des conclusions de l'expertise du Gymnase du Bray, etc. Le service comptabilise à fin 2025 plus de 40 opérations de travaux, engagées ou à traiter.

Les objectifs du service restent centrés sur l'efficacité, la planification des opérations et l'accompagnement dans la prise en main des bâtiments par les exploitants ou services gestionnaires. Pour mettre en œuvre ces objectifs, le service s'est engagé dans une démarche de projet et de développement d'outil de pilotage afin de perfectionner le suivi des opérations mais aussi permettre une communication aisée de l'avancement des opérations aux services opérationnels.

La consolidation des programmes de rénovation et nouvelles constructions est indispensable : mieux appréhender l'évolutivité des besoins des usagers concernés allonge certes la phase de conception mais permet à la fois d'estimer plus finement le coût d'opération et réduit les risques d'avenants et retards de chantier.

Un lien plus étroit avec le service maintenance et la cellule énergie se développe, avec notamment une implication des techniciens maintenance en phase de programmation et également en phase préalable à la réception des ouvrages.

I.8.3 SERVICE MAINTENANCE

Le service maintenance assure le dépannage, la réparation, le réglage, les contrôles et vérifications, ainsi que l'entretien des bâtiments et équipements du Grand Annecy.
Il porte également une mission d'optimisation des systèmes (équipements techniques) et rempli un rôle de pilote d'opérations de grosse maintenance sur les établissements du Grand Annecy comme du CIAS.
Il accompagne ponctuellement le CIAS en tant qu'expert sur des domaines tel que le CVC ou le courant faible (contrôle d'accès, fibre optique, instrumentation, réseau de données, etc..), et fourni des modèles de cahier des charges pour l'élaboration de marchés de maintenance ou travaux de maintenance
Enfin, le service maintenance met en œuvre, par des réglages spécifiques et de optimisations, les objectifs du plan ce sobriété.

Missions

De la Régie

- Répondre aux demandes d'interventions techniques des services du Grand Annecy et ponctuellement à celles du CIAS.
- Maintenance préventive des équipements.
- Travaux de petite envergure (relamping, carrelage, peinture...)
- Travaux en régie pour la mise en accessibilité des bâtiments.
- Assurer une aide ponctuelle pour les problèmes de déménagement et manutention diverses.
- Afin de pouvoir réaliser les interventions, 2 véhicules sont affectés à la Régie : un Kangoo et un Trafic

Gestion des contrats et opérations de travaux transversales

- Etude, rédaction et suivi des contrats de vérifications, contrôles et maintenance des bâtiments et équipements du Grand Annecy
- Etude, rédaction et suivi technique des contrats de vérifications, contrôles et maintenance des bâtiments et équipements
- Conseils techniques et veille réglementaire sur les domaines en lien avec les contrats Etude et rédaction de contrats de service (espace vert, ménage...)
- Opérations de travaux transversales et petits travaux d'équipements et rénovations.

Moyens humains financiers et matériels

L'Equipe est composée de 1 chef de service, 2 techniciens de maintenance, 1 chargée des données patrimoniales bâtimentaires, problématique amiante et suivi des procédures

dommages ouvrages, 1 technicienne en charge de la régie et deux agents polyvalents pour intervenir dans tous les corps d'état du bâtiment.

Les Ressources Humaines ont été impactées par de nombreux mouvements en 2025

- Recrutement des deux agents à la régie (départ en retraite et mutation interne)
- Remplacement du responsable régie (mutation interne)
- Remplacement du technicien CVC (départ pour une autre collectivité)
- Remplacement du technicien TCE et gestion contractuel réglementaire (départ pour une autre collectivité)
- Intégration du poste de chargé des données patrimoniales bâtimentaires

L'outil principal, noyau de l'activité, est l'interface de gestion des interventions e-atal. Une réflexion est en cours pour le remplacement ou la mise à jour de cet outil.

Bilan de l'année 2025

Environ 573 factures payées tout budget confondu, pour un montant de plus de 1M23 € TTC, dont environ 30% sont affectés à du fonctionnement.

Opérations principales 2025

- Fin des travaux de rénovation et remplacement d'ascenseurs pour le Grand Annecy et le CIAS
- Travaux d'infrastructure fibre optique pour les pépinières Alb Espace et Espace Avenir
- Installation d'une pompe à chaleur sur le site de la Touvière
- Mise à jour des installations de chauffage ventilation « airzone » des pépinières
- Installation d'un SAS à l'accueil du siège du grand Annecy
- Transformation d'un bureau en salle de réunion au siège du Grand Annecy
- Reprise couverture, charpente et zinguerie de l'Ehpad Pierre paillet
- Remplacement de la panoplie de chauffage de la résidence autonomie la Cour
- Première phase travaux de rénovation du circuit émetteur de chauffage pour la résidence autonomie Les Pervenches
- Consultation travaux pour les mises en conformité SSI et chauffage de la maison Beluffi
- Consultation pour la fourniture et pose de cabines acoustiques (pose début 2026)
- Consultation pour un marché de maintenance des systèmes de contrôle d'accès 2025/2029
- Consultation pour le diagnostic des systèmes de sécurité incendie Grand Annecy et CIAS
- Consultation pour les travaux de rénovation de la maison du VUAZ
- Consultation pour les travaux d'équipement en contrôle d'accès du CT du VUAZ
- Consultation pour les travaux d'électrification du portail du CT du VUAZ
- Consultation pour un accord cadre pluriannuel pour des travaux d'électricité courant fort et courant faible
- Consultation pour le marché de gardiennage et surveillance des sites du Grand Annecy 2026
- Consultation de maitrise d'oeuvre dans le cadre de l'instrumentation des bâtiments du Grand Annecy et du CIAS pour lancer une procédure sur l'ensemble du patrimoine tertiaire pour répondre aux obligations en lien avec la transition énergétique.
- Consultation deuxième phase travaux de rénovation du circuit émetteur de chauffage pour la résidence autonomie les pervenches

Perspectives 2026

- Lancement des consultations travaux dans le cadre de l'instrumentation des bâtiments du Grand Annecy et du CIAS pour lancer une procédure sur l'ensemble du patrimoine tertiaire pour répondre aux obligations en lien avec la transition énergétique.
- Fourniture et pose de cabines acoustiques
- Travaux de conformité SSI et chauffage de la maison Beluffi
- Diagnostique des systèmes de sécurité incendie Grand Annecy et CIAS
- Travaux de rénovation de la maison du VUAZ
- Travaux d'équipement en contrôle d'accès du CT du VUAZ
- Travaux d'électrification du portail du CT du VUAZ
- Travaux de conformité électriques et équipement CFA des sites du Semnoz
- Aménagement de l'atelier du service de l'eau au sein du BED
- Aménagement d'une salle de réunion au 1er étage du BED
- Travaux de remplacement des bâtis supports des sanitaires du siège du Grand Annecy
- Installation d'une isolation acoustique pour le groupe froid du siège du Grand Annecy
- Travaux deuxième phase de rénovation du circuit émetteur de chauffage pour la résidence autonomie les pervenches
- Travaux de rénovation de la sous toiture du siège du Grand Annecy
- Travaux de création d'une nouvelle entrée d'air neuf pour la CTA de la résidence autonomie La Cour (qualité de l'air)
- Consultation pour le marché d'AMO CVC des sites du Grand Annecy 2026/2030
- Consultation pour le marché de maintenance CVC des sites du Grand Annecy 2027/2031
- Consultation pour MOE et Travaux de conformité SSI au siège du Grand Annecy
- Consultation pour le marché de gardiennage et surveillance des sites du Grand Annecy 2027/2031
- Consultation MOE et travaux pour l'installation d'un infrastructure fibre optique pour la résidence autonomie les pervenches
- Consultation pour MOE et Travaux de conformité SSI des sites du Grand Annecy

I.8.4 CELLULE ÉNERGIE

Missions du service

La Cellule Énergie apporte son expertise technique et stratégique aux services du Grand Annecy (GA) et ponctuellement au Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS). Elle assure la passation et le suivi des contrats de fourniture d'énergie, pilote les actions de maîtrise de l'énergie au sein du patrimoine bâti, et participe activement au programme de rénovation énergétique et environnementale de la collectivité.
Elle assiste également la direction dans la définition et le déploiement des stratégies énergétiques globales du territoire.

Ses missions opérationnelles s'articulent autour de cinq axes majeurs

- **Maîtrise et optimisation de l'énergie :** pilotage des marchés d'approvisionnement (bois, gaz, électricité), raccordements, suivi et analyse des consommations de 233 compteurs.
- **Veille réglementaire et audits :** réalisation de diagnostics énergétiques, thermiques et environnementaux sur un patrimoine de 55 bâtiments.
- **Conformité réglementaire et objectifs territoriaux :** accompagnement de la collectivité pour atteindre ses obligations (déclaration OPERAT / Décret Tertiaire, PCAET, sensibilisation des équipes).
- **Expertise et appui technique :** collaboration étroite avec le service Travaux (ingénierie sur les opérations) et le service Maintenance (aide à la décision, optimisation du confort, valorisation des économies).
- **Financement de la transition :** recherche de subventions et valorisation financière des opérations via les Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) et le Contrat de Chaleur Renouvelable (CCR).

Moyens humains et outils

Ressources humaines

- Composition initiale : l'équipe était composée d'un technicien qui a pris son poste en début d'année 2025 et d'un apprenti en poste depuis septembre 2024.
- Situation RH du second semestre : suite au départ des agents (août et septembre 2025), le poste est resté vacant au second semestre 2025, entraînant une tension sur l'activité. (Jusqu'en mai 2026)

Outils de travail

- Logiciels spécialisés de suivi énergétique (analyse des consommations, pilotage des obligations du Décret Tertiaire).
- Tableaux de bord et documents de travail internes.



Bilan de l'année 2025

Chiffres clés du patrimoine

- **Électricité :** consommation d'environ 15 GWh (soit une baisse de 9,2 % par rapport à 2024) pour une dépense globale de 3 196 k€ TTC (diminution de 13,6 %).
- **Gaz naturel :** consommation de 1,6 GWh (en hausse de 17,3 % par rapport à 2024) pour une dépense de 172 k€ TTC (augmentation de 17,4 %).
- **Production d'énergies renouvelables :** les 5 sites équipés en solaire photovoltaïque ont produit 202 MWh, directement économisés sur le réseau.

Principales actions menées en 2025

- **Pilotages administratifs techniques et financiers des marchés de fourniture d'énergie :** assurance du quotidien (raccordements, facturation) et signature du renouvellement du marché de fourniture d'électricité & du marché de fourniture du bois...
- **Décret Tertiaire** (Plateforme OPERAT) : vérification de la cohérence des bases de données entre les 3 AMO qui accompagnent le suivi des énergies ; déclaration des données patrimoniales et des consommations annuelles pour les 25 sites assujettis. Choix des années de référence et intégration de nouvelles Entités Fonctionnelles Assujetties (EFA) non identifiées auparavant.
- **Audit énergétique** du bâtiment France Travail
- **Audit mené par l'INES** (Institut National de l'Énergie Solaire) sur deux installations photovoltaïques
- **Analyse des performances** des panneaux photovoltaïques

Perspectives 2026

- **Ressources Humaines :** stabilisation du service avec la prise de poste de la chargée de gestion des énergies début mai 2026 et réflexion sur le renouvellement du poste d'apprenti.
- **Gestion des marchés publics :** mise en œuvre opérationnelle du nouveau marché d'électricité (gestion de la bascule de fournisseur), exécution des marchés bois/gaz en cours, et préparation du lancement du futur marché de gaz.
- **Suivi de la sobriété :** reprise quantitative et qualitative du plan de sobriété, avec une analyse fine des variations de consommation induites par les mesures adoptées.
- **Transversalité interne :** consolidation des synergies avec l'équipe Maintenance et renforcement du rôle d'appui technique auprès du service Travaux sur les volets énergie et carbone des maîtrises d'œuvre en cours.
- **Développement du mix énergétique :** identification des bâtiments prioritaires pour le déploiement de nouvelles installations EnR (photovoltaïque, géothermie, raccordements aux réseaux de chaleur) et pilotage du contrat de maintenance photovoltaïque.



SOMMAIRE



[II]

COOPÉRATIONS TERRITORIALES ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

La direction Coopérations territoriales et Evaluation des politiques publiques est une direction au service du territoire, tournée vers l'extérieur et transversale, en lien avec toutes les directions générales adjointes du Grand Annecy.

Elle exerce ses missions de coopérations territoriales sur différents périmètres en renforçant ces dernières années son rôle d'accompagnement, d'animation et de coordination auprès des 34 communes du Grand Annecy. Depuis 4 ans, elle évalue les politiques publiques du Grand Annecy.

II.1 | Le programme petite ville de demain

II.1.1 MISSIONS

Le programme Petites Villes de Demain vise à donner à 3 communes du Grand Annecy des moyens pour concrétiser leurs projets via le recrutement d'un chef de projet et un accès privilégié aux dispositifs de l'Etat et de ses partenaires (Banque des Territoires, ANAH, CEREMA, ADEME, ...).

Le Grand Annecy et les communes d'Alby-sur-Chéran, de Fillière et de Groisy ont signé une convention d'adhésion avec l'Etat le 9 juillet 2021, qui a permis le recrutement d'un chef de projet dès octobre 2021, présent dans chaque commune au moins une fois par semaine. Cette convention met en valeur les besoins de revitalisation et de transition écologique pour chaque commune.

La cheffe de projet a pour missions principales :

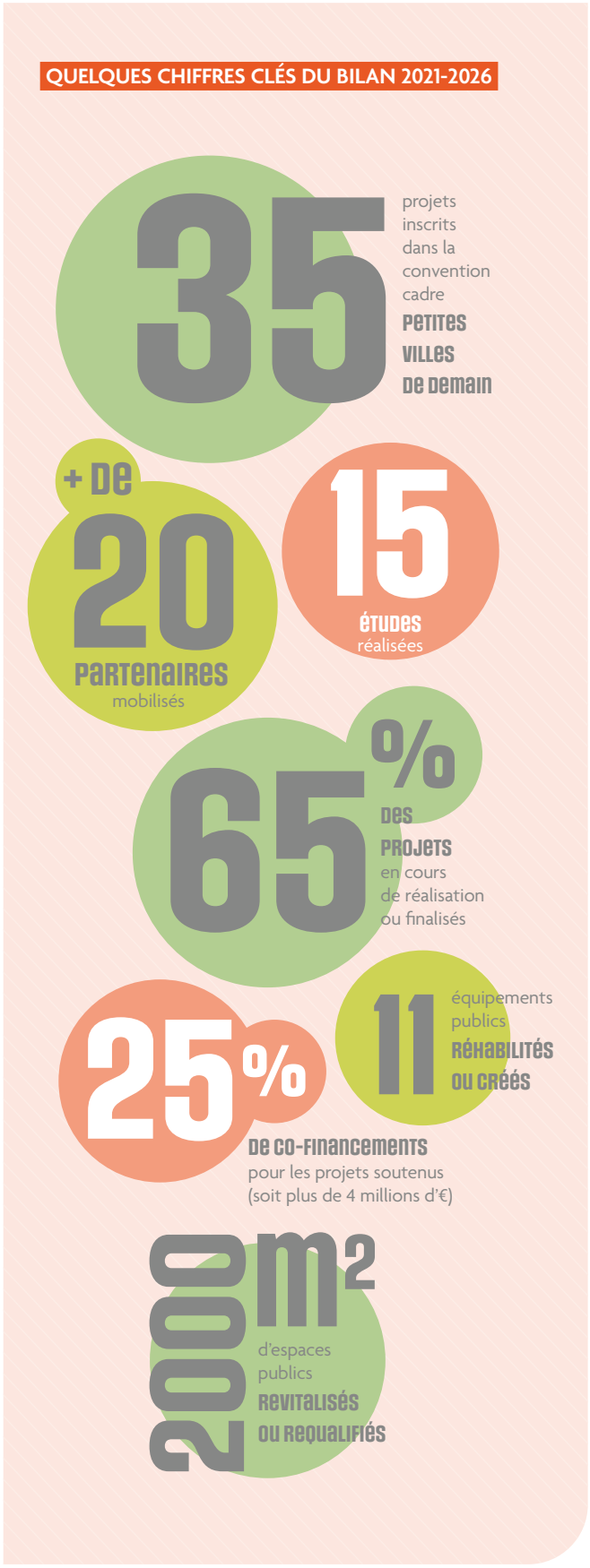
- l'organisation et l'animation des comités de projets ou des comités techniques réunissant les communes membres du programme (présentation, méthodologie, orientation et avancement des projets avec les élus et agents, élaboration de projets communs).
- l'accompagnement des démarches et des projets locaux au sein des communes :
  > aide à la conception et à la gestion des projets en lien avec les partenaires,
  > accompagnement des équipes municipales dans la prise de décision,
  > recherche de financements,
  > suivi et choix des études à engager en matière de réhabilitation, de revitalisation économique, de mobilité, de réaménagement des espaces publics,
  > gestion des études et des relations avec les prestataires,
  > gestion des phases opérationnelles des projets (maîtrise d'œuvre, gestion des prestataires, travaux, ...) ;
  > l'élaboration et la mise à jour de la convention cadre PVD.

II.1.2 MOYENS

1 chef de projet (1 ETP) mutualisé entre le Grand Annecy et les 3 communes PVD (Alby-sur-Chéran, Fillière et Groisy).

II.1.3 BILAN 2025

6 novembre 2025 : présentation du bilan du programme PVD en comité de projet, en présence des collectivités partenaires et des acteurs locaux impliqués dans la démarche.



L'année 2025 a été consacrée également à la préparation des travaux de requalification des centres-bourgs de Thorens-Glières et d'Aviernoz à Fillière, pour un démarrage opérationnel au 1er trimestre 2026. La cheffe de projet PVD a poursuivi son accompagnement des communes d'Alby-sur-Chéran et de Groisy sur des réflexions portant sur le patrimoine, les espaces publics, les commerces et l'habitat.

Dans ce contexte, les 3 communes et le Grand Annecy ont confirmé auprès de l'Etat leur souhait de prolonger le programme jusqu'au 31 décembre 2026 (fin initialement prévue au 31 mars 2026).



II.1.4 PERSPECTIVES 2026

- Accompagner les nouvelles équipes municipales dans leur appropriation du dispositif Petites Villes de Demain ;
- Poursuivre les réflexions et projets menés jusqu'alors ;
- Aider les communes à se projeter sur un éventuel renouvellement du dispositif PVD après 2026 ;
- Poursuivre l'ingénierie et la recherche de cofinancements ;
- Maintenir la coopération entre communes, Grand Annecy, Etat et partenaires.



II.2 | Évaluation des politiques publiques

II.2.1 MISSIONS

Le service d'évaluation des politiques publiques du Grand Annecy a pour mission d'accompagner le pilotage des politiques publiques, en observant le fonctionnement de l'action publique, en appréciant ses effets sur les habitants et le territoire, et en identifiant des pistes d'améliorations cohérentes avec le projet politique global.

II.2.2 MOYENS

1 cheffe de service (1 ETP)

II.2.3 BILANS 2025

Réalisation d'évaluations, études et enquêtes

- ACTIONS DE SENSIBILISATION : Panorama des pratiques ;
- ENERGIES / HABITAT : Défis-déclics eau énergie ;
- BIENNALE DU CLIMAT : Connaissance des publics de l'événement ;
- AGGLO'BUS : Evaluation après un an de mise en place.

Diffusion et valorisation des résultats

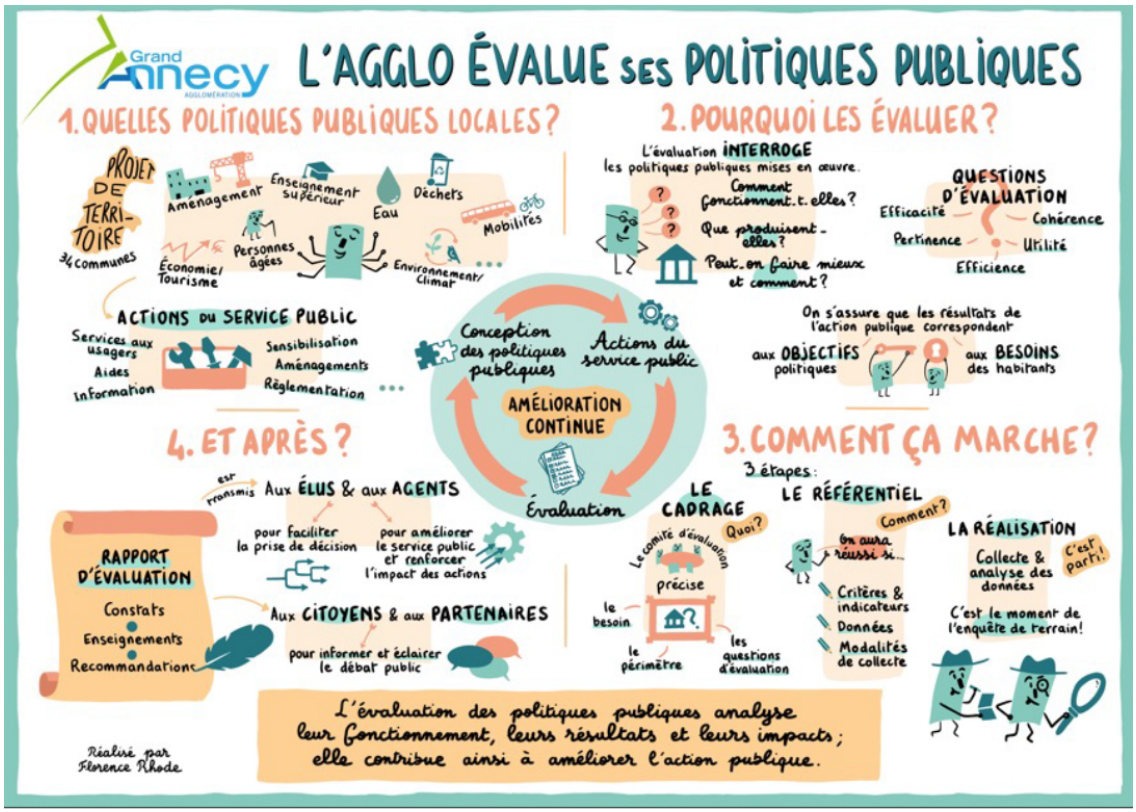
- 3 conférences réalisées avec l'ADEME et la Société française d'évaluation ;
- 1 page internet dédiée à l'évaluation des politiques publiques sur www.grandannecy.fr ;
- 7 synthèses d'évaluations accessibles au grand public.

Diffusion de la culture de l'évaluation

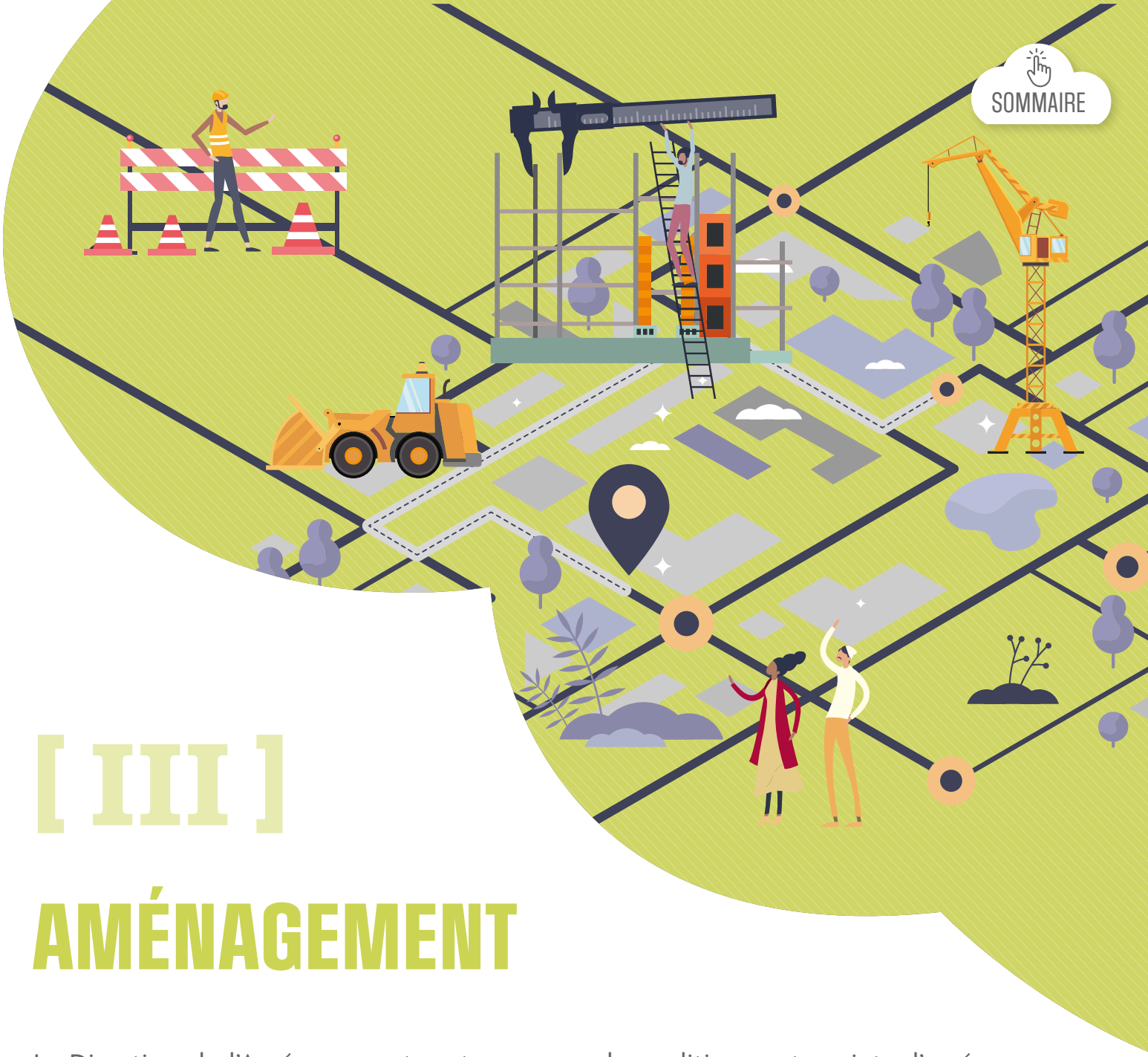
- Sensibilisation interne via les ateliers de préfiguration du Laboratoire d'innovation publique ;
- Réalisation d'une infographie pédagogique.

II.2.4PERSPECTIVES 2026

- Acculturer le nouvel exécutif et les services du Grand Annecy au pilotage des politiques publiques par l'évaluation ;
- Développer une offre de service précisant les modalités de gouvernance, de saisine, et les principes déontologiques ;
- Elaborer un plan d'évaluation lié aux priorités du mandat ;
- Explorer les relations entre évaluation, design, prospective et dialogue citoyen ;
- Intensifier les valorisations et l'inclusion dans les réseaux nationaux de l'évaluation.



SOMMAIRE



[III]

AMÉNAGEMENT

La Direction de l'Aménagement met en œuvre les politiques et projets d'aménagement du territoire, depuis l'élaboration et l'évolution des documents de planification avec la cartographie et la géomatique, jusqu'à la programmation et au financement de la construction de logements à prix et loyers encadrés, à l'amélioration thermique de logements privés existants, en passant par toutes les étapes nécessaires à l'aménagement opérationnel, en régie ou externalisées : études d'opportunité, de capacités, de faisabilités, pré-opérationnelles et opérationnelles, pilotage de travaux d'aménagement, création et gestion de sentiers de randonnée et de terrains pour gens du voyage.

La Direction de l'Aménagement est composée de 36 agents répartis dans 3 services implantés sur 2 sites : le Siège (direction et services aménagement et habitat) et maison pour la planète (service urbanisme,politiques foncière et agricole).

61% d'agents de cat.A, 19% cat.B et 14% cat.C. 50% de titulaires et 50% de contractuels.
7 véhicules dont 2 partagés en pool.

III.1 | Service Urbanisme, Politiques foncière et agricole

III.1.1 PÔLE PLANIFICATION

Missions

8 personnes (1 chef de projet, 6 chargés de mission et 1 conseiller juridique) constituent l'équipe pour élaborer et modifier le PLUi. Chaque chargé de mission anime une des 5 entités géographiques et travaille sur des thématiques. Un conseiller juridique accompagne l'équipe. Un chargé de mission RLPi a vu ses missions complétées par le PLUi-HMB.

Bilan 2025

Évolution des PLU communaux : 2 procédures en cours (DPMEC Epagny Metz-Tessy et modification n°3 du PLU de Pringy) ; suivi de 3 recours (2 recours DPMEC de Poisy ; 1 recours PLU d'Annecy-le-Vieux)

Élaboration du PLUI HMB -> de l'arrêt à l'approbation (résiliation du contrat avec le bureau d'étude accompagnant l'équipe PLUi HMB – reprise du projet en régie, à effectif constant) :

- mars/avril : par entités territoriales : 5 conférences territoriales et 5 réunions publiques avec la population + synthèse des avis des communes et des personnes publiques associées (PPA) (env. 700 demandes des PPAC et 1000 demandes des communes à analyser et traiter) et rédaction des réponses ;
- avril : réponse à l'avis de la MRAE1 : document de 73 pages ;
- 18 avril et 30 avril : 2 séminaires avec les élus ;
- avril à juin : tournée des 34 communes pour recueillir leurs dernières demandes ;
- du 19 mai au 27 juin : enquête publique (3000 contributions et permanences au siège) ;
- juillet : réponse au PV de synthèse de la commission d'enquête publique (132 pages) ;
- 12 septembre : conférence des maires et séminaire : résultats de l'enquête et derniers arbitrages ;
- avril à décembre : modification des pièces, mise en page et mise en ligne, impression du document (14000 pages) ; préparation de la délibération d'approbation et de ses annexes ;
- 4 décembre : présentation des résultats de l'enquête et des évolutions du document aux PPAC.

Marchés dédiés au pôle planification : 2 consultations lancées : BE évaluation environnementale, conseil juridique / 1 marché à bons de commande « impression » / 1 avenant au marché BE urbaniste/ résiliation du marché avec le groupement PLUi

RLPi : 3 réunions d'informations à destination des communes ; réponses aux questions des communes ; élaboration convention de police de la publicité (17 communes ; diffusion du guide pratique RLPi aux communes et aux acteurs du territoire ; 8 arrêtés signés ; 31 mails traités ; 9 consultations juridiques

Perspectives 2026

Accompagnement des services instructeurs dans la prise en main du PLUi-HMB, diagnostic et mise à jour des pièces du PLUi, gestion des contentieux (au 01/05/2026 : 100 recours gracieux et 50 recours contentieux), préparation et lancement des procédures d'évolution

III.1.2 PÔLE AUTORISATION DES DROITS DU SOL (ADS)

Missions

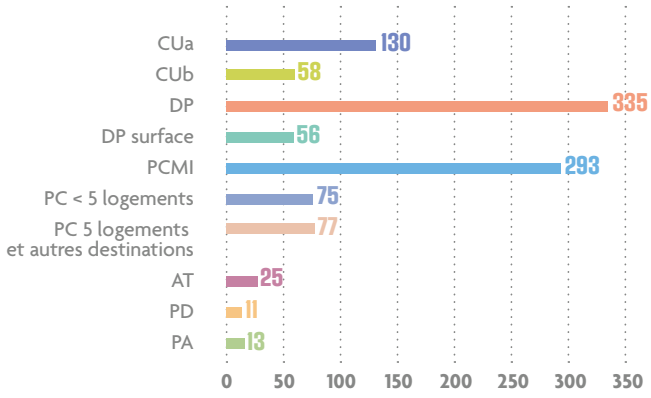
La cellule ADS est composée de 4 instructeurs, d'1 assistante et d'1 responsable. L'équipe se répartit les dossiers d'instructions des 21 communes par binômes avec un référent et un suppléant ; elle fait aussi des contrôles de conformités et de la police de l'urbanisme

La cellule ADS est un acteur privilégié dans les consultances architecturales mises en place pour les administrés, avec l'aide du CAUE. L'architecte-conseil reçoit les porteurs de projet avec les élus et les services de la collectivité afin de nourrir une discussion constructive pour le développement qualitatif des projets architecturaux. Il interroge l'auteur du projet pour l'amener à justifier ses choix techniques, esthétiques et volumétriques. Le Grand Annecy coordonne ces réunions et permet une expertise réglementaire de la solution apportée.



Bilan 2025

- 1137 dossiers instruits selon la répartition typologique ci-dessous :



- 39 contrôles de conformité et 25 constats d'infractions d'urbanisme réalisés au cours de l'année également ;
- 2 comités techniques et 1 comité de pilotage.

Perspectives 2026

Création de groupes de travail internes pour faire évoluer le service :

- Juridique : objectif de produire des notes sur des points particuliers en lien avec l'actualité ;
- PLUi-HMB : objectif de créer des fiches pratiques et une doctrine d'application pour que tous les instructeurs aient la même pratique dans l'instruction des dossiers ;
- Police de l'urbanisme : objectif de former les équipes et diffuser des actualités liées ;

Evolution de la convention signée entre le Grand Annecy et les communes adhérentes.

III.1.3 PÔLE AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Missions

L'équipe est composée de 2 chargés de mission et d'1 apprentie qui animent le Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Grand Annecy et la mise en œuvre de la politique agricole.

Bilan 2025

Animation du Projet Alimentaire Territorial et du groupe de référents agriculture :

- 2 comités de pilotage et 2 comités d'orientations organisés ainsi que le Forum annuel des partenaires ;
- 24 conventions de partenariat techniques signées, dont 10 avec des communes.

Mise en œuvre des actions







Accompagner la diversification d'une agriculture nourricière (Axe 1 du PAT)

- Rénovation d'une ferme pour conforter une installation maraichère ;
- Projet d'installation maraîchère pour la SCIC Ceinture Verte sur 4 ha à Epagny-Metz-Tessy ;
- Poursuite du Comité Local d'Installation Foncière (CLIF) animé par la CASMB (marché 211105) : 1 COPIL, 4 réunions d'information auprès des agriculteurs, 16 accompagnements d'agriculteurs ;
- Etude foncière réalisée par la SAFER (analyse des espaces agricoles et de leur évolution) : 2 comités techniques ;
- Contribution à la campagne respect du PNR du Massif des Bauges : 250 panneaux, 7 000 sachets kraft, 1 spot radio ;
- Analyse de la consommation d'eau (collaboration avec la direction de l'eau) : 8 diagnostics réalisés auprès des agriculteurs pour réduire leur consommation d'eau.

Aller vers une restauration collective plus engagée sur le local et la qualité (Axe 2)

4 Ateliers organisés : loi EGalim, Climat & Résilience, commande publique, télédéclaration "ma cantine".

Structurer les filières territoriales (Axe 3)

- Etude logistique urbaine : étudier la faisabilité et définir les conditions propices à la structuration de la logistique opérationnelle des Circuits Courts Alimentaires de Proximité ;
- Autres actions soutenues/suivies : adhésion à l'abattoir départemental + soutien financier à la Filière Graine Bio des Savoie).

Rendre plus accessible l'offre saine et locale sur l'ensemble du territoire (Axe 4)

- Mise en place d'animations dans les écoles primaires : 911 élèves /20 écoles bénéficiaires ;
- Stands sur les marchés et évènements pour sensibiliser au manger sain et local : 8 stands tenus ;
- Autres actions soutenues/suivies : soutien financier à des associations œuvrant pour l'accessibilité alimentaire).

Perspectives 2026

- Signature des conventions de partenariat (en cours : Fédération des Centres sociaux, Promotion Santé, jeunes agriculteurs 74, 4 groupements agricoles, PNR massif des Bauges) ;
- Renouvellement du groupe de référents Agriculture à la suite des élections ;
- Evaluation-suivi du PAT ;
- Installation maraîchère à Epagny-Metz-Tessy avec la SCIC ;
- Etude foncière : restitution de l'étude foncière aux nouveaux élus et élaboration d'une stratégie foncière agricole en subsidiarité avec les communes ;
- Définition des modalités d'actions pour poursuivre le CLIF après la fin du marché avec la CASMB ;
- Poursuite des diagnostics sur la consommation d'eau, de l'étude logistique et des animations scolaires ;
- Lancement de nouvelles actions identifiées par le Comité d'Orientations comme prioritaires à lancer en 2026.

III.2 | Service habitat, gens du voyage

Mission

La politique de l'Habitat du Grand Annecy se décline dans le programme local de l'Habitat (PLH) 2020-2025 et dans le futur volet Habitat du PLUi-HMB : le programme d'orientations et d'actions Habitat (POA-H).

Les deux principaux volets de cette politique sont :
- le développement des logements à prix et loyers encadrés par le CCH ;
- l'amélioration du parc de logements privés à travers les programmes « j'éco rénove mon logement » et « Avec l'âge j'aménage mon logement ».

L'aménagement et la gestion des équipements pour l'accueil des gens du voyage est une compétence obligatoire du Grand Annecy. Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2019-2025 lui impose des objectifs de création d'équipements.

III.2.1 HABITAT

Bilan 2025

- PLUI-HMB : présentation au comité régional de l'habitat et de l'hébergement ; contribution à la réponse aux commentaires de l'enquête publique et préparation du document approuvé en décembre 2025 ;
- Attributions des logements sociaux : validation de la convention intercommunale d'attribution (CIA) définissant la politique d'attributions des logements sociaux du Grand Annecy ; signature d'une convention avec l'ADIL pour expérimenter l'accueil de niveau 3 des demandeurs de logements sociaux ;
- Production de logements sociaux : soutien financier à la production des logements à loyers et prix encadrés; adaptation du dispositif de financement de logements en BRS et dispositif temporaire de dérogation au plafond VEFA (cf. tableau LLS financés en 2025 par commune et par type de financement) ;
- Mission mobilisation des logements vacants confiée à l'ADIL : envoi d'un courrier aux propriétaires des logements vacants depuis 2 ans ;
- Amélioration du parc existant :
  Signature conventions ANAH pour mise en place du service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) à partir de juin 2025 ;
  Validation du nouveau dispositif de financement pour améliorer le parc privé ;
  Attribution du nouveau marché d'animation du SPRH aux associations ASDER et SOLIHA ;
- 3e édition de l'observatoire des loyers (OLL) de Haute-Savoie ;
- Publication et mise en œuvre du guide du mieux construire à l'usage des élus, co-élaboré avec les communes ;
- Livraison de la nouvelle résidence Maryse Bastié pour salariés en mobilité à Meythet.

Nature du dossier	Ménages accompagnés (visites)	Ménages subventionnés (dossiers)
Adaptation logements au vieillissement et handicap	48	30
Rénovation énergétique de maisons	43	42
Conventionnement (offre locative loyer encadré)	4	3
Habitat indigne	1	0
Rénovation énergétique de copropriétés	560 copropriétés pour 14 000 logements	16 copropriétés / dossiers votés pour 800 logements

Perspectives 2026

- Programme d'orientations et d'actions Habitat (POAH) : accueil des nouveaux élus et présentation des orientations ; mise en œuvre de la première année ;
- Attributions des logements sociaux : organisation commission de coordination de suivi du plan intercommunal d'attribution, bilan gestion en flux, organisation conférence intercommunale du logement ; mise en révision du plan partenarial de gestion de la demande et d'informations des demandeurs 2020-2025 ; expérimentation niveau 3 d'accueil des demandeurs de logements avec l'ADIL ;
- Amélioration du parc existant : poursuite mise en œuvre des conventions avec l'Etat et adaptations aux futures évolutions des règles de financement de l'ANAH ;
- Production logements sociaux : évolution du dispositif de financement de la production de logements aidés.

III.2.1 GENS DU VOYAGE

Bilan 2025

- Aire de grands passages : équipement d'une aire temporaire pour la saison estivale 2025 ; présentation des études préalables à l'aménagement d'une aire de grands passages fixe à Annecy-le-Vieux ;
- Aire permanente d'accueil de Gillon : lancement du travail pour réhabilitation des plateaux A et B ;
- PLUi-HMB : suivi de la procédure d'approbation concernant les nouveaux sites proposés pour la création d'équipements ;

Perspectives 2026

- Aire permanente d'accueil de Gillon : lancement des travaux de réhabilitation des plateaux A et B ;
- Lancement des études de faisabilité de nouveaux sites identifiés dans le PLUi-HMB.

FINANCEMENT PRODUCTION DE LOGEMENTS AIDÉS

commune	Nombre logements	PLAI	PLUS	PLS	Accession sociale / BRS	Montant aide Grand Annecy
ALBY SUR CHÉRAN	11	-	-	-	11	**81 554 €**
ANNECY	218	79	77	35	27	**1 252 785 €**
ARGONAY	18	5	9	4	-	**94 861 €**
BLUFFY	9	3	6	-	-	**77 608 €**
CUSY	9	-	-	-	9	**67 300 €**
DUINGT	4	-	-	-	4	**30 600 €**
EPAGNY-METZ-TESSY	28	10	13	5	-	**156 553 €**
FILLIÈRE	36	12	15	20	6	**166 425 €**
GROISY	4	2	2	-	-	**28 870 €**
LESCHAUX	9	-	-	-	9	**61 300 €**
POISY	23	4	6	-	13	**102 092 €**
SAINT-FÉLIX	6	-	-	-	6	**45 686 €**
SAINT-JORIOZ	14	-	-	-	14	**65 194 €**
TALLOIRES-MONTMIN	6	-	-	-	6	**48 499 €**
AIDES EXCEPTIONNELLES	119	45	74	-	-	**654 500 €**
TOTAL	**395**	**108**	**122**	**60**	**105**	**2 933 827 €**
Pour mémoire, total 2024	**426**	**323**	**67**	**21**	**15**	**1 956 572 €**

III.3 | Service aménagement opérationnel

Missions

- Études urbaines pré-opérationnelles, préalables et d'aménagement opérationnel ;
- Procédures d'aménagement opérationnel ;
- Travaux d'aménagement ;
- Aménagement et gestion des sentiers de randonnée pédestre PDIPR.

Bilan 2025

Aménagement zones d'activités

- ZAE Chamoux : travaux de viabilisation terminés ; enrobés définitifs sur voirie dernier trimestre 2026 (après fin de chantier des trois 1res entreprises) ;
- Sécurisation RD 16 : rond-point livré ;
- Pré Chardon : travaux de finition de la voirie à programmer été 2026 suivant commercialisation ;
- PAE Glaisins : poursuite des études de maîtrise d'œuvre, cas par cas obtenu, consultation des entreprises travaux, démarrage du chantier prévu par la rue Pré-Paillard mars 2026 - Projet d'extension du PAE : poursuite études PEM et création d'accès, négociation foncière, avant-projet ;
- ZAE Orsan : études urbaines (avant-projet) et concertation, retours autorité environnementale sur l'étude d'impact ;
- ZAE Pilleuse : consultation bureaux d'études pour nouveau permis d'aménager.

Autres études / opérations d'aménagement

- Grand Epagny : convention de groupement de commandes avec la CCFU et lancement des études nécessaires au dossier de création de ZAC ; veille foncière en lien avec le plan guide (2 préemptions : Drive et Norauto) ;
- Groisy : étude plan guide centre de Groisy et pistes d'actions livrés ; intégration dans le PLUIHMB ;
- Campus/Cluster Papèteries : études préalables de maîtrise d'œuvre et des procédures juridiques, des montages opérationnels et financiers de l'opération d'aménagement, diagnostics géotechniques et de pollution des sols, étude faune & flore, validation du cas par cas par l'autorité environnementale, participation à l'AMI ICC France 2030, poursuite des négociations pour l'acquisition des parcelles, suivi squat ;
- Pré Billy : méthode, planning et gouvernance 2ème tranche, concours architecture tranche 2, inauguration rue du Goléron, conciergerie, étude évolutions de programmation logements, études modification collecte OM route du plateau, lancement études sécurisation / restauration du cours d'eau le Goléron ;
- Accord cadre : lancement consultation études urbaines, ZAE et environnementales.

Sentiers de randonnées PDIPR

- Lancement de la révision du schéma directeur de la randonnée départementale (pédestre & VTT) 2026 - 2031 (AMO : ATEMIA) ;
- Lancement du schéma directeur spécifique VTT avec « Annecy Mountains » / rencontre avec les communes sur les sites VTT proposés (AMO : MOGOMA) ;
- En complément du cartoguide, création d'un topoguide (20 circuits détaillés - 56 pages) ;
- Pose de 10 panneaux d'accueil aux départs de sentiers ;
- Finalisation sentiers dans la station du Semnoz ;
- Nouveau marché Entretien & Balisage des sentiers (3 ans) ;
- Réalisation d'une passerelle bois (70 000 € HT) à Annecy - Pringy ;
- Comité de pilotage plan de gestion Chaos du Chéran : validation travaux sur tracé initial ;
- Vérification des équipements d'aide au franchissement (câbles, garde-corps...).

Perspectives 2026

Aménagement zones d'activités

- ZAE Chamoux : livraison ;
- Pré Chardon : livraison ;
- PAE Glaisins : travaux de voirie en stand-by jusqu'à livraison du PEM - Projet d'extension du PAE : consultation AMO, relance des études PEM et création d'accès, négociation foncière, avant-projet ;
- ZAE Orsan : consultation aménageurs, déclaration d'utilité publique ;
- Pilleuse : nouveau permis d'aménager pour changements de destination et implantation du PEM.

Autres études / opérations d'aménagement

- Grand Epagny : études nécessaires au dossier de création de ZAC ; veille foncière en lien avec le plan guide ; assistance juridique pour le choix d'une structure porteuse ;
- Campus/Cluster Papèteries : poursuite études préalables de maîtrise d'œuvre, choix des montages opérationnels et financiers de l'opération d'aménagement, déclaration d'utilité publique, poursuite des négociations pour l'acquisition des parcelles ; résultats AMI ICC ; démolition bâtiments ;
- Pré Billy : construction 2ème tranche (ilots I/J) - travaux de sécurisation cours d'eau le Goléron ;
- Ingénierie/Etudes urbaines : accord cadre notifié (études urbaines) - Offre de service d'ingénierie pour accompagnement aux communes.

Sentiers de randonnées PDIPR

- Validation du schéma directeur de la randonnée 2026 - 2031 par le CD74 et les communes ;
- Validation du schéma directeur spécifique VTT avec « Annecy Mountains » ;
- Réalisation d'une passerelle métallique à St-Eustache + travaux de terrassement ;
- Travaux sentier initial PDIPR Chaos du Chéran ;
- Création d'un nouvel itinéraire VTT "Entre Chéran et Semnoz" ;
- Travaux Gruffy / St Jorioz / Cusy ;
- Bornage Gruffy.

SOMMAIRE



[IV]

ÉCONOMIE

La Direction Économie conduit une action globale au service du développement économique du territoire.

Elle accompagne les entreprises tout au long de leur parcours : depuis leur création, jusqu'à leur implantation sur du foncier public au sein des zones d'activités, en passant par le soutien à la formation de la main-d'œuvre, à l'enseignement supérieur et à la recherche.

Par ailleurs, la direction s'attache à favoriser l'insertion par l'activité économique, notamment à travers un chantier local d'insertion, et à soutenir les filières d'excellence qui constituent des atouts stratégiques pour le territoire.

IV.1 | Aménagement et commercialisation des parcs d'activités

IV.1.1 MISSIONS

Depuis 2017, **l'aménagement et la commercialisation dans les zones d'activités sont gérés distinctement :**

- le service Aménagement est chargé de la définition et du montage des projets de zones ainsi que de leur aménagement ;
- le service Accueil des entreprises / Zones d'activités est chargé de leur commercialisation et de la mise en place des modalités de leur gestion.

Tout au long de la démarche, les deux services travaillent en étroite concertation, notamment pour la phase de définition du projet d'aménagement de chaque zone.

Le Grand Annecy commercialise les terrains de ses zones d'activités économiques via des baux à construction.

Signée en décembre 2023 pour une durée de deux ans avec la Direction Départementale des Finances Publiques de la Haute-Savoie, **une convention de *« mise en œuvre de la relation de confiance en matière d'évaluation domaniale »*** fixait en fonction de la destination des terrains objets des baux (industrie, artisanat, logistique, tertiaires) et de leur durée, les différents montants des loyers-canons (loyer unique) des baux à construction.

Une nouvelle convention a été finalisée fin 2025 en concertation avec la DDFiP 74 et doit être signée au cours du premier trimestre de l'année 2026, toujours pour une durée de deux ans.

L'existence de cette convention ne dispense pas le Grand Annecy de solliciter le service du Domaine pour l'évaluation du loyer-canon d'un bail à construction mais permet, sauf demande spécifique de la part de la collectivité, de s'y référer systématiquement et d'obtenir ainsi un avis du Domaine dans des délais très brefs.

Par ailleurs, face à la raréfaction de son foncier à vocation économique et dans le contexte de la diminution de l'artificialisation des terres, le Grand Annecy a engagé depuis plusieurs année une démarche de reconquête des zones d'activités vieillissantes de son territoire (prioritairement les zones de Pringy, Vovray et Pont de Tasset). Elle procède, soit à l'amiable soit par voie de préemption, à des acquisitions de fonciers ou immobiliers d'activités anciens (friches ...) qui doivent permettre après restructuration (ou démolition) de recomposer une offre foncière adaptées aux besoins des entreprises locales.

Enfin et dans le but de maintenir une bonne attractivité, elle s'est engagée depuis 2022 dans une **démarche d'animation du tissu économique** présent dans ses zones d'activités.



IV.1.2 MOYENS

Au sein du service « Accueil d'entreprises-zones d'activités » cette mission est assurée par :

- le chef de service qui suit notamment les projets d'aménagement de zone d'activités, s'occupe de leur commercialisation (sauf cas exceptionnel, dans le cadre de baux à construction) et plus largement, renseigne et oriente les entreprises à la recherche d'une nouvelle implantation.
- un chargé de mission, chargé de l'animation de ces zones d'activités.
- une chargée de mission qui suit essentiellement les problématiques liées au foncier économique et à l'immobilier économique : examen des DIA, acquisitions amiables ou par voie d'expropriation (soit en direct soit via l'EPF 74), gestion locative, projets liés à la reconquête de zones existantes.

IV.1.3 BILAN ET PERSPECTIVES

Le Parc Altaïs

Malgré une conjoncture économique incertaine, l'année 2025 aura été marquée par les projets suivants :

- La société IN & Motion, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de gilets airbags intelligents, a finalisé son projet de bâtiment de plus de 3000 m² sur un terrain du Parc de 7520 m² situé en face de du site qu'occupe actuellement l'entreprise et qu'elle conservera. Le terrain lui sera loué dans le cadre d'un bail à construction d'une durée de 70 ans qui sera signé dès que le permis de construire aura été accordé et purgé (loyer-canon de 1 015 200 €) ;
- La société ICR va construire un bâtiment mixte sur un terrain de 4003 m² situé route des Creuses (Annecy-Seynod), à l'entrée du Parc Altaïs qu'elle louera à la société LNA Santé, spécialisée dans l'hospitalisation et les soins à domicile.

Cette entreprise doit y installer son siège administratif et son atelier de préparation et de conditionnement des matériels et produits médicaux des intervenants à domicile. Le terrain sera loué à la société ICR dans le cadre d'un bail à construction de 70 ans (loyer-canon de 540 405 €) ;

- Pour faire face à son développement, une société industrielle locale, spécialisée dans la conception et la fabrication de machines spéciales utilisant notamment les technologies du vide, a sollicité le Grand Annecy à la fin de l'automne pour construire une nouvelle usine de 4500 m² sur le Parc. Un terrain de 9506 m² lui a été proposé dans le cadre d'un bail à construction. Elle a lancé les études de faisabilité de son projet sur ce terrain et devrait le finaliser avant la fin de l'été 2026.

Le Parc d'activités économiques de la Pilleuse

Toutes les viabilités indispensables à la commercialisation des lots inscrits au permis d'aménager ont été réalisées.

A la suite de l'abandon des projets prévus sur les lots 2 et 3 de la zone, la Direction de l'Economie du Grand Annecy a relancé leur commercialisation.

Celle-ci a néanmoins été mise provisoirement en sommeil dans la mesure où la majeure partie des terrains encore disponibles (lot 2 de 28 000 m²) a été réquisitionnée par le Préfet pour accueillir les grands passages de gens du voyage au cours des étés 2024 et 2025.

Parallèlement, il a été décidé de déployer sur une partie de ce lot 2 un Pôle d'Echange Multimodal (PEM).

Après étude, une emprise foncière réservée à cet équipement public a été définie et identifiée dans la nouvelle OAP de ce secteur intégré au PLUi-HMB.

Ce projet et le nouveau découpage en découlant nécessitent la mise en place d'un nouveau permis d'aménager. Les procédures relatives à celui-ci ont été engagées dans le courant de l'automne 2025.

En dehors du lot réservé au PEM, le nouveau permis d'aménager sera constitué de 3 ou 4 lots dont certains seront proposés à des entreprises occupant actuellement des bâtiments rachetés par la Collectivité (directement ou via un portage par l'EPF 74) et implantés sur des sites stratégiques pour le déploiement des infrastructures liées au TCSPI.

L'extension de la zone de Chez Chamoux (Chavanod)

Cette extension couvre environ 3,5 hectares, à l'arrière de la zone existante, située le long de la route des Creuses (RD 16).
Le permis d'aménager, prévoyant un découpage en 8 lots d'environ 1400 à 4500 m² a été obtenu début 2023.
Les travaux d'aménagement du site ont démarré en milieu d'année 2023 et ont été achevés au printemps 2025.
Si toutes les entreprises qui avaient indiqué leur intérêt pour cette zone n'ont pas confirmé leur besoin (certaines ayant pu trouver des solutions dans le parc immobilier existant), 3 d'entre elles se sont vu proposer, en accord avec la commune, un terrain au sein de la zone en fin d'année 2024, dans le cadre de baux à construction.

En 2025, ces entreprises ont finalisé leur projet. Il s'agit de :

- la société Altius, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'équipement de sécurité (échelles à crinoline, garde-corps, stop-chute...) va lancer la construction de son nouveau bâtiment d'une surface de 1 980 m² sur un terrain de 4 216 m² (lot n°3 de la zone) qu'elle loue depuis la fin de l'année 2025 dans le cadre d'un bail à construction d'une durée de 50 ans (loyer-canon de 274 040 € HT) ;
- la société SOTEB qui conçoit, fabrique et assure la maintenance d'équipements électriques (armoires, tableaux...) a obtenu son permis de construire un bâtiment (875 m²) sur le lot n°6 de la zone d'une surface de 2 146 m² qu'elle louera dans le cadre d'un bail à construction d'une durée de 70 ans qui devrait être signé en début d'année 2026 (loyer-canon de 193.140 € HT) ;
- la société CUNEO, spécialisée dans l'entretien et la réparation de véhicules légers et utilitaires, dont une très large part de véhicules professionnels, a obtenu le permis de construire son nouveau local de 400 m² sur le lot n°5 de la zone d'une surface de 1352 m². Elle louera ce terrain dans le cadre d'un bail à construction d'une durée de 50 ans qu'elle devrait signer en tout début d'année 2026 (loyer-canon de 87 880 € HT).

Le lot n°1 de 4143 m² a par ailleurs été réservé à un projet de bâtiment multi-cellules destiné à offrir une solution aux entreprises recherchant de petites surfaces, difficiles à trouver dans le parc immobilier existant mais ne justifiant pas la mise à disposition de fonciers individuels.

Un Appel à Manifestation d'Intérêt visant à sélectionner l'opérateur chargé de réaliser ce programme a été lancé par le Grand Annecy en décembre 2024.

L'AMI prévoyait la location du terrain dans le cadre d'un bail à construction.

3 opérateurs ont remis une offre.

Avec l'appui de l'architecte-conseil pour la zone, un jury associant le Grand Annecy et la commune de Chavanod a sélectionné le projet porté par la société ICR Construction.

Le projet, proposant une douzaine de cellules modulables de 150 m², été finalisé et le permis de construire a été obtenu début décembre 2025.

Le terrain sera loué dans le cadre d'un bail à construction d'une durée de 70 ans (loyer-canon de 372 870 € HT). Une promesse de bail sera signée en début d'année et l'acte authentique sera signé au cours de l'été 2026.

La commercialisation des cellules a été engagée par l'opérateur en concertation étroite avec la Direction de l'Économie.

La zone de Pré Chardons

Sollicitée par deux entreprises à la recherche d'un terrain dans le secteur d'Alby-sur Chéran, le Grand Annecy a décidé en 2022 et en accord avec la commune d'Alby-sur-Chéran, d'aménager la petite zone de Pré Chardons, située dans le prolongement de la zone Espaces Leaders sur un espace constitué d'anciens remblais.

Le projet définitif, reposant sur deux lots ajustés finement en étroite concertation avec les deux entreprises souhaitant s'installer sur le site, a fait l'objet d'un permis d'aménager qui a été délivré par le Maire de la commune d'Alby-sur-Chéran.

Les travaux de viabilisation du site ont été achevés en mai 2024 (hors enrobés définitifs).

La société Rideau Volailles, (négoce de produits frais alimentaires), s'est installée au début de l'année 2025 dans son nouveau bâtiment construit sur le lot n°1 d'une surface de 4 552 m² qu'elle loue dans le cadre d'un bail à construction d'une durée de 50 ans (loyer-canon de 295 880 € HT).

En revanche, le second prospect qui devait mener son projet sur le second lot a annoncé au Grand Annecy qu'il renonçait à son projet.

Ce lot de 4 544 m² est donc à nouveau en cours de commercialisation.

Le Parc d'activités économiques de la Fillière à Villaz

Une étude a été lancée en 2023 sur le P.A.E. de la Fillière avec deux objectifs :
- vérifier les potentiels de densification du foncier sur le P.A.E. avec la mise en place d'une démarche pouvant être reproductible à l'avenir sur d'autres parcs d'activités ;
- définir un projet d'achèvement des voiries et espaces publics de la partie haute du P.A.E. (Futaies et Chêneraie) : limitation de la vitesse, circulation piétonne et cyclable, espace végétalisé...

Le projet d'achèvement de la zone, après divers ajustements, a été validé à l'automne 2024 et un marché de maîtrise d'œuvre a été passé avec un bureau d'étude.

Alors que l'avant-projet définitif était en cours de finalisation, un affaissement s'est produit au début de l'automne dans la boucle desservant le secteur de la Chêneraie.

Au cours du premier trimestre 2026, le maître d'œuvre va proposer des solutions techniques et présenter le coût total du projet intégrant ces plus-values qui devraient être conséquentes.

En fonction des coûts présentés, des décisions concertées avec la commune devront éventuellement être prises : réduction du contenu du projet, participation financière de la commune ...

La zone des Mouilles (Groisy)

En 2021, le Grand Annecy avait demandé à l'EPF d'acheter un bâtiment dans la zone des Mouilles à Groisy.

L'entreprise voisine, la société Excoffier Recyclage, avait un projet de construction d'un nouveau bâtiment destiné à la maintenance de ses véhicules (poids lourds) et ne disposait pas de suffisamment de place sur son site pour le réaliser. Elle a sollicité le Grand Annecy pour le rachat du terrain mitoyen porté par l'EPF.

Le nouveau bâtiment de l'entreprise devant être implanté à la fois sur la propriété de l'entreprise et ce terrain mitoyen, le Grand Annecy a décidé de le lui vendre (impossibilité de faire un bail à construction).

En milieu d'année 2025, il a donc racheté le terrain bâti à l'EPF et l'a cédé ensuite en l'état à la société Excoffier, celle-ci prenant en charge la déconstruction du bâtiment existant.

L'opération s'est effectuée à coût nul pour la collectivité.

La reconquête de zones existantes

Les acquisitions foncière et immobilières :
confronté à la difficulté de lancer rapidement de nouvelles zones d'activités dans un contexte de demande soutenue des entreprises et pour tendre progressivement vers une artificialisation réduite du territoire en matière économique, le Grand Annecy a décidé de s'engager dès 2019 dans une démarche de reconquête des zones d'activités vieillissantes de son territoire et notamment la zone de Pringy, celle du Pont de Tasset/Les Iles (Annecy-Meythet) et celle Vovray (Annecy).

En lien étroit avec les services des communes, le Grand Annecy a mis en place une veille sur les mutations susceptibles d'intervenir au sein de ses espaces économiques (suivi des DIA) et de préempter, si nécessaire les biens objets de cessions.

En 2025, 71 DIA concernant des biens situés dans des zones d'activités économiques ont été examinées.

Si aucune préemption n'a eu lieu en 2025, plusieurs achats amiables ont été réalisés par l'EPF à la demande et pour le compte du Grand Annecy dans la zone de Vovray au sein de la copropriété « Le Périphérique » (bâtiment mixte, composé d'entrepôts et bureaux en étage positionné sur un terrain de 11 846 m²) :
- 9 emplacements de stationnement extérieur pour un montant de 45 000 € ;
- 2 lots de bureaux occupés d'une surface 182 m² pour un montant de 420 000€ ;
- 5 lots de bureaux occupés d'une surface 91 m² et 4 emplacements de stationnement pour un montant de 214 300 €.

Le site de la Foire (Chavanod)

Fin 2023 le Grand Annecy a acquis à l'amiable un tènement de 34 443 m² situé à Chavanod (route de la Foire) sur lequel est implantée une usine de 6 097 m², un bâtiment de bureaux de 3 014 m² (en R+2), un vaste parking et complété par un terrain constructible de 3 635 m².

L'usine est louée à l'entreprise Pfeiffer qui a souhaité se déplacer temporairement dans celle-ci, pour mener à bien ses projets de développement sur son site de Brogny (Annecy), des activités de production, d'assemblage et de tests de ses pompes. En 2025, elle a pu, en étroite concertation avec la Direction de l'Economie, finir d'aménager l'atelier, déplacer et démarrer toutes les activités prévues sur le site. L'entreprise a versé au Grand Annecy pour l'année écoulée un loyer total de 503 000 € HT et HC.

De son côté, France Travail loue le bâtiment de bureaux depuis de nombreuses années (ex-Pôle Emploi). En 2025, l'organisme a versé un loyer annuel de 353 770 € HT et HC au Grand Annecy.

Zone des Glaisins : le terrain de l'ancien restaurant inter-entreprises.

Dans la zone de Glaisins à Annecy (Annecy-le-Vieux), le Grand Annecy a racheté en avril 2024 à la ville d'Annecy un terrain de 15 000 m² (dont 11 100 m² constructibles), sur lequel était implantés l'ancien restaurant inter-entreprises (RIE) et un vaste parking, pour un montant de 3 853 000 €.

Ce terrain doit permettre sur une partie de 6 300 m² d'implanter un Pôle d'échange multimodal (PEM), l'autre partie (4 800 m²) sur laquelle se situe le bâtiment du RIE étant destinée à accueillir une entreprise (celle initialement pressentie a finalement opté pour le rachat de son site actuel dans la zone).

La déconstruction du bâtiment de l'ex-RIE a été réalisée en 2025 (coût 170 000 €). L'espace libéré sera réservé à un parking provisoire permettant de gérer l'impact des travaux du PEM et de refonte des espaces publics de la zone. Ce parking provisoire sera aménagé au début de l'année 2026.

Le projet de reconquête de la zone de Pringy

Face à la raréfaction du foncier et de l'immobilier économiques, la Direction Economie a lancé une étude urbaine et foncière pré-opérationnelle sur un périmètre de 15 ha identifié comme stratégique au sein de la zone d'activités Pringy-Argonay. Cette étude a été lancée sur ce périmètre notamment en raison de la maîtrise foncière de l'EPF pour le compte du Grand Annecy sur ce secteur (bâtiments Rectiphase, la Fourmi, le Petit forestier) représentant 5 ha, soit 33% du foncier.

Le Grand Annecy a retenu un groupement pluridisciplinaire (urbanisme – architecture - économie) pour mener cette étude. Elle a été lancée en février 2025 et se terminera fin 2026. Le montant est de 76 000 €. Cette étude vise à produire un plan de composition permettant de redéployer des fonciers et/ou immobiliers adaptés aux demandes des entreprises et de proposer des espaces économiques optimisés et de qualité. Il s'agit de la première opération de reconquête de fonciers économiques sur le territoire devant servir de modèle reproductible sur les autres zones d'activités.

L'année 2025 a permis aux prestataires de réaliser un rapport de diagnostic économique, foncier, urbain et bâti ainsi que de déterminer des premiers scénarios d'aménagement. L'étude se poursuivra en 2026 avec la réalisation d'un plan de composition et d'espaces publics ainsi qu'une estimation sommaire des coûts du projet retenu éventuellement phasé dans le temps.

L'animation du tissu économique et des zones d'activités

Un chargé de mission est arrivé en 2022 sur la mission d'animation économique avec pour objectifs de :
- faire connaître les politiques publiques aux entreprises du territoire ;
- faire remonter les problématiques rencontrées par les entreprises ;
- mettre en lien les entreprises afin de créer des synergies entre elles.

Le cadre d'intervention porte sur les entreprises artisanales et industrielles du territoire avec un zoom particulier sur les 40 parcs d'activités transférés au Grand Annecy.

Sur l'année 2025, plusieurs actions ont été poursuivies et entreprises en ce sens :
- participation aux réseaux de chefs d'entreprises existants : animation conjointe avec l'association GEODE (Parc des Glaisins), le Club Altaïs et le « Comité d'Action Economique Rumilly-Alby Développement » (convention pluri-annuelle et soutien financier de 20 000 €) ;
- poursuite de l'organisation de petits-déjeuners économiques sur les parcs d'activités sur des thématiques liées aux compétences du Grand Annecy : valorisation des déchets, aide aux logements, mobilité, dispositifs d'aide à la transition environnementale ;
- poursuite des rencontres des grandes entreprises du territoire : échanges avec la Présidente et Vice-Présidente à l'économie (trois rencontres annuelles) ;
- organisation de visites d'entreprises (Weber Assemblage, Technogénia, Galderma...) afin de permettre aux élus d'échanger avec les acteurs économiques du territoire.

IV.2 | Aide à l'implantation d'entreprises

IV.2.1 MISSION

Elle consiste à contacter les entreprises qui sollicitent la Direction de l'Economie pour une recherche de local ou un foncier économique.

Ce contact est l'occasion de bien cerner le projet de l'entreprise et si nécessaire de lui faire préciser son besoin exact. Si ce projet ne justifie pas une proposition foncière, des solutions sont recherchées dans le bâti économique existant. Les porteurs de projet peuvent alors être mis directement en relation avec des propriétaires ayant un bien disponible correspondant à leur besoin et des opérateurs développant des bâtiments économiques dans le Grand Annecy ou orientés vers les agents locaux spécialisés dans l'immobilier d'entreprises.



IV.2.2 BILAN

En 2025, la direction du développement économique a eu 24 nouveaux contacts (hors commerce/services à la population/loisirs/restauration et promoteurs d'Immobilier d'entreprises) avec de nouvelles entreprises à la recherche d'une implantation, soit sur un terrain en zone d'activités soit dans un local existant (hors pépinières d'entreprises).

Ces contacts concernaient les activités suivantes :

Industrie : 5 – Petites activités de production et artisanat : 7 – Tertiaire (bureaux ou locaux à vocation tertiaire) : 4 - Logistique/ messagerie/transport : 4 – Négoce/commerce de gros : 2 – activités du BTP : 1 – Garages de réparation automobiles (VL et PL) et concessions automobiles : 1.

Face à l'offre de foncier économique extrêmement limitée dont le Grand Annecy dispose à très court terme et de la pénurie de locaux adaptés immédiatement disponibles dans le parc existant à un prix accessible, il devient de plus en plus compliqué d'apporter rapidement des solutions efficientes à ces entreprises.

Néanmoins, la mise en service de la zone de Chez Chamoux, la relance de la zone de la Pilleuse et les quelques terrains encore disponibles sur le Parc Altaïs, ont permis de faire des propositions à plusieurs d'entre elles.

Il manque en revanche des espaces adaptés (locaux et terrains) pour l'accueil d'activités de logistique ou de négoce liées aux activités industrielles et productives implantées sur le territoire, pour les activités de messagerie ainsi que pour les activités du BTP.

IV.3 | Le pôle entreprenariat - création d'entreprise



IV.3.1 MISSIONS

La mission du pôle entreprenariat du Grand Annecy est d'animer et déployer la politique publique de soutien la création d'entreprises au travers de 4 pépinières d'entreprises thématisées.

Galileo : entreprises innovantes et nouvelles technologies (Chavanod).

Pépinière des Papeteries : industries créatives et images numériques (Cran-Gevrier).

Annecy Base Camp : industries du sport et de l'outdoor (Annecy-le-Vieux).

Alb'Espaces : pépinière d'artisans (Alby-sur-Chéran).

Espaces Avenir : hôtel d'entreprises généraliste (St Félix).

Soit un total de 105 bureaux, 17 ateliers et 4 espaces de coworking répartis sur le territoire.

Les porteurs de projet et jeunes entrepreneurs agréés dans les comités mensuels sont accompagnés, mis en réseau et hébergés de manière temporaire (36 mois maximum) dans des bureaux, ateliers ou espaces de coworking situés des bâtiments dédiés. Ce dispositif d'accompagnement au quotidien permet aux entrepreneurs de lancer et développer leur nouvelle activité dans les meilleures conditions en se concentrant sur leur démarrage d'activité. Ces jeunes entreprises contribuent au renouvellement et au dynamisme du tissu économique local en particulier dans les filières d'excellence économique du territoire.

L'offre de service est variée et complète : bureaux, ateliers ou postes de travail en espace partagé ; espaces meublés, services mutualisés, tarifs adaptés, bail souple. L'accompagnement proposé (individuel ou collectif), le réseau de partenaires mobilisés et le partage d'expérience avec d'autres créateurs d'entreprises sont les clés du succès des entrepreneurs qui choisissent de démarrer en pépinière d'entreprises.

IV.3.2 MOYENS

La mission est assurée par une équipe de 7 personnes :
- 3 gestionnaires de site, chargés de l'accueil des entreprises, de la gestion immobilière et du fonctionnement opérationnel des bâtiments ;
- 1 chargé de mission, chargé du recrutement et de la sélection des entrepreneurs, de la mise en œuvre et de l'animation du programme d'accompagnement ;
- 1 chef de service qui anime l'équipe, suit et coordonne l'action des partenaires, assure la cohérence de l'offre de services aux entreprises ;
- 1 assistante.

IV.3.3 BILAN DE L'ANNÉE

Les entrepreneurs hébergés

En 2025, 10 comités d'agrément ont validé l'entrée de 28 nouveaux projets ou jeunes entreprises dans les différents bâtiments (vs 26 en 2024) et 6 entreprises ont quitté les locaux (vs 15 en 2024).

En décembre 2025, 61 entreprises et porteurs de projet étaient présents dans les bâtiments, en hausse de 9% par rapport à 2024 :
- 21 entreprises à Galileo (9 bureaux libres sur 26) ;
- 15 entreprises à La pépinière Les Papeteries (3 bureaux libres sur 15) ;

- 11 entreprises à Annecy Base Camp (11 bureaux libres sur 19)
- 10 entreprises à Alb'Espaces (2 ateliers libres sur 10 et 17 bureaux sur 19).
- 4 entreprises à Espace Avenir (2 bureaux libres sur 10)

Le profil des activités est le suivant :

- Numérique & Tech : 22%
- Artisanat et Fabrication : 18%
- Création, Design : 13%
- Industrie, et Ingénierie : 13%
- Conseils & services aux entreprises : 11%
- Communication, Marketing, audiovisuel : 9%
- Formation, réseaux et événementiel : 6%
- Tourisme, Hôtellerie : 5%
- Impact et transition : 3%

La 9e promotion des Etudiants Entrepreneurs de l'USMB (20 étudiants issus de l'IAE, Polytech et IUT) a été accueillie dans les salles de réunion et le coworking de la pépinière Galileo entre septembre et août 2025. Parmi eux, 1 a bénéficié d'un poste permanent pendant son année dans nos locaux.

La 10e promotion des incubés OSV (10 porteurs de projet) a bénéficié d'un hébergement gratuit dans l'espace de coworking d'Annecy Base Camp (entre septembre 2025 et juillet 2026).

Les incubés ID'CUBE (Innovales) basé sur le territoire Grand Annecy (3 porteurs de projet) ont également bénéficié d'un accueil gratuit dans nos espaces de coworking pour l'année 2025.

L'accompagnement des entrepreneurs

Un nouveau format d'accompagnement a été lancé en 2025 avec les Matinales d'Experts : 10-15 experts se réunissent une matinée et proposent 4 créneaux de 45 minutes aux entreprises de nos bâtiments. Les créneaux restant sont proposés aux entreprises de moins de 3 ans du territoire.

2 matinales ont eu lieu en 2025 :

- Septembre 2025 : 10 experts et 16 entreprises présentent pour 32 créneaux remplis
- Décembre 2025 : 17 experts et 25 entreprises présentent pour 63 créneaux remplis

11 permanences d'avocats, 3 permanences d'expert-comptable, 23 permanences innovation (89h) (Thesame/FrenchTech) ont accueilli les entrepreneurs au cours de rdvs individuels

7 ateliers collectifs ont été organisés par le Grand Annecy, 4 par des partenaires dans le cadre de conventions de partenariat :

- 02/25 : Développer une Stratégie commerciale efficace – CCI ;
- 02/25 : Échangeons sur les enjeux de croissance avec Nicolas Geydet - OSV ;
- 04/25 : Les outils pour faire face au manque de cash – avec FT et 60000 rebonds ;
- 05/25 : Design Thinking, gagnez du temps pour accéder à votre marché ;
- 06/25 : Mieux vendre avec l'IA - CCI ;
- 07/25 : Scalabilité : Les secrets des entreprises qui réussissent ;
- 11/25 : Gardez la vision tout en agissant – CCI ;
- L'accompagnement individuel des entrepreneurs (en moyenne 4 rendez-vous formels de 2 heures par an) est assuré par le chargé d'accompagnement du pôle. Dans le cadre de conventions de partenariat, cet accompagnement en interne est complété par l'intervention régulière auprès des entrepreneurs d'un conseiller de la CCI et d'un conseiller de la CMA (spécifiquement à Alb'Espaces) ;
- 2 sessions de codéveloppement ont rassemblé chacune 8 entrepreneurs qui se sont rencontrés 2h chaque mois pour mettre l'intelligence collective au service d'une problématique ou d'un enjeu porté par chacun des participants.

La mise en réseau

1 événement réseau (petit-déjeuner) chaque mois dans chaque pépinière (sauf en août).

1 déjeuner partagé en juin et en décembre par pépinière.

Ateliers/workshop organisés avec les partenaires dans nos bâtiments :

- Kickoff (Digital League)
- Soirée de réseautage à Alb'Espaces (CMA) x3
- Entrepreneur cherche Associés (FT)

Participation au Startup Weekend Annecy en octobre (aux Papeteries) ;

Pour la première fois en 2025 nous avons réunis la communauté des anciens lors d'une soirée qui a eu lieu le 4 décembre. Une 50ne de personnes était présente. L'objectif est de continuer ce genre de moment à raison de 2 fois par an, et de les impliquer dans l'écosystème autant que possible

L'animation de l'écosystème entrepreneurial du territoire

Le Grand Annecy finance plusieurs structures du territoire intervenant dans le champ de l'entreprenariat, ceci dans l'objectif d'accompagner tous les types de porteurs de projet :

- La Chambre de Commerce et de l'Industrie 74 : accompagnement individuel de 15 entrepreneurs, organisation de 4 ateliers/ événements dans les bâtiments ;
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat : animation de la pépinière Alb'Espaces et accompagnement des artisans hébergés ;
- French Tech Alpes Annecy : permanences innovation gratuites bimensuelles ;
- Initiative Grand Annecy : bureaux de l'association dans la pépinière Galileo ;
- France Active, bureau local de l'association dans la pépinière Galileo ;
- Adie ;
- Réseau Entreprendre ;
- Digital League ;
- Ordre des avocats du barreau d'Annecy : organisation de permanences gratuites mensuelles ;
- USMB : accueil et accompagnement des Etudiants Entrepreneurs du campus d'Annecy ;
- Ordre des Experts Comptables : organisation de permanences gratuites trimestrielles.

En plus de les financer, nous réunissons ces structures environ toutes les 6 à 8 semaines, afin de synchroniser les évènements, et parler des projets que nous accompagnons à plusieurs.

En 2025 6 revues de projets ont eu lieu.

IV.3.4 PERSPECTIVES 2026

Renouvellement des conventions avec les partenaires existants et développement de nouveaux partenariats.

Animation de la communauté des entrepreneurs issus du pôle entreprenariat et mise en place de mentorat pour les entrepreneurs actuellement hébergés.

Réflexion autour de nouveaux services à imaginer dans les pépinières pour rester attractifs et pertinents dans l'accompagnement des entrepreneurs.

IV.4 | Quai 225 - Transition environnementale des entreprises

IV.4.1 MISSIONS

Mise en place de la nouvelle orientation de Quai 225, en particulier, la création d'une gouvernance partagée avec les représentants du monde économique (CCI, CMA, MEDEF, CPME) pour organiser des actions sur l'air et l'eau à destination des entreprises les plus éloignées des sujets de transition environnementale. Quai 225 n'est plus un lieu, mais un label qui garantit qu'une action sert l'enjeu de transition environnementale des entreprises.

Les missions de Quai 225 se découpent en 4 volets :
- sensibiliser les entreprises sur les thématiques air & eau (labellisation d'évènements ou d'actions de partenaires + organisation en propre de 2 évènements / an) ;
- favoriser le passage à l'action des entreprises ;
- être centre de ressources à disposition des entreprises (faciliter l'accès à l'information, faire guichet unique pour réorienter, répertorier les dispositifs d'aides et les experts/ solutions disponibles sur le territoire) ;
- animer l'écosystème sur les sujets de transition (les partenaires de la gouvernance, ainsi que le comité de coordination qui rassemble les têtes de réseaux et les accompagnants à la transition environnementale du territoire) + les partenaires économiques du PACTE.

IV.4.2 MOYENS

1 chargée de mission «transition environnementale des entreprises » (1 ETP) assure le relais des politiques du Grand Annecy auprès des partenaires et des entreprises du territoire, et a en charge d'animer le réseau des acteurs de cet écosystème incluant plusieurs directions de l'Agglomération du Grand Annecy.

IV.4.3 BILAN 2025

- 4 comités techniques avec les conseillers de la gouvernance Quai 225 ;
- 4 comités Quai 225 avec les Directeurs de la gouvernance Quai 225 ;
- 1 visite externe pour faire un évènement à Quai 225 ;
- 4 locations de salles ;
- 12 entreprises accompagnées via le guichet Quai 225 ;
- Dans la continuité de la démarche d'écologie industrielle territoriale sur la zone St Jorioz, lancement d'une campagne de recrutement d'entreprises pour une boucle d'autoconsommation collective ;
- 1 comité de coordination réalisé avec 12 structures présentes ;
- 6 évènements organisés « en propre ».

MOIS	Action	Participant·e·s
JAN.	Evènement mécénat environnemental	60
MARS	Optimisation des consos eau & énergie des artisans glaciers	5
JUIN	Comité coordination Quai 225 + Atelier Tumulte	15
JUIN	Evènement eau	20
SEP.	Démarche EIT - boucle énergie en création	3
OCT.	Evènement énergie - solarisation	20
JUIN & NOV.	Ateliers TUMULTE	8

- 7 évènements organisés par des partenaires et labellisés Quai 225 :

MOIS	Action	Participant·e·s
SEP.	Forum cyclologistique (CMA)	50
SEP.	Webinaire CAPEB – Mobilité (CMA)	2
SEP.	Webinaire CAPEB – Eau (CMA)	0
SEP.	Atelier Declic (CCI)	8
NOV.	Webinaire CAPEB – Energie (CMA)	5
NOV.	Réunion d'information photovoltaïque – Alb'espaces (CMA)	8
DÉC	Réunion d'information photovoltaïque – Filières (CMA)	4

- Animation des partenaires économiques du Pacte pour le Climat :
  > Accompagnement de 6 partenaires dans la définition de leurs actions 2025 ;

> Recrutement de nouveaux partenaires qui ont signé lors de la biennale du climat de juin : +34 nouveaux partenaires, dont 15 entreprises et 6 têtes de réseaux.
- Partenariat avec la CMA pour le lancement des éco-défis sur le territoire :
> 10/2025 : Comité d'attribution ;
> 9 diagnostics effectués ;
> 2 lauréats (Entrecôte & ferme & Visart Opticien à Pringy).
- Lancement de l'outil Impact score
> 05/2025 : lancement ;
> 12/2025 : 33 entreprises inscrites sur la plateforme, 20 qui ont complété l'outil.

IV.4.4 PERSPECTIVES 2026

- Déploiement de l'outil Impact score pour mesurer la maturité de la transition environnementale des entreprises sur le territoire (aujourd'hui, 62 structures inscrites, 33 qui ont complété) + accompagnement ciblé sur certaines thématiques ;
- Création de 3 boucles d'énergie (St Jorioz, Annecy/Pringy/Argonay) ;
- Contribution à la révision du PCAET ;
- 2 actions à destination des partenaires du PACTE : évènement séquestration carbone + phase 1 du parcours « adaptation au CC » avec un atelier TUMULTE ;
- Opération « test vélos cargos » sur l'année complète avec la CMA ;
- Poursuite du déploiement des éco défis (labellisation des artisans d'Alb espace + valorisation des labellisés, participation au Printemps des acteurs éco à Epagny) ;
- Mise en place d'un club solaire sur le modèle de la Métropole de Lyon (RDVs réguliers dédiés à la solarisation du territoire ; 5 à 6 évènements par an dont certains dédiés aux entreprises consommatrices ;
- Organisation « en propre » d'un évènement sur l'eau et un sur l'efficacité énergétique.

IV.5 | Développement des filières d'excellence

IV.5.1 MISSIONS

La dynamique économique du territoire du Grand Annecy s'est construite sur les écosystèmes d'excellence performants suivants : l'image et les industries créatives, l'industrie des sports outdoor, l'industrie manufacturière comprenant la mécatronique / la robotique et le tourisme d'affaires.

Le Grand Annecy accompagne ces filières d'excellence en soutenant les structures en charge du suivi de ces d'écosystèmes sectoriels pour trois d'entre elles : l'établissement public de coopération culturelle (EPCC) CITIA pour la filière de l'image et des industries créatives, l'association Outdoor Sports Valley (OSV) pour l'industrie des sports outdoor et l'Office de Tourisme du Lac d'Annecy et, plus précisément, le Bureau des Congrès, Lac Annecy Congrès pour le tourisme d'affaires. Concernant l'industrie manufacturière, le Grand Annecy travaille en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Savoie, l'antenne de Haute-Savoie d'Auvergne-Rhône-Alpes-Entreprises et le Mouvement des Entreprises de France Haute-Savoie.

IV.5.2 MOYENS

Le service « Politiques Economiques, Tourisme, Enseignement supérieur et Numérique », composé d'une cheffe de service, de 4 chargées de mission et, depuis septembre 2024, d'une alternante pilote le soutien aux filières d'excellence mais assure également le développement touristique, le développement de l'enseignement supérieur et la recherche, le soutien à l'innovation technologique, à l'économie sociale et solidaire et au numérique.

Le Grand Annecy est membre de l'EPCC CITIA et fait partie des adhérents et du Conseil d'administration de l'association OSV. En complément, il accorde des aides financières à ces structures qu'il héberge tout ou partie, à titre gracieux, dans des locaux lui appartenant. En effet, l'équipe Développement économique & Formations de CITIA est basée aux Papeteries – Image Factory, lieu emblématique de l'image et des industries créatives et du numérique, dans des locaux mis à disposition par le Grand Annecy. Et tous les salariés d'OSV sont hébergés à Annecy Base Camp, le pôle entrepreneurial du Grand Annecy dédié à la filière de l'industrie des sports outdoor et situé dans la Zone d'activité économique (ZAE) à vocation industrielle des Glaisins.

Concernant l'Office de Tourisme, cette structure est l'outil du Grand Annecy en charge d'appliquer la politique touristique de la collectivité, d'assurer l'accueil et l'information des visiteurs et des habitants et de réaliser la promotion du territoire et de ses acteurs touristiques, en lien avec la stratégie tourisme durable du Grand Annecy. En septembre 2025, la structure juridique de l'OT a évolué, l'OT est passé d'un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC) à une Société Public Locale (SPL), permettant plus de souplesse notamment pour l'exploitation du centre de congrès Impérial Grand Annecy qui a été confié à l'OT depuis novembre 2022.

IV.5.3 BILAN 2025

L'image et les industries créatives, entre rayonnement international et ancrage local

La filière de l'image et des industries créatives grande annécienne est relativement récente ; elle s'est construite en quelques années autour d'entreprises du secteur, d'institutions locales engagées, de formations reconnues, d'événements internationaux tels que le Festival et le Marché international du film d'animation d'Annecy (cf bilan 2025 ci-dessous) et du pôle des Papeteries – Image Factory.

L'EPCC CITIA assure l'animation du site des Papeteries – Image Factory et, plus largement, de toute la filière « image et industries créatives » du territoire. En effet, comme vu précédemment, le Grand Annecy s'appuie sur ce partenaire dont il est membre fondateur pour piloter cette filière d'excellence du territoire.

Fin 2023, le Grand Annecy, en partenariat avec CITIA, a été lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt France 2030 « Pôles territoriaux d'industries culturelles et créatives favorisant la structuration d'écosystèmes locaux ». Il a ainsi bénéficié du soutien de l'Etat par l'intermédiaire de la Banque des territoires pour amorcer, en 2024 et 2025, la structuration de cette filière et ainsi opérer un changement d'échelle du pôle grand annécien de l'image et des industries créatives, en collaboration avec l'ensemble des partenaires économiques du territoire.

Dans la continuité du travail engagé dans ce cadre, fin 2025, le Grand Annecy, toujours en partenariat avec CITIA, a candidaté à l'appel à projets (AAP) « Pôles territoriaux d'industries culturelles et créatives favorisant la structuration d'écosystèmes locaux ».

Le projet phare est la construction du Campus Cluster Papeteries, un quartier créatif intégré, prévu pour 2030, alliant économie, formation, culture et numérique dont les actuelles Papeteries – Image Factory feront partie.

A noter également, qu'en 2025, Les Papeteries – Image Factory ont fêté leurs 10 ans. A cette occasion, une série d'événements ont été organisés tout au long de l'année pour se clôturer le 16 octobre au cours d'une soirée rassemblant plus de 300 acteurs de l'écosystème économique du territoire qui participent au dynamisme de ce lieu.

L'industrie des sports outdoor, un ancrage historique

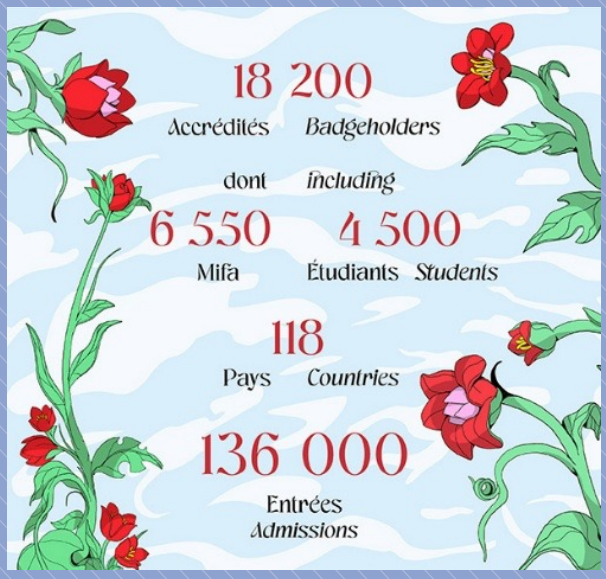
Terre incontournable des sports et loisirs de plein air, le Grand Annecy a développé un contexte économique attractif pour les grands noms de l'industrie des sports outdoor.

Ainsi, des marques à la renommée mondiale ont choisi de s'y implanter. Ces entreprises leaders jouent un rôle moteur en créant un environnement favorable au développement de très petites entreprises (TPE).

Les activités sont principalement orientées vers la production et la distribution d'articles de sport (hors commerces).

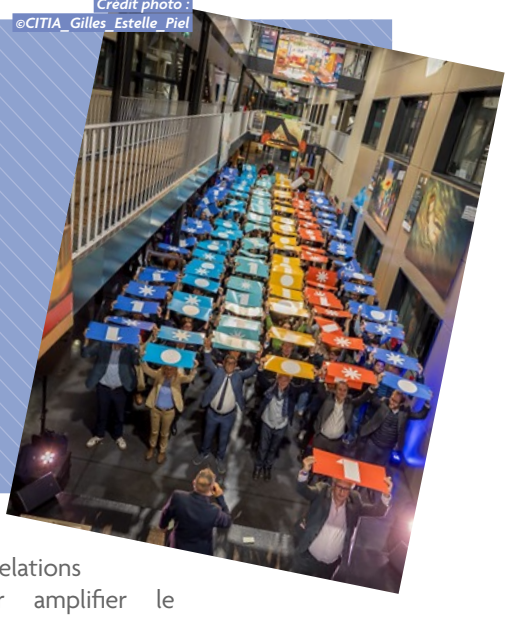


Nombre d'entreprises, chiffre d'affaires (CA) et emploi en équivalent temps plein (ETP) : chiffres clés de la filière de l'image et des industries créatives à l'échelle du territoire du Grand Annecy issus de l'édition n°8 de l'Observatoire de la filière image et industries créatives en Haute-Savoie 2023 (financé par le Département de la Haute-Savoie et basé sur les données 2022)



Chiffres clés du Festival international du film d'animation d'Annecy 2025 et de son Marché

Crédit photo : CITIA



Evénement « 10 ans des Papeteries – Image Factory » Crédit photo : ©CITIA_Gilles_Estelle_Piel



RAYONNEMENT

Affirmer la place d'Annecy comme capitale mondiale du cinéma d'animation et haut-lieu des industries créatives en France



PROSPECTIVE

Transformer durablement les pratiques de production de l'industrie audiovisuelle, de la conception à la distribution



SYNERGIES

Devenir le hub européen des synergies entre les industries créatives et toutes les autres formes d'industries

3 ambitions déclinées dans un plan d'actions à 30 ans

Cependant, depuis plusieurs années, la part des entreprises de service augmente avec une forte composante digitale. Cela contribue au développement de la filière de façon plus large (cf figure 1).

Comme indiqué précédemment, le Grand Annecy accompagne le développement de cette filière économique d'excellence de l'industrie des sports outdoor tout particulièrement à travers son partenaire privilégié, l'association Outdoor Sports Valley (OSV) dont il est membre fondateur (cf figure 2).

En 2025, les administrateurs d'OSV ont élaboré la feuille de route qui sera déployée jusqu'en 2028 avec les priorités suivantes :

- créer de la valeur pour les adhérents à travers les actions et services proposés ;
- avoir un impact tangible sur le territoire, permettant un retour sur investissement pour les financeurs de l'association au niveau économique, environnemental et social ;
- impliquer les entreprises dans les grands événements sportifs à venir, notamment les championnats du monde de cyclisme et les JOP Alpes 2030 ;
- développer les relations institutionnelles pour amplifier le réseau et l'impact de l'association.

Trois projets stratégiques ont été identifiés et lancés fin 2025 (voir figure 3) afin de répondre à ces enjeux et porter l'ambition de la filière à horizon 2028. Ils consistent à :

- positionner Annecy Base Camp comme un hub d'innovation territoriale de l'industrie des sports outdoor ;
- créer une plateforme d'intelligence collective au service de la décision, de l'innovation et du pilotage stratégique ;
- exporter le savoir-faire de l'industrie des sports outdoor française.

Des éléments complémentaires concernant OSV Acadmy sont présentés dans le paragraphe « **Développement de l'enseignement supérieur et de la recherche** » ci-après.

BILAN 2025

ENTREPRENEURIAT

INCUBATEUR BY OSV
12 startups incubées
3 bootcamps – 80h d'ateliers
15 experts référencés

CLUB DES ENTREPRENEURES
5 rencontres
120 membres adhérents
6 accompagnements à la levée de fonds



DEVELOPPEMENT BUSINESS

CLUB EXPORT
3 rencontres
50 membres de la communauté

OUDOOR MARKET INTELLIGENCE SERVICE
Panel pilote retailer de 600M€ en France

PARTENARIAT BIMBAMBOOM
Temps d'échange marques x revendeurs

ÉTUDES & VEILLE
6 market intelligence

OSV EXPLORE RESEAU

OSV EXPLORE
3 RDV, 13 thématiques
600 participants
22 conférences/ateliers
44 intervenants
4,5/5 de satisfaction

EVÈNEMENTS PARTENAIRE
Pitch des 4 gagnants FOA sur Sport Achat
Conférence Métiers Outdoor - High Five
Event CEO délégation - UTMB
Conférences sur Change Now à Paris
Conférence sur le Salon des Sports & Parasports
Participation jury Sporsora



RAYONNEMENT RELATION PRESSE

11 CP diffusés
Focus : OSV Explore, OSV Academ, French outdoor Awards, Data, Change Now, Incubateur by OSV, Gouvernance
---
23 interviews
---
113 retombées presse
---
114 969 616 audience totale



FIGURE 1 *Chiffres clés de la filière des sports outdoor à l'échelle du territoire du Grand Annecy issus de l'édition 2024 de l'Observatoire de la filière des sports de plein air financé par le Département de la Haute-Savoie et basé sur les données 2023*

OBSERVATOIRE DE LA FILIERE OUTDOOR

CHIFFRES CLÉS DE LA FILIÈRE SUR LE GRAND ANNECY

Situation fin 2023

	Poids dans la Région
108 entreprises	20 %
1,81 Mds€ de CA	32 %
2 046 emplois	30 %
277 marques	22 %



Part du chiffre d'affaires réalisé à l'export : 18% en moyenne (contre 30% dans la Région)

Ancienneté moyenne des entreprises : 16,3 ans
31 ont moins de 5 ans

78 TPE / 29 PME / 1 ETI *

Perspectives 2024 : sur 43 réponses, 15 sont en développement, 16 à l'équilibre, 4 en baisse et 8 en difficultés.

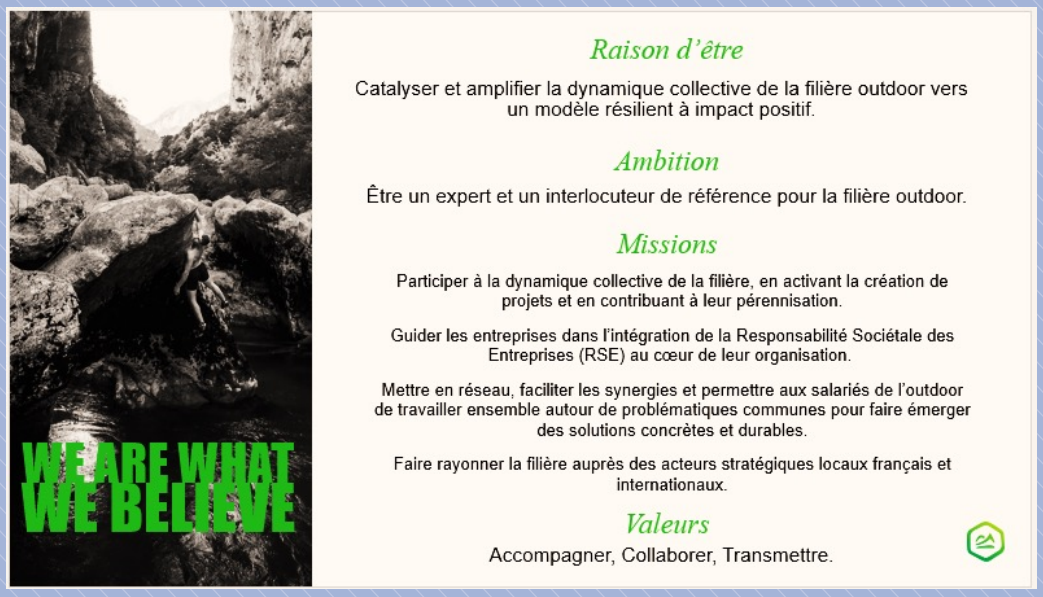
Activités :
- Distribution BtoB 70%
- Conception 67%
- Fabrication 44%
- Importation 15%
- Agence commerciale 24%
- Autre 12%

Produits :
- Matériel 60%
- Accessoires 62%
- Vêtements 46%
- Chaussures 39%
- Bagagerie 37%
- Tissus techniques 19%
- Autres 11%

Univers :
- **Montagne hiver 67%**
- **Montagne été 56%**
- Cycle 33%
- Eau 27%
- Urbain 28%
- Air 8%
- Equitation 4%
- Autre 6%

*TPE : 0 à 9 salariés, PME : 10 à 250 salariés, ETI > 250 salariés

FIGURE 2



Descriptif du cluster OSV
Crédit photo : OSV

FIGURE 3



L'industrie manufacturière comprenant la mécatronique et la robotique

La dynamique économique du Grand Annecy repose sur un secteur industriel solide ; il représente près de 15% des établissements du territoire et 32% des effectifs avec 13 000 emplois. L'industrie génère environ 36% du chiffre d'affaires et 40% de la valeur ajoutée de l'ensemble des secteurs contribuant à la richesse du territoire. Maintenir et développer l'activité industrielle et des services à l'industrie est donc un enjeu majeur pour l'économie du Grand Annecy et son territoire.

Le territoire du Grand Annecy bénéficie de la labellisation « Territoires d'industrie » depuis 2019. Ce dispositif permet de mobiliser tous les acteurs : représentants des industriels, Etat, Région, Grand Annecy... sur les questions de l'industrie et ses problématiques comme l'emploi, la formation de la main d'œuvre, le logement et le foncier.

En juillet 2025 la Résidence Mobilité des salariés de l'Industrie sur Meythet a ouvert ses portes. Gérée par AATES elle permet d'offrir 70 logements pour les salariés de l'industrie arrivant sur le territoire. Cette action a été menée dans le cadre de Territoire d'Industrie, et a bénéficié de subventions de l'Etat, la Région et du Grand Annecy (ainsi que la mise à disposition du terrain par la ville).

D'autre part, dans le cadre du projet de pôle territorial de l'image et des industries créatives du Grand Annecy évoqué précédemment, une des ambitions affirmées est de devenir le hub européen des synergies entre les industries créatives et l'industrie manufacturière à travers un axe intitulé « convergence ».

Le tourisme d'affaires

Exploitation du centre de congrès Impérial Grand Annecy par l'Office de Tourisme

Le Grand Annecy a décidé de confier l'exploitation du Centre de Congrès de l'Impérial à l'Office de Tourisme pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2032.

Objet du service délégué

- La promotion du Centre de Congrès et la prospection commerciale
- La mise à disposition des ouvrages, équipements et mobiliers sous la responsabilité de l'exploitant,
- La gestion, l'accueil et la mise en œuvre de congrès, manifestations, séminaires, colloques ou tout autre événement local, régional, national ou international dans le Centre de Congrès, à caractère culturel, professionnel, associatif ou social.

Bilan de l'activité pour l'année 2025

L'année 2025 marque une étape importante pour l'activité du Centre de Congrès du Grand Annecy. Après deux années de transition dans les relations opérationnelles avec l'Impérial Palace, cette nouvelle année a permis de retrouver davantage de stabilité dans l'organisation, la gestion des événements et le développement commercial.

Dans un contexte économique encore instable pour le secteur événementiel, le Centre de Congrès a poursuivi son activité avec une forte mobilisation des équipes. L'objectif a été de maintenir un haut niveau de qualité d'accueil tout en renforçant la visibilité du site et sa capacité à accueillir des événements de différentes tailles.

L'année a également été marquée par plusieurs manifestations d'envergure qui ont contribué au rayonnement du territoire et à l'augmentation du chiffre d'affaires global de l'activité. Les résultats observés démontrent la place essentielle du Centre de Congrès dans l'économie touristique et événementielle du Grand Annecy. En effet, tout au long de l'année 2025, le Centre de Congrès a accueilli des congrès, conférences, salons professionnels, soirées événementielles, séminaires et manifestations culturelles. Cette diversité confirme la capacité du site à répondre à des besoins très variés, aussi bien pour des acteurs locaux que pour des organisateurs nationaux et internationaux.

Des résultats économiques globalement très positifs

L'année 2025 se clôture sur un résultat particulièrement satisfaisant en matière de chiffre d'affaires. Le Centre de Congrès enregistre un **chiffre d'affaires global de 1,627 million d'euros HT** contre 1,196 million d'euros HT en 2024, **soit une progression de près de 30 %.**

Cette hausse importante s'explique principalement par l'accueil de plusieurs événements majeurs ainsi que par la gestion directe de certaines prestations auparavant réalisées par des partenaires extérieurs.

Le Centre de Congrès en 2025, c'est :
- environ 147 000 participants ;
- au travers de 328 événements ;
- 917 dossiers commerciaux traités.

Les revenus directement liés au cœur d'activité du Centre de Congrès, c'est-à-dire les locations de salles, les prestations techniques, les frais de personnel et les contributions énergie s'élèvent à 842 888 € en 2025 contre 994 508 € en 2024.

La répartition des recettes reste néanmoins stable :
- 71 % proviennent des locations de salles ;
- 20 % des prestations techniques ;
- 4 % des frais de personnel ;
- 5 % des contributions énergie.

Des événements majeurs qui ont marqué l'année

L'année 2025 a été portée par plusieurs événements importants qui ont largement contribué à la visibilité du Centre de Congrès et à ses résultats économiques.

Parmi les manifestations les plus marquantes figurent notamment :
- Le congrès CORESTA,
- Le congrès Annecy Live Surgery,
- Le MIFA,
- Les événements Candlelight,
- Plusieurs conférences et salons professionnels.

Ces événements ont permis d'accueillir un grand nombre de participants et de renforcer la notoriété du site à l'échelle nationale et internationale.

Une clientèle fidèle et diversifiée

Le Centre de Congrès bénéficie d'un portefeuille clients particulièrement fidèle. Plusieurs entreprises, institutions et organisateurs reviennent régulièrement organiser leurs événements sur le site.

Cette fidélité constitue un véritable point fort pour l'activité. Elle traduit la qualité des prestations proposées, le professionnalisme des équipes ainsi que l'attractivité globale du site et de son environnement.

L'activité reste néanmoins majoritairement composée d'événements de petite et moyenne taille. En 2025 :
- 226 événements accueillaient moins de 100 personnes ;
- 40 événements comptaient entre 100 et 200 participants ;
- 62 événements dépassaient les 200 participants.

Cette répartition montre la capacité du Centre de Congrès à accueillir une grande diversité d'événements tout en maintenant une activité régulière tout au long de l'année.

Une montée en puissance des engagements RSE

L'année 2025 a également été marquée par une accélération des démarches liées à la Responsabilité Sociétale et Environnementale.

Le Centre de Congrès a notamment :
- finalisé un bilan carbone,
- réalisé le calcul carbone de plusieurs événements via un outil mis à disposition par le Grand Annecy,
- participé aux ateliers Acteurs Engagés,
- pris part aux ateliers du Pacte pour le Climat du Grand Annecy.

Ces engagements répondent à une évolution profonde des attentes des organisateurs et des entreprises qui intègrent désormais de plus en plus les critères environnementaux dans leurs choix de destination et de prestataires.



La montée en puissance des démarches RSE représente aujourd'hui un véritable levier de différenciation et constitue un atout supplémentaire pour le positionnement du Centre de Congrès.

Perspectives 2026

Le marché événementiel reste très concurrentiel et fortement sensible aux contextes économiques et géopolitiques impliquant une forte pression commerciale sur les équipes et nécessitant de maintenir un volume important de prospection.

Par ailleurs, une partie de la croissance du chiffre d'affaires repose sur quelques grands événements exceptionnels. La consolidation du modèle économique passe donc par le développement d'une activité régulière, la fidélisation des clients, le renforcement de l'offre de services et la montée en gamme des prestations.

Les perspectives 2026 devront également permettre de poursuivre :
- le développement des engagements RSE,
- la visibilité nationale du site,
- l'amélioration de l'expérience client,
- la coordination avec les acteurs touristiques et économiques du territoire.

Le Centre de Congrès dispose aujourd'hui d'atouts solides pour poursuivre son développement : qualité du site, attractivité du territoire, fidélité des clients et engagement croissant en matière de développement durable. Les résultats de 2025 constituent ainsi une base encourageante pour consolider durablement l'activité du tourisme d'affaires sur le territoire annécien.

Le Bureau des congrès de l'Office de tourisme

Département spécialisé de l'Office de Tourisme du Lac d'Annecy, l'équipe de Lac Annecy Congrès peut prendre en charge l'organisation complète ou partielle d'un congrès. Le Bureau des congrès met à disposition son savoir-faire et ses connaissances du tissu local pour accueillir dans les meilleures conditions de travail, d'hébergement et de restauration.

Les missions et services de Lac Annecy Congrès

- Promouvoir le tourisme d'affaires sur le territoire du grand Annecy, un tourisme durable de préférence ;
- Organiser des évènements professionnels et conseiller les organisateurs :
  > Gestion des prestataires et négociation (transport, hébergement, exposition, activités, location de salles, soirée de gala...) ;
  > Inscription : création d'inscriptions en ligne, suivi des encaissement, réalisation de badges ;
  > Communication : newsletter, site internet, réseaux sociaux ;
  > Comptabilité : suivi du budget et réalisation du bilan financier.
- Travailler avec les 400 adhérents de l'OT et les 120 prestataires de Lac Annecy Congrès.

Les grands événements accueillis sur le territoire génèrent des retombées directes pour l'hôtellerie, la restauration, les transports, les commerces et l'ensemble des prestataires événementiels.

L'année 2025 a été marquée par plusieurs événements majeurs :
- Annecy Live Surgery ;
- CORESTA ;
- Université du CAUE ;
- Triathlon International du Lac d'Annecy.

Le tourisme d'affaires reste un levier stratégique important qui :
- favorise la désaisonnalisation ;
- génère des retombées économiques importantes ;
- valorise le dynamisme économique du territoire ;
- attire une clientèle à forte valeur ajoutée.

La participation à des salons professionnels comme Heavent Paris permet de renforcer la visibilité de la destination sur le marché du tourisme d'affaires et de développer de nouveaux contacts qualifiés.

Perspectives 2026

Les priorités identifiées pour 2026 concernent :
- la consolidation de la SPL Grand Annecy Tourisme ;
- le développement du tourisme responsable ;
- la structuration de la data touristique ;
- le renforcement du tourisme d'affaires ;
- la montée en puissance des outils digitaux ;
- la poursuite de la désaisonnalisation.

En complément du soutien aux filières d'excellence du territoire, une réflexion a été engagée sur la structuration de nouvelles activités, notamment dans le domaine de la santé ainsi que dans des secteurs d'avenir comme le spatial. Cette démarche de prospection se poursuivra en 2026.

IV.6 | Développement touristique

IV.6.1 TOURISME DURABLE

Missions

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, le Grand Annecy a fait du tourisme le deuxième pilier de l'économie locale et ambitionne d'accompagner ce secteur dans sa transition vers un tourisme durable. Pour ce faire, le Grand Annecy a adopté en mars 2023 un Schéma de développement touristique durable pour la période 2023-2027.

Cette stratégie touristique durable repose sur quatre objectifs :
- équilibrer les retombées économiques, le bien-être des personnes et les conséquences environnementales ;
- mettre en place une gestion organisée du tourisme prenant en considération l'ensemble des acteurs ;
- accompagner les professionnels et visiteurs dans une démarche d'amélioration qualitative et durable des pratiques ;
- accompagner l'adaptation des pratiques des professionnels et des visiteurs.

Moyens

Une cheffe de projet (0,8 ETP) est en charge des projets du territoire sur la thématique tourisme durable.

Budget initialement prévu :
- 2023 : 380 000€
- 2024 : 2 455 000€
- 025 : 1 780 000€
- 2026 : 530 000€
- 2027 : 580 000€

Total : 5 725 000€

Bilan 2025

- Axe 1 – Garantir la durabilité de l'activité touristique

  Suivi de l'accompagnement de la stratégie RSE de l'OT et du Centre des Congrès : réalisation du bilan carbone de l'OT/ Centre des Congrès, de la charte de l'acteur engagé.,

- Axe 2 – Conforter la filière outdoor en tant que moteur différenciant de l'attractivité et la notoriété
  > Duplication de l'expérimentation de l'outil de gestion des flux Affluences au Semnoz et à la passerelle de Cusy sur toute l'année 2025
  > Participation à Ordinary Project (OSV) pour former les athlètes des marques outdoor aux enjeux environnementaux/ sociaux afin d'inspirer leurs communautés de pratiquants
  > Travail en transversalité avec les directions Environnement/ Aménagement sur le Schéma Directeur de Sensibilisation à la Nature, la gestion de manifestations sportives dans le Veyrier, le déploiement d'écogardes au Veyrier et au Semnoz, le Schéma Directeur Départemental de la Randonnée et celui spécifique au VTT.

- Axe 3 – Diversifier l'offre touristique pour capter de nouvelles clientèles et augmenter la durée de séjour
  > En 2025, 2e participation à l'événement de tourisme de découverte économique Com' Les Pros
  > Réalisation d'une étude de fréquentation estivale de la destination Grand Annecy sur l'été 2025

- Axe 4 – Conforter la filière tourisme d'affaires et devenir une destination éco-responsable exemplaire
  > Après l'acquisition en 2024 d'un calculateur d'empreinte carbone événementielle Climeet, l'année 2025 a été consacrée à son déploiement auprès de nouveaux organisateurs d'évènements.
  > Réunions avec le groupe de travail sur les éco-événements composé d'organisateurs d'événements

Perspectives 2026

- Axe 1 – Garantir la durabilité de l'activité touristique

  Poursuite de l'accompagnement de la stratégie RSE de l'OT et du Centre des Congrès : charte des acteurs engagés de l'OT, charte du visiteur...

- Axe 2 – Conforter la filière outdoor en tant que moteur différenciant de l'attractivité et la notoriété
  > Reconduction de l'outil de gestion des flux Affluences au Semnoz et dans les gorges du Chéran et potentiel déploiement du dispositif sur d'autres sites.
  > Poursuite des travaux transversaux avec les directions Environnement / Aménagement.

- Axe 3 – Diversifier l'offre touristique pour capter de nouvelles clientèles et augmenter la durée de séjour
  > Poursuite de la participation à Com' les Pros 2026 et accompagnement d'entreprises voulant organiser des visites (Entreprises et Découverte)
  > Réflexion mutualisée avec l'OT, le CDT Haute-Savoie Mont Blanc, autres partenaires sur la mise en place d'un observatoire économique/touristique

- Axe 4 – Conforter la filière tourisme d'affaires et devenir une destination éco-responsable exemplaire

  Suivi et déploiement des 3 outils : guide des événements éco-responsables, annuaire des prestataires éco-responsables, Climeet

IV.6.2 VILLAGE VACANCES PRÉ DU LAC – TERNELIA

Missions

Le village de vacances « Pré du Lac » se situe à Saint-Jorioz. Le terrain a été acquis en 2006 par la Communauté de Commune de la Rive Gauche, une délégation de service public (DSP) a été approuvée pour 25 ans, adossée à un bail emphytéotique. Depuis 2010, l'association Ternélia assure la gestion et la restauration du village de vacances :
- Capacité d'accueil : 240 lits (120 chambres), 14 salles de séminaires - un restaurant de plus de 130 couverts ;
- 23 salariés en pleine saison / 15 à l'année avec un chantier d'insertion qui accueille 7 personnes.

Deux conventions lient le GA à Ternélia jusqu'à 2040 :
- un contrat de concession de travaux (DSP) confiant à l'association la gestion du village vacances et la restructuration d'une partie des installations touristiques de ce village.
- un bail emphytéotique administratif (BEA) qui confère à l'association un droit réel immobilier sur les biens loués.



Du fait des nouvelles contraintes réglementaires, de l'évolution de la demande en matière d'hébergements et de l'hétérogénéité des bâtiments dont certains ne correspondent plus aux standards actuels, l'offre du village de vacances doit être adaptée et des travaux ont été lancés :

- rénovation du Bâtiment La Ferme, avec création de 8 logements pour les saisonniers ;
- démolition du bâtiment le Parmelan et construction d'habitats dispersés, type cottages (7 groupements de 10 chambres).

De par sa compétence tourisme, le Grand Annecy est propriétaire d'un Village Vacances pour lequel il a délégué l'exploitation à une association : Ternelia jusqu'en 2040. A ce titre, l'association porte des travaux de rénovation afin de mettre en conformité certains bâtiments, améliorer le confort des hébergements et accroître la capacité d'accueil du site.

Moyens

Le service Tourisme du Grand Annecy s'assure du suivi de la DSP et du bail emphytéotique.

Bilan 2025

Du fait des nouvelles contraintes réglementaires applicables, de l'évolution de la demande, mais également de l'hétérogénéité des bâtiments dont certains ne correspondent plus aux standards actuels, l'offre d'hébergement au sein du village de vacances doit être adaptée.

Les travaux ont démarré en 2025 avec la restauration du bâtiment La Ferme, qui comprend notamment les logements des saisonniers et du personnel permanent ainsi que les bureaux de l'association.

Un ancien transformateur privé (hors normes) a été démoli et remplacé, et les lignes aérienne enterrées.

Le projet de rénovation démarré en 2025 a mis en lumière des problématiques (amiante, vétusté sous évaluées) générant un surcoût important.

Perspectives 2026

En 2026, démarrage de la démolition du bâtiment le Parmelan et implantation d'hébergements dispersés de type « cottages » offrant, à nombre de lits constant, un confort identique aux autres hébergements présents dans le village vacances. Cette transformation vise également à répondre au décret tertiaire, en permettant l'arrêt de l'utilisation de la chaudière au fioul, avec chauffage et production d'eau chaude individualisé par logement (contre un chauffage central actuellement) pour offrir une grande flexibilité et une maitrise énergétique optimum.

IV.6.3 ANNECY MOUNTAINS

Missions

Annecy Mountains est une démarche de coopération permettant de fédérer les territoires du Grand Annecy, des Sources du Lac d'Annecy et des Vallées de Thônes/ Massif des Aravis, et la réalisation de projets communs en lien avec développement de la filière touristique.

Les missions d'Annecy Mountains, en collaboration avec les Offices de Tourisme des territoires, sont de :

- travailler collectivement sur la structuration de l'offre touristique pour faciliter l'expérience du client ;
- mutualiser des budgets pour des outils et des opérations de promotion ;
- informer et communiquer sur l'offre auprès des clientèles et des professionnels.

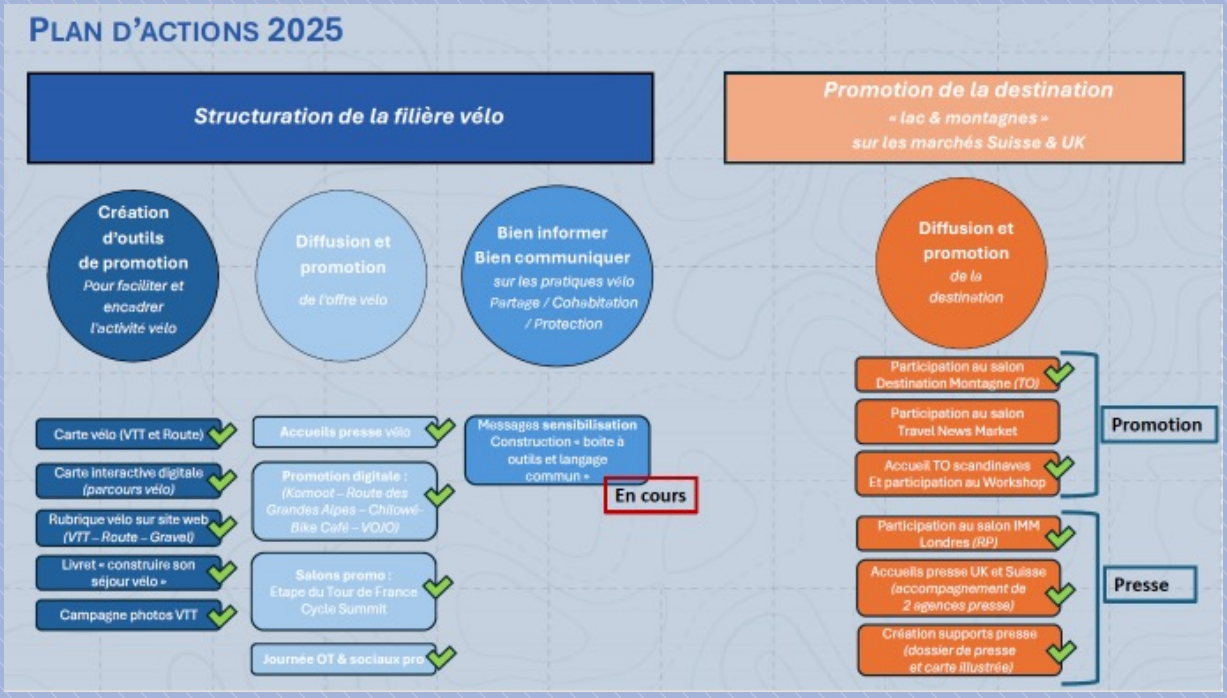
Les partenaires du projet s'accordent sur une stratégie commune pour la période 2024-2026 :

- structuration de la filière vélo : le collectif Annecy Mountains œuvre ainsi sur la filière "grand air" avec comme thématique principale : le deux-roues, dans toutes ses composantes (non motorisé) ;
- promotion de la destination « lac- montagnes » sur des marchés européens de proximité.

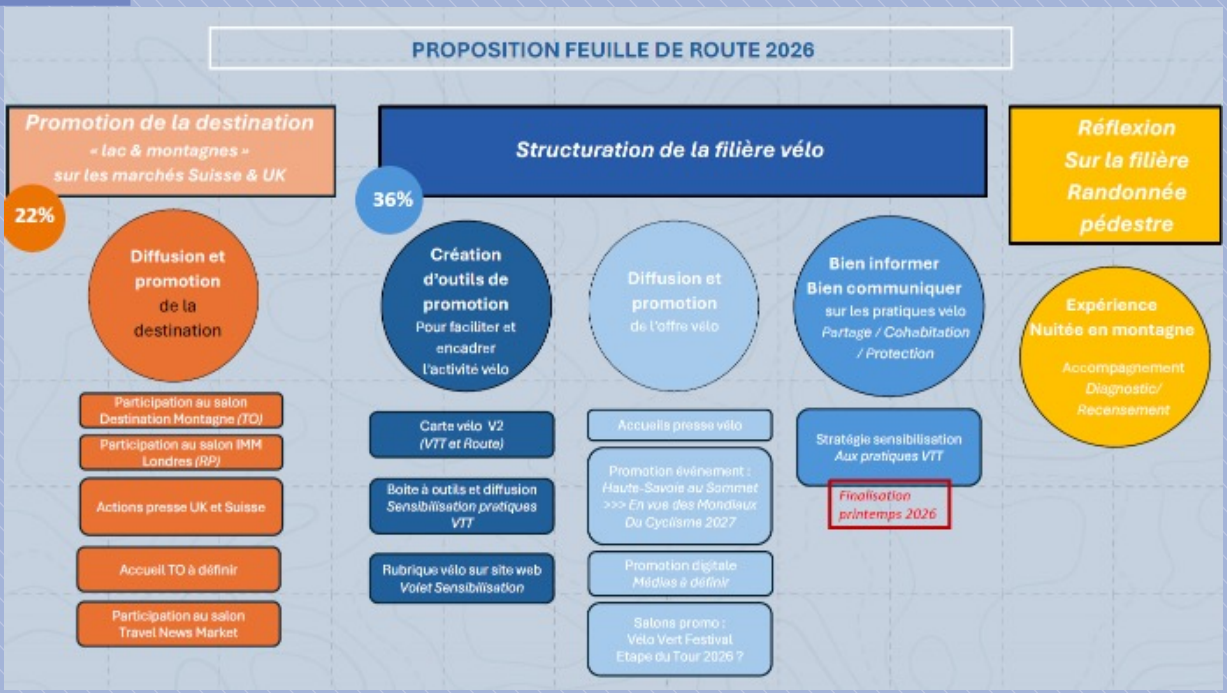
Moyens

Le budget annuel pour la période 2024-2026 dédié au projet Annecy Mountains s'élève à 267 000 €/an. La participation financière annuelle du Grand Annecy est de 187 567,50 €, soit 70,25 % de la contribution totale.
Une chargée de mission (1 ETP), embauchée par la Communauté de Communes des Vallées de Thônes qui est la structure porteuse du projet pour le compte du collectif, coordonne l'ensemble de la démarche Annecy Mountains.
Au niveau administratif, la convention triennale liant le Grand Annecy, la Communauté de communes de la Vallée de Thônes et la Communauté de Communes des Sources du Lac d'Annecy arrivera à échéance au 31 décembre 2026, les élus des 3 territoires vont devoir arbitrer sur la reconduction ou non de ce collectif Annecy Mountains.

BILAN 2025



PERSPECTIVES 2026



IV.6.4 MOBIBAIL

Missions

Création d'un outil numérique – gratuit et simple d'utilisation - de mise en relation des meublés de tourisme et des locataires pour une courte durée avec trois objectifs :

- au niveau touristique : réduire l'offre de locations saisonnières touristiques / réduire la concurrence pour le secteur hôtelier ;
- au niveau habitat : remettre des biens dans le parc locatif ;
- au niveau économique : offrir aux entreprises une solution de logement pour leurs salariés en CDD, périodes d'essai, aux saisonniers, stagiaires, alternants.

A partir de la plateforme Décla'loc du Grand Annecy sur laquelle les loueurs de meublés ont l'obligation de se déclarer, création d'une passerelle vers Mobi Bail avec les mêmes identifiants et mots de passe.

Moyens

Coût annuel de 3 204 € /an.

Bilan 2025

5 681 personnes inscrites sur la plateforme dont 5 317 demandeurs (75%) et 364 hébergeurs (25%).
428 hébergements proposés sur le territoire (70% des biens situés sur la commune d'Annecy).
En moyenne, la durée de location demandée est de 5 mois et 12 jours.
Parmi les logements proposés, 82% sont des studios, 3% des T1, 8% sont des T2, 4% sont des T3, 2% sont des T4 et 1% sont des T5.
Une solution appréciée des hébergeurs et demandeurs de logements : « le principe est intéressant » ; « cela reste une très bonne idée dans un contexte tendu pour l'immobilier ».

Perspectives 2026

Dans le contexte de la nouvelle règlementation adoptée par l'Agglomération du Grand Annecy en février 2025 en faveur de la régulation des meublés de tourisme, le dispositif sera maintenu pour l'année 2026. En cas de non-attribution d'une autorisation de changement d'usage, louer son bien via Mobibail peut être une alternative.

IV.6.5 BAGAGERIE CASEBOOK

Missions

Le Grand Annecy a souhaité expérimenter la mise en place d'une bagagerie connectée en libre-service à destination des visiteurs et des habitants.

La bagagerie est composée de 10 casiers accessibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Elle est située à Bonlieu et fonctionne depuis le 1er juillet 2021.

Les tarifs sont les suivants :
- 1,5 euro / heure
- 10 euros / journée

La bagagerie a très rapidement généré un grand nombre de locations lors de sa mise en place et les 3 années qui ont suivi (de 2021 à 2024). L'année 2025 a vu une baisse significative du nombre des locations et 2025 conforte également cette tendance.

Les retours des usagers restent néanmoins très positifs.

Moyens

Coût annuel pour 2025 : 10 664 €

RAPPELS

Casebook est un réseau de bagageries connectées au service du tourisme et de la mobilité pour les collectivités locales et les acteurs privés

TOURISME

Améliorer l'accueil de vos visiteurs, promouvoir vos sites et offrir la liberté de profiter des activités locales

MOBILITE

Favoriser les modes de déplacements durables et répondre aux enjeux environnementaux liés aux transports

ECONOMIE

Optimiser l'attractivité de vos commerces et participer au développement économique local par l'apport de services innovants (Shop&Collect)



RAPPELS

Concept: bagagerie connectée, 7j/7 et 24h/24

- Permet d'améliorer l'accueil et la qualité de la visite
- Réservation en ligne ou directement à la borne



Bagagerie Bonlieu, chiffres 2025

- Nombre de locations : 1729
- Nombre d'heures d'utilisation : 8669,98
- Chiffre d'affaire : 8475 € TTC

Perspectives 2026

Une convention de location pour 3 ans a été renouvelée avec Casebook, du 20 juin 2024 au 19 juin 2027. Les résultats de 2025 étant pour la première fois déficitaires et le contrat arrivant à échéance en juin 2027, la question du maintien de la bagagerie va se poser.

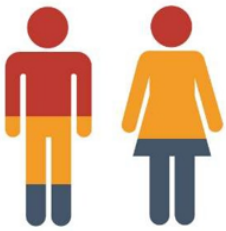


IV.6.6 L'OFFICE DE TOURISME DU LAC D'ANNECY

Missions



L'équipe de l'OT



7 hommes 17 femmes

	Homme	Femme	Total	Cadres	Agents de Maîtrise	Employés
CDI	7	17	24	5	12	7
CDD* /saisonniers	3	10	13			
Alternance		1	1			

**CDD remplacements congés maternité et arrêts maladie*

Service Accueil

Nos bureaux d'information touristique :

3 ouverts à l'année : Annecy – Veyrier-du-Lac et Saint-Jorioz

Le BIT de Talloires-Montmin de mi avril à fin octobre

2 BIT saisonniers ouverts en juillet et août Duingt et Menthon-Saint-Bernard

1 BIT à Alby-sur-Chéran 3 mois de fin juin à fin septembre



10 salariés à l'année + renfort de saisonniers durant la saison estivale

Fréquentation et accueil

L'Office de Tourisme a traité 88 830 demandes d'information et accueilli 162 026 visiteurs dans les différents bureaux d'information touristique. Par rapport à 2024, les indicateurs sont orientés à la baisse :
> -6 % de demandes ;
> -10 % de fréquentation physique des BIT.

Cette tendance traduit principalement :
- la montée des usages numériques ;
- l'autonomisation des visiteurs ;
- l'évolution des comportements touristiques.

Les visiteurs français représentent 74 % des demandes, devant :
- le Royaume-Uni ;
- l'Allemagne ;
- la Belgique.

Les demandes portent majoritairement sur :
- la randonnée ;
- les balades ;
- le cyclotourisme ;
- les croisières.

La fréquentation reste très concentrée entre juin et septembre avec un pic très marqué en août.

Analyse des Bureaux d'Information Touristique (BIT)

Le BIT d'Annecy reste largement dominant avec près de 130 000 visiteurs accueillis. Sa position centrale et sa visibilité en cœur de ville en font la principale porte d'entrée touristique du territoire.

Les bureaux de Talloires, Saint-Jorioz et Veyrier-du-Lac jouent quant à eux un rôle de maillage territorial. Ils permettent d'assurer une présence touristique de proximité auprès des visiteurs présents autour du lac.

Répartition des accueils :
- Annecy : 129 965 visiteurs (-9 %) ;
- Talloires : 11 492 visiteurs (-14 %) ;
- Saint-Jorioz : 10 998 visiteurs (-16 %) ;
- Veyrier-du-Lac : 8 306 visiteurs (-7 %).

Ces résultats traduisent plusieurs phénomènes :
- concentration des flux touristiques,
- recul progressif des accueils physiques,
- difficulté à répartir la fréquentation sur l'ensemble du territoire,
- montée des usages digitaux.

Ces évolutions imposent une réflexion sur :
- le rôle futur des BIT ;
- les services à forte valeur ajoutée ;
- l'accompagnement personnalisé des visiteurs.

Les évolutions de fréquentation observées sur certains bureaux doivent être mises en perspective avec l'essor du numérique. De nombreux visiteurs utilisent désormais les outils digitaux pour préparer leur séjour et consulter les informations pratiques. Néanmoins, les bureaux physiques restent essentiels pour répondre aux demandes complexes, orienter les visiteurs vers les activités locales et assurer une médiation touristique qualitative. Ils constituent également un outil important d'observation des attentes et comportements des clientèles.

La forte saisonnalité de l'activité nécessite une organisation importante des équipes, notamment entre juin et septembre où l'activité atteint son niveau maximal.

Moyens

Le budget 2025 de l'Office de tourisme s'élève à environ 3,3 millions d'euros.

Le Grand Annecy a versé à l'OT en subvention, 2 450 000 euros (dont 150 000€ en investissement), ce qui représente 74% du budget de l'OT.

L'année 2025 confirme l'attractivité exceptionnelle du Lac d'Annecy mais révèle également les mutations profondes auxquelles le tourisme doit désormais faire face.

Les résultats restent globalement solides grâce :
- à la dynamique événementielle,
- à la performance digitale,
- à la notoriété du territoire.

Toutefois, les tensions observées imposent une approche plus équilibrée et durable du développement touristique. L'enjeu des prochaines années sera de préserver la qualité de vie, l'attractivité économique et l'excellence touristique du territoire dans un contexte de transformation profonde des usages et des attentes.

Perspectives 2026

Les priorités identifiées pour 2026 concernent ;
- la consolidation de la SPL Grand Annecy Tourisme ;
- le développement du tourisme responsable ;
- la structuration de la data touristique ;
- le renforcement du tourisme d'affaires ;
- la montée en puissance des outils digitaux ;
- la poursuite de la désaisonnalisation.

Le territoire dispose d'atouts majeurs mais devra composer avec :
- les enjeux climatiques ;
- les attentes sociétales ;
- la pression sur les espaces naturels ;
- la concurrence croissante entre destinations.

IV.6.7 GESTION DE LA TAXE DE SÉJOUR D'AGGLOMÉRATION

Mission

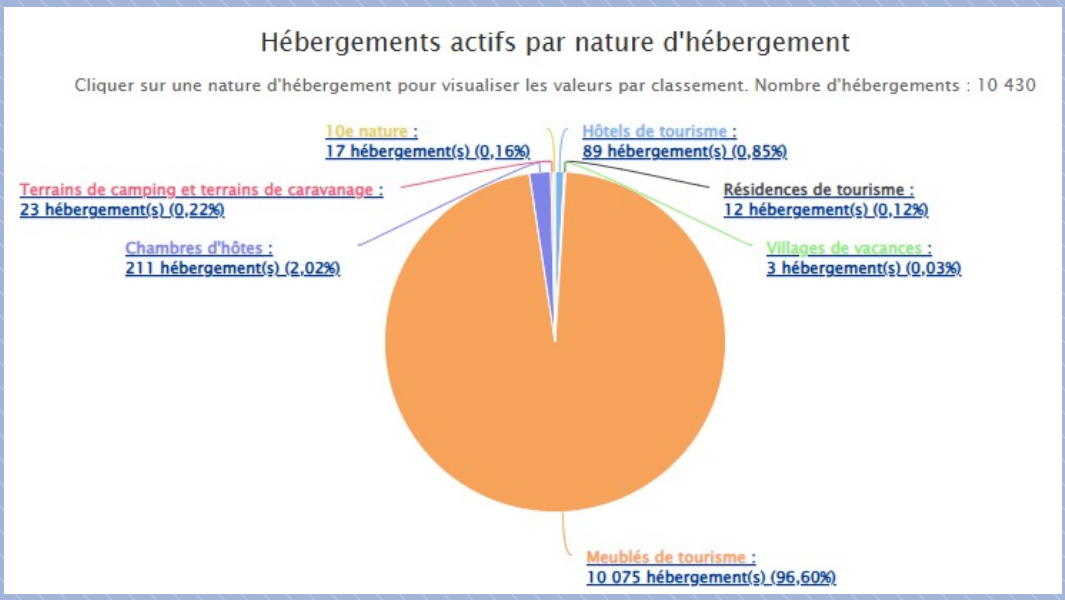
Le Grand Annecy assure la gestion de la taxe de séjour à l'échelle des 34 communes et gère également l'information et la relation avec les usagers par téléphone, rendez-vous et emails. La politique tarifaire relève également de la compétence du Grand Annecy.

La mise en œuvre d'une taxe de séjour à l'échelle de l'agglomération a été validée en décembre 2011 et a été effective au 1er janvier 2012.

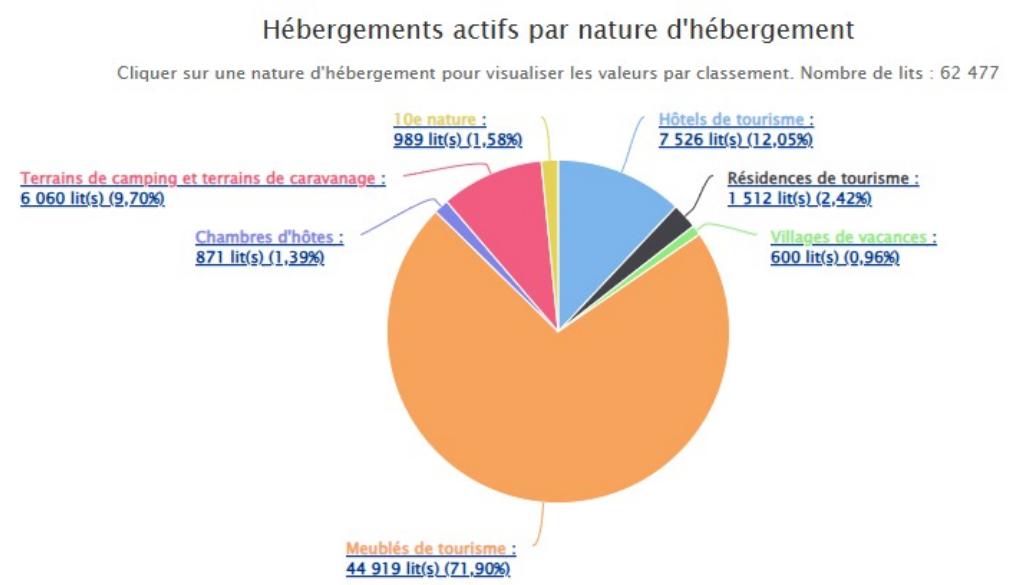
En 2017, il a fallu intégrer les 4 intercommunalités qui ont rejoint le Grand Annecy et donc référencer l'ensemble de ces nouveaux hébergeurs pour les intégrer à la plateforme de déclaration et de gestion de la taxe de séjour gérée par le Grand Annecy. Par ailleurs, le choix a été fait de modifier les modalités de collecte en étendant cette collecte sur toute l'année et au réel pour l'ensemble des hébergeurs.

Lors du conseil d'Agglomération du 26 juin 2025, les élus ont validé l'homogénéisation des tarifs de la taxe de séjour à partir du 1er janvier 2026 afin que le montant maximum autorisé soit appliqué sur l'ensemble des catégories d'hébergement touristique.

EN 2025, LE GRAND ANNECY RECENSE 10 430 HÉBERGEMENTS TOURISTIQUES RÉPARTIS DE LA FAÇON SUIVANTE :



(SUITE)



Le montant de la recette reversée au Grand Annecy en 2025 s'élève à quasiment 4 000 000 €.

Moyens

Un seul ETP assure le suivi de la gestion de la taxe de séjour, informe les usagers et gère la régie. Le sujet étant fortement impliqué à la problématique des meublés de tourisme, c'est également cet ETP qui renseigne les usagers sur le changement d'usage et toute la règlementation liée aux meublés de tourisme.

Perspectives 2026

La délibération modifiant les tarifs de taxe de séjour va s'appliquer à partir du 1er janvier 2026, un bilan sera effectuée afin d'étudier si la hausse des tarifs compense la diminution des meublés de tourisme du fait de la mise en œuvre de la réglementation visant à réguler leur évolution.

IV.6.7 CHANGEMENT D'USAGE ET NUMÉRO D'ENREGISTREMENT

Missions

En 2018, les élus du Grand Annecy ont validé la mise en œuvre du changement d'usage pour les locations touristiques, phase nécessaire permettant dans un second temps de rendre obligatoire le numéro d'enregistrement à toute location saisonnière, y compris les locations de courte durée de résidences principales.

Depuis 2019, une plateforme dédiée pour délivrer le numéro d'enregistrement est en place et un module permettant de générer les autorisations pour le changement d'usage est opérationnel.

Depuis l'année 2021, une collaboration avec une avocate spécialisée sur le sujet a permis de travailler sur un projet de règlements à plusieurs niveaux avec la définition de critères plus ou moins souples selon la situation des communes.

En 2025, un travail d'élaboration de nouveaux règlements a été lancé avec l'avocate et les communes avec l'objectif de redélibérer dans l'année. Un travail de fond a également été mené avec l'avocate afin d'actualiser les données justifiant la pénurie de logements sur le Grand Annecy et la difficulté de se loger.

Ces travaux, intégrant également les évolutions réglementaires de la loi Le Meur de novembre 2024, ont permis l'élaboration et la validation lors du conseil d'Agglomération du 23 février 2025 de nouveaux règlements visant à encadrer l'activité des locations saisonnières touristiques.



IV.7 | Développement de l'enseignement supérieur et de la recherche

Missions

Le Grand Annecy réunit une offre importante de formations supérieures dans des secteurs variés et tournés vers les besoins des entreprises. Le campus de l'Université Savoie Mont-Blanc (USMB) à Annecy-le-Vieux compte ainsi près de 5 000 étudiants, et l'agglomération en compte environ 10 000, toutes formations confondues, ce qui en fait le 3e pôle d'Enseignement Supérieur de l'académie de Grenoble.

Le Grand Annecy a fait le choix de conduire une politique en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche volontariste dans le but de créer des conditions propices à la diffusion de la connaissance, à l'innovation et aux transferts de technologie.

Cette stratégie se décline autour de deux principaux axes : développer des synergies entre le monde universitaire et le monde économique pour favoriser l'émergence de formations et de projets de recherche adaptés aux besoins des entreprises du territoire et conduire, en partenariat avec les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, des projets d'aménagement afin de développer des infrastructures et équipements adaptés aux besoins des étudiants, des enseignants et des chercheurs.

Moyens

Une chargée de mission (1 ETP) est en charge des projets du territoire sur la thématique enseignement supérieur et recherche. Une apprentie a été recrutée à la rentrée 2024 pour deux ans.

Bilan

Chiffres clés

On recense sur le territoire 10 000 étudiants et 250 formations post-bac.

En 2025, le Grand Annecy apporte, au titre de l'enseignement supérieur et de la recherche, un soutien financier direct à une quinzaine de formations, 3 associations, 1 fondation et 2 chaires.

Le Grand Annecy pilote par ailleurs 4 opérations bâtimentaires.

L'offre de formations du territoire

Recensement de l'offre de formations : l'ensemble des formations post-bac proposées par les établissements de formation publics et privés présents sur le territoire sont recensés et consultables sur le site internet de l'agglomération : https://www.grandannecy.fr/annuaires/formations.

Université Savoie Mont Blanc : propose une offre de formation pluridisciplinaire reconnue à l'international, allant des cursus courts aux diplômes universitaires, d'ingénieurs et doctorats, accessibles en formation initiale, continue, alternance ou VAE, sur site ou à distance. Implantée sur trois campus, dont le campus d'Annecy-le-Vieux, elle offre un cadre d'études attractif et entretient des liens étroits avec les acteurs socio-économiques, contribuant pleinement à la dynamique régionale.

Le Grand Annecy considère l'USMB comme un partenaire privilégié et a soutenu en 2025 deux projets portés par les composantes de l'USMB : le développement d'un vélo caréné et la participation à une compétition internationale, en lien avec une formation de l'IUT et le développement d'un banc d'essai moteur électrique pour Polytech.

Club des Entreprises de l'Université Savoie Mont Blanc : association d'intérêt général, partenaire de l'Université Savoie Mont Blanc, la vocation du Club des Entreprises est de connecter entreprises & université. Il regroupe 100 membres entreprises et institutions, dont le Grand Annecy qui lui apporte un soutien financier, et plus de 1000 partenaires. Ses missions portent sur la professionnalisation de l'enseignement, l'insertion professionnelle des étudiants et la mise en relation grâce à des événements transversaux. Le Grand Annecy soutient les actions du club à travers une subvention de fonctionnement annuelle, dont la convention a été renouvelée en 2025 pour trois ans.

Formations supérieures « sport outdoor » : afin de répondre aux besoins en main d'œuvre qualifiée des entreprises du territoire dans la filière sport outdoor, l'association OSV a créé en partenariat avec l'IUT d'Annecy des licences professionnelles, entièrement dispensées en anglais. Le Grand Annecy a renouvelé en 2025, via une convention d'une durée d'un an, son soutien financier à deux formations : le Bachelor «Outdoor Softgoods Design & Development» et le Bachelor « Outdoor Marketing & Communication ».

Formations supérieures « image et création numérique » : ce pôle de formations supérieures couvre les trois types de compétences nécessaires au développement d'activités dans la filière de l'image et des industries créatives : technologiques, créatives et artistiques, commerciales et managériales, dont certaines sous la marque « GOBELINS Paris Campus Annecy », référence mondiale en animation et graphisme. Accueillies gratuitement depuis 2018 aux Papeteries – Image Factory à Cran-Gevrier, elles ont été renforcées en 2025 par de nouveaux espaces acquis par le Grand Annecy et dédiés au bachelor « animateur de personnage 3D » de l'école GOBELINS Paris, géré en partenariat avec CITIA. Le Grand Annecy verse par ailleurs une subvention de fonctionnement à CITIA pour cette formation.

École Supérieure d'Arts Annecy Alpes : établissement public de coopération culturelle à caractère administratif qui dispense des enseignements conduisant à des diplômes de niveau bac+3 à bac+8 en art et en design. Le Grand Annecy, membre de cet EPCC, met à disposition à titre gracieux les locaux dans lesquels est établie l'école et verse chaque année à l'école une contribution à son fonctionnement.

L'Agglomération pilote également le projet de réhabilitation des locaux de l'école, qui s'insère dans le projet « Marquisats – grand site créatif » visant à renforcer et valoriser la qualité du site de la rive gauche du lac d'Annecy. Cette architecture moderniste emblématique, labellisée « architecture contemporaine remarquable » et inscrite au patrimoine au titre des monuments historiques, utilise des matériaux bruts qui nécessitent d'être restaurés. Cette réhabilitation est également l'occasion de renouveler les usages du site des Marquisats où existait jusqu'à

1993 une des plus importantes MJC de France, en repensant les connexions architecturales et les espaces communs avec les autres acteurs du site. L'Etat, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de la Haute-Savoie apportent leur soutien financier à ce projet d'envergure.

Les marchés de travaux ont été notifiés en 2025, la livraison des bâtiments rénovés est prévue en 2028.

L'aménagement du campus universitaire d'Annecy le Vieux

Le Grand Annecy porte l'ambition de faire du campus d'Annecy un modèle en terme de développement durable. L'Agglomération est par ailleurs membre de l'Alliance Savoie Mont Blanc labellisée « Campus Durable en ville durable » (dispositif « Agir Ensemble »). Le projet de recyclerie présenté par cette alliance a obtenu le prix du meilleur projet innovant 2024.

Prospective d'aménagement du campus : un groupe de concertation réunissant les acteurs du campus universitaire d'Annecy-le-Vieux est piloté par l'Agglomération pour la mise en œuvre du schéma d'aménagement du campus universitaire. Ce plan guide propose de grandes orientations pour l'aménagement du campus et des prescriptions opérationnelles d'aménagement. Il a été traduit en une OAP intégrée au PLUi-HMB approuvée en 2025.

MAPI : Le Grand Annecy a participé à l'implantation de la MAPI, bâtiment d'enseignement supérieur d'une capacité de 900 étudiants destiné à l'USMB, par le transfert à l'Etat du foncier. La construction de ce bâtiment a été initiée en 2024, la livraison est prévue à la rentrée 2027.

INSPE : l'implantation de l'INSPE (formation des enseignants) est prévue sur le campus d'Annecy-le-Vieux dans un bâtiment neuf. Le Grand Annecy porterait la maitrise d'ouvrage du futur bâtiment. Le programme de l'opération est en cours de rédaction.

Complexe sportif du Bray : L'Agglomération pilote la reconstruction d'un complexe sportif sur le campus universitaire d'Annecy-le-Vieux. Cet espace doit permettre de disposer d'un équipement sportif réellement adapté aux besoins des athlètes, de conserver la possibilité d'accueil des scolaires, de s'inscrire dans les orientations de développement durable de l'agglomération, de simplifier le fonctionnement de l'établissement. Les travaux sont actuellement à l'arrêt, une procédure de référé-expertise est en cours. L'identification des solutions réparatoires est en cours.

Ferme Desailloud / Ballansat : Le Grand Annecy est propriétaire de cette ancienne ferme mitoyenne actuellement dédiée à l'accueil temporaire d'équipements et activités sportives. L'Agglomération porte un projet de réhabilitation de ce bâtiment pour, dans un premier temps, pallier le manque d'infrastructures sportives dans l'attente de la livraison du gymnase du Bray puis, développer un espace de vie étudiante sur le campus. Le programme de l'opération est en cours de rédaction.

L'offre en logements étudiant sur le territoire

Le parc locatif dédié aux étudiants est en hausse, mais le besoin en logements reste grandissant face à la tension du parc locatif ordinaire. Pour y répondre, le Grand Annecy soutient la construction de logements étudiants et participe au déploiement de services ayant pour objectif de faciliter la recherche de logements par les étudiants.

La construction sur le campus d'une résidence universitaire CROUS de 298 logements a démarré en 2024 avec le soutien financier du Grand Annecy. L'ouverture est prévue courant 2026.

Le soutien à la recherche

Fondation USMB : Le Grand Annecy est membre fondateur de la Fondation USMB et a renouvelé en 2025 son engagement pour le cycle 2026-2031. Fondation partenariale abritante, cette instance privée a vocation à soutenir sur le territoire l'innovation en matière environnementale, sociétale ou organisationnelle, par la recherche universitaire, en partenariat avec les collectivités et les entreprises. Elle soutient l'amorçage de projets de R&D et portent des chaires de recherche partenariales.

Le soutien du Grand Annecy à la Fondation est complété par un soutien ciblé à certaines chaires de recherche :

- Chaire CLEE (ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE), a pour ambition de développer des modèles, outils, méthodes et formations pour aider la transition environnementale des entreprises et soutenir une nouvelle économie durable et respectueuse dans des secteurs variés ;
- Chaire BEST (BIEN ÊTRE ET SANTÉ MENTALE), pour la période 2025-2028, qui vise à œuvrer pour la recherche et l'innovation en santé mentale.

Chaire de professeur junior : cette voix de pré-titularisation dans un corps de professeur d'université ou de directeur de recherche permet d'accéder à une titularisation à l'issue d'une période maximale de 4 ans. La chaire de professeur junior soutenue par le Grand Annecy pour la période 2022-2025 est portée par le LAPP (Laboratoire d'Annecy de Physique des Particules) et Polytech.

Plateforme « MUST » : Méso-centre de calcul scientifique et de stockage des données situé sur le campus d'Annecy-le-Vieux, dans la Maison de la Mécatronique, cette plateforme a été mise en place en 2007 par l'USMB et le CNRS. Elle contribue à l'exploitation des données scientifiques issues de l'accélérateur de particules et bénéficie de subventions d'investissement ponctuelles pour son renforcement.

Perspectives 2026

En 2026, la mise en œuvre des opérations d'investissement devrait se poursuivre : réhabilitation de l'ESAAA, maitrise d'œuvre pour la construction du bâtiment neuf destiné à accueillir l'INSPE, aménagement de la ferme Desailloud / Ballansat sur le campus. L'achèvement de l'expertise en cours portant sur le gymnase du Bray est par ailleurs espéré en 2026.



IV.8 | Économie sociale et solidaire

Missions

L'économie sociale et solidaire (ESS) est une alternative au mode d'entreprendre actuel, proposant une autre façon de faire de l'économie ; soucieuse de ses responsabilités sociétales, de la qualité des emplois locaux qu'elle crée et de son impact environnemental.

A l'échelle de l'Agglomération, l'ESS représente une composante importante de l'économie de proximité, soit 9,4 % des établissements de l'agglomération et 8,6 % des salariés du territoire. L'ESS, par sa dimension transversale, est notamment présente sur le territoire dans les filières suivantes : insertion, tourisme, économie circulaire, environnement, alimentation, industrie, artisanat, énergie etc.

Les enjeux fondamentaux du Grand Annecy en matière d'ESS reposent sur quatre objectifs :

- mobiliser les acteurs : impliquer les différentes parties prenantes, ce comprenant les acteurs historiques de l'ESS, les entreprises, les pouvoirs publics et les citoyens, pour créer des synergies d'actions et de coopérations.
- favoriser l'entrepreneuriat social : encourager l'émergence et le soutien aux entreprises cherchant à allier développement économique et impact social et environnemental.
- soutenir l'innovation sociale : encourager le développement d'initiatives sociales et environnementales innovantes afin de répondre aux défis du territoire.
- renforcer la visibilité et la reconnaissance : sensibiliser l'ensemble des acteurs du territoire, publics et privés sur l'importance de l'ESS et de son rôle sur le territoire.

Moyens

Une cheffe de projet (0,2 ETP) est en charge des projets du territoire sur la thématique ESS.

Elaboration d'une feuille de route ESS du Grand Annecy 2023-2027 adoptée en décembre 2023.

Elaboration d'une convention de partenariat avec l'association ESS'TEAM Savoie Mont Blanc pour le déploiement des actions ESS sur le territoire du Grand Annecy. Subvention totale (4 ans) : 60 000€

Bilan 2025

1er octobre 2025 : présentation de l'ESS lors de la semaine du Développement Durable au Syane

Novembre 2025 : organisation du Mois de l'ESS avec 36 événements dans le Grand Annecy ;

Référencement de plus de 100 structures de l'ESS dans l'annuaire « Adr'ess 2 Savoie ».

Perspectives 2026

Des actions de promotion et de sensibilisation à l'ESS par le Grand Annecy et ESS'TEAM :

- recrutement d'acteurs de l'ESS comme partenaires du Pacte pour le Climat ;
- recrutement d'acteurs de l'ESS pour l'événement Com' Les Pros ;
- relai par le Grand Annecy de l'annuaire Adr'ESS 2 Savoie.

Un événement ESS phare sur le territoire du Grand Annecy proposé par ESS'TEAM sur la thématique prioritaire pour le Grand Annecy de la formation à la transition énergétique dans les métiers du bâtiment. Cet événement intègrera le prisme de l'emploi et du recrutement avec une mise en avant des métiers de ce secteur auprès du public jeune et des demandeurs d'emploi/ en reconversion.

Réflexion sur une Académie de l'ESS.

IV.9 | Innovation technologique

Missions

L'innovation technologique constitue un facteur clé de différenciation pour les entreprises. Elle représente un levier essentiel pour renforcer leur compétitivité et soutenir une croissance durable. Consciente de ces enjeux, le Grand Annecy déploie des actions afin de stimuler l'innovation sur son territoire.

Moyens

Ces actions se traduisent par un appui à l'USMB, à la création d'entreprises innovantes et aux filières d'excellence du territoire. Le Grand Annecy soutient également des partenaires comme La French Tech Alpes – Annecy, hébergée gratuitement dans le pôle entrepreneurial du Grand Annecy, Les Papeteries, dédiées aux industries créatives et images numériques, et le pôle de compétitivité Minalogic qui accompagne les entreprises dans leurs projets d'innovation et finance, ponctuellement, des programmes de recherche et développement.

Bilan 2025

La French Tech Alpes – Annecy

La dynamique French Tech impulsée par l'Etat depuis 2014 vise à faire de la France un pays attractif pour les jeunes pousses (start-up) innovantes qui veulent partir à la conquête des marchés internationaux et bâtir un avenir qui ait du sens. Au-delà de prôner l'innovation au travers de la culture start-up, ce mouvement vise à sensibiliser les élus, les écosystèmes et les citoyens aux enjeux sociaux et environnementaux du numérique et des nouvelles technologies. C'est La French Tech Alpes – Annecy qui porte cette démarche sur le territoire du Grand Annecy. Cette association adhère chaque année à l'association La French Tech



Crédit photo : La French Tech Alpes - Annecy

Alpes, lui permettant de bénéficier du label Capitale French Tech. La French Tech Alpes – Annecy a pour but de contribuer au développement de l'écosystème start-up du bassin annécien et de participer à la dynamique start-up à l'échelle du sillon alpin.

Le Grand Annecy soutient le mouvement French Tech initié sur le territoire depuis sa genèse.

Les principaux axes développés

À l'échelle du Grand Annecy

- Identification et suivi des start-up du territoire ;
- animation de ce réseau de start-up et, plus spécifiquement, des adhérents ;
- Participation aux comités et revues de projet du Pôle Entreprendre Grand Annecy ;
- Permanences au sein du pôle entrepreneurial Galiléo ;
- Accompagnement du dispositif régional Start-up&Go Emergence ;
- Collaboration avec les acteurs économiques du territoire ;
- Programmation événementielle : start-up café, apéro-tech, etc. ;
- Déploiement des dispositifs nationaux : French Tech Central, French Tech Tremplin et Je Choisis la French Tech.

À l'échelle du sillon alpin

- Participation au Panorama des start-up et des entreprises innovantes ;
- Participation au Guide de l'entrepreneur alpin innovant ;
- Participation à l'organisation de l'événement phare Le French Tech Summit qui a eu lieu pour la première fois sur le territoire du Grand Annecy en 2025. En effet, cette 4ème édition s'est déroulée le 3 juillet aux Pensières à Veyrier-du-Lac. Cet événement a rassemblé plus de 200 personnes lors de temps forts comme le Business Connect, la table ronde sur les JOP 2030 et l'innovation responsable, la conférence de Kévin Rolland, sans oublier les moments de réseautage qui ont permis aux acteurs de l'innovation alpine de tisser des liens.

Le Grand Annecy et La French Tech Alpes – Annecy ont convenu d'une solution de subventionnement des actions déployées par l'association participant à la stratégie de développement économique du Grand Annecy encadrée par une convention d'objectifs sur la période 2024-2027.



Crédit photo : La French Tech Alpes - Annecy

Minalogic

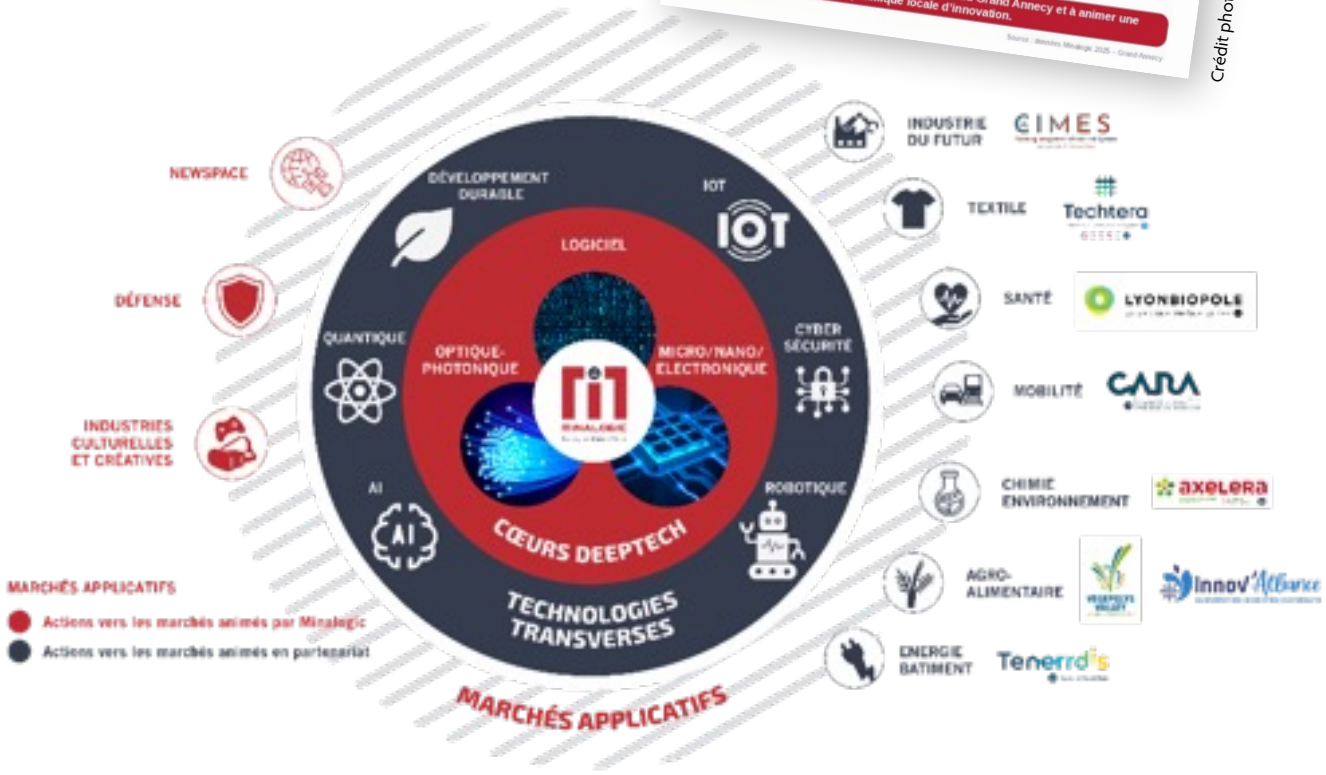
Minalogic est le pôle de compétitivité moteur de la transformation numérique en Auvergne-Rhône-Alpes, au service des enjeux stratégiques de réindustrialisation, de souveraineté nationale et de développement durable.

Minalogic se positionne sur douze thématiques :
- un cœur deeptech (microélectronique, photonique, logiciel),
- des technologies transverses (intelligence artificielle, cybersécurité, IoT, quantique, décarbonation, robotique),
- enfin, trois marchés applicatifs portés en propre (défense, newspace, industries culturelles et créatives).

Par essence, les technologies du numérique s'adressent à tous les marchés. Minalogic collabore ainsi avec l'ensemble des acteurs et pôles partenaires applicatifs de la région.



Crédit photo : Minalogic



Le Grand Annecy a participé à la genèse du pôle de compétitivité Minalogic et adhère donc à l'association qui le porte, Minalogic Auvergne-Rhône-Alpes, depuis sa création.

Les actions structurantes pour le territoire du Grand Annecy sont en lien avec les axes suivants :
- contribuer à animer l'écosystème, notamment industriel, en synergie avec le Grand Annecy et ses partenaires locaux ;
- accompagner les entreprises du territoire ;
  > sur les axes / thématiques suivant(e)s : montage de projets innovants, cybersécurité, intégration des technologies numériques, robotiques et d'intelligence artificielle, financement de l'innovation, accompagnement à la décarbonation, accompagnement à l'international...
  > faisant partie des axes ciblant les marchés applicatifs cités précédemment,
- Mais également accompagner le Grand Annecy et ses partenaires (CITIA, USMB...).

Par exemple, Minalogic soutient le Grand Annecy et CITIA dans la construction du Pôle Territorial des Industries Créatives du Grand Annecy (PTIC). Il est un partenaire essentiel de ce projet, membre du cœur du consortium. Minalogic accompagne également les pépinières du Grand Annecy.

Le Grand Annecy et Minalogic ont convenu d'une solution de subventionnement des services déployés par le pôle participant à la stratégie de développement économique du Grand Annecy encadrée par une convention d'objectifs sur la période 2024-2026.

Programme Important d'Intérêt Européen Commun de R&D coopératif Microélectronique et Connectivité (PIIEC ME_CT)

Le PIIEC ME_CT concerne les projets de recherche et développement (R&D) couvrant la microélectronique et les technologies de communication tout au long de la chaîne de valeur, depuis les matériaux et outils jusqu'à la conception des puces et les processus de fabrication.

Ce programme fait l'objet d'un soutien de l'Europe, de l'Etat et des collectivités territoriales. Le Grand Annecy fait partie des financeurs des projets de travaux de recherche et développement exécutés dans le cadre du PIIEC ME_CT.

Perspectives 2026

En 2025, le Grand Annecy a également contribué à connecter le Pôle innovation de l'USMB à l'écosystème économique du territoire, il s'agit d'amplifier ces mises en relation en 2026. D'autre part, les partenariats avec La French Tech Alpes – Annecy et Minalogic se poursuivent.

IV.10 | Chantier local d'insertion

Missions

Le Chantier Local d'Insertion (CLI) est une structure d'insertion socio-professionnelle par l'activité économique, conventionnée par l'Etat pour accompagner dans leur transition professionnelle des personnes éloignées de l'emploi. Par le biais d'un contrat à durée déterminée d'insertion dans les secteurs de l'entretien des espaces verts et du second œuvre en bâtiment et d'un accompagnement socio-professionnel individualisé, l'objectif est de lever les freins à l'emploi et de transmettre les savoir-faire et savoir-être indispensables pour être en capacité de s'insérer ou se réinsérer sur le marché du travail.

Moyens

Pour ce faire, le CLI dispose d'une équipe de huit permanents : un accompagnant socio-professionnel désormais à temps plein, une assistante administrative à mi-temps, quatre encadrants techniques d'insertion, un coordinateur des chantiers et une responsable de pôle.

Le CLI reçoit le soutien financier de l'Etat via la DEETS, du Conseil Départemental de la Haute-Savoie, de la région AURA, du Fonds Social Européen et de la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie.

Bilan 2025

57 salariés ont été accompagnés en 2025, soit 14.41 ETP. Sur les 22 sorties ayant eu lieu après 3 mois de parcours, 64% ont été positives. Le constat d'une importante volatilité du public conforte le constat d'une fragilisation croissante des personnes accompagnées.

Parmi les 57 salariés, 28% avaient moins de 26 ans à l'entrée au CLI, 18% avaient 50 ans et plus, 51% étaient bénéficiaires du RSA, de l'ASS ou de l'AAH, 46% étaient sans emploi depuis plus de 12 mois et 42% avaient un niveau de formation inférieur au niveau CAP – BEP.

Les salariés ont bénéficié de 17 ateliers collectifs et 1323 entretiens individuels d'accompagnement socio-professionnel pour la levée des freins à l'emploi (santé, mobilité, logement, démarches administratives, endettement) et la construction du projet professionnel.

25 salariés ont suivi des formations professionnalisantes, certifiantes ou sur les savoirs de base (FLE, SST, CACES, Agent de sécurité).

Il y a eu 15 périodes de mise en situation professionnelle, 2 participations aux forums de l'emploi organisés par le Comité d'Action Economique Alby Rumilly Développement, 4 informations collectives avec des entreprises du bassin, et 1 café de l'emploi.

Le CLI a réalisé 680 jours d'intervention auprès de 19 communes et intercommunalités du Grand Annecy et de Rumilly Terre de Savoie, pour un montant total de 308 000€ de recettes. Types de travaux réalisés : entretien des espaces extérieurs des communes, des zones d'activités économiques et des déchetteries ; entretien des zones de captage d'eau potable ; broyage à domicile ; abattage et petit élagage ; création, entretien et balisage des sentiers pédestres et VTT ; second œuvre de bâtiments (peintures intérieures d'école, entretien de murs, peintures d'abris bus, rénovation des bornes incendie), collecte de papier ; déneigement.

Perspectives 2025

Le CLI prévoit d'accompagner 40 personnes pour un total de 15,1 ETP.

Il est également prévu de réaliser environ 685 jours d'intervention en entretien des espaces verts, second œuvre des bâtiments et collecte papiers.



IV.10.1 INSERTION

Missions

Le Grand Annecy a pour ambition de favoriser l'insertion de tous par l'emploi, notamment à travers deux axes stratégiques : aider les populations à franchir le cap du numérique et s'adresser au public spécifique des jeunes. L'ambition de l'Agglomération est ainsi de renouer avec la jeunesse, en tenant compte de ses spécificités dans chaque politique publique, en facilitant sa mise en relation avec les acteurs locaux et en rendant lisible l'offre jeunesse du territoire.

Moyens

La chargée de mission enseignement supérieur et recherche est en charge du suivi des projets portant sur l'insertion.

Bilan

Le Grand Annecy apporte un soutien financier direct à 2 structures dédiées à l'insertion professionnelle, et a participé à 2 événements consacrés aux jeunes.

Campus Numérique in the Alps

Le Campus Numérique in the Alps a pour objectif de favoriser l'insertion de personnes en recherche d'emploi durable dans les métiers du numérique, en réponse à l'expression des besoins des entreprises de l'écosystème du sillon alpin, par la formation : innovante, professionnelle, certifiante ou diplômante. Ces formations sont implantées dans des locaux acquis par le Grand Annecy avec l'aide de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Haute-Savoie, aux Papeteries – Image Factory à Cran Gevrier.

L'accompagnement du Campus Numérique in the Alps par le Grand Annecy poursuit ainsi l'objectif de favoriser l'insertion de tous par l'emploi et favorise le déploiement de la stratégie numérique du Grand Annecy.

IV.10.2 MISSION LOCALE JEUNES DU BASSIN ANNÉCIEN (MLJBA)

La MLJBA est une association ayant pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans résidant dans le bassin annécien. Elle assure ainsi des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des jeunes. Dans le cadre de ses actions, la MLJBA est également en relation étroite avec les entreprises du territoire pour contribuer à la réussite de leurs recrutements en leur apportant des réponses adaptées et concrètes.

Elle couvre un territoire d'environ 90 communes et accompagne 7000 jeunes par an, dont plus de 4000 sur le territoire, avec le soutien financier du Grand Annecy.



IV.10.3 SEMAINE EMPLOI ENTREPRISES

Le Grand Annecy a participé à la 18e édition de la semaine emploi entreprises organisée par le Club des Entreprises USMB. A cette occasion, le club donne rendez-vous aux étudiants avec des entreprises du territoire afin de favoriser leur insertion professionnelle.

Aux côtés des entreprises, le Grand Annecy présentait ses offres d'emploi, et plus largement les métiers de la fonction publique territoriale.

IV.10.4 FORUM FORMA

Organisé par l'association RAP - Rencontres de l'Avenir Professionnel - FORMA est un forum annuel ayant pour objectif d'informer les jeunes sur les métiers et de les aider à construire leur projet professionnel. A cette occasion, des professionnels du territoire se mobilisent pour répondre aux questions des visiteurs sur leur métier et leur secteur d'activité. Les acteurs locaux de l'orientation sont également présents pour aider les visiteurs dans leur choix.

Ouvert à tous, il s'adresse en particulier aux jeunes collégiens et lycéens, aux jeunes qui se (ré)orientent, à leurs familles et à toutes personnes en reconversion professionnelle.

Le Grand Annecy a participé à cet événement, par la présentation des métiers du Grand Annecy.

SOMMAIRE



[v]

ENVIRONNEMENT

Le Grand Annecy assure la production et l'alimentation en eau potable, la collecte et la valorisation des déchets ménagers et assimilés, gère les eaux pluviales urbaines et les actions en lien avec le climat, l'air et l'énergie, la biodiversité, les espaces naturels, les forêts et le grand cycle de l'eau.

L'intégralité des rapports de la valorisation des déchets et de celui de l'eau potable sont disponibles sur : **www.grandannecy.fr**

V.1 | Missions de la Direction de l'Eau potable

Depuis sa création le 1er janvier 2017, le Grand Annecy exerce la compétence « eau » sur un territoire d'une superficie de 539 km², offrant des profils géographiques d'une grande diversité, pour une population de 216 729 habitants (source INSEE, valeurs officielles 1er janvier 2025).

La Direction de l'Eau Potable du Grand Annecy doit garantir à chaque usager, où qu'il se trouve sur le territoire du Grand Annecy, 365 j/an, 24h/24, un accès à une eau potable de qualité au tarif le plus juste, tout en veillant à la préservation de l'environnement d'une manière générale et de la ressource en eau en particulier. Elle assure le suivi, l'entretien et le renouvellement du réseau d'eau potable mais aussi la facturation des consommations et la gestion de la relation usagers.

Depuis le 1er février 2018, elle assure la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) du Grand Annecy.

En vertu d'une convention d'entente, la Direction de l'eau potable intervient sur la commune de Lathuile depuis le 1er décembre 2020.

V.1.1 MOYENS

Sur le plan matériel, la Direction de l'Eau Potable assure la gestion d'un patrimoine technique comprenant :
- 12 unités de production ;
- 115 réservoirs de stockage ;
- 11 forages, 60 captages et 14 stations de pompage ;
- Plus de 1 539 km de conduites sur le territoire (dont plus de 3 km d'extensions en 2025), dont près de 12,5 km posés en 2025.

Depuis fin 2023, ses 130 agents sont répartis en cinq services :
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Exploitation ;
- Qualité et ressources en eau ;
- Relations aux Usagers ;
- Budget Administration Logistique Achats.

Localisés principalement sur quatre sites :
- Siège : 46 avenue des Iles, ANNECY ;
- Services Techniques : 17 rue de la Césière, ANNECY ;
- Usine de La Puya : 90 avenue des Marquisats, ANNECY ;
- Bureau Secteur Rive Droite : 3240 route des Glières, AVIERNOZ FILLIERE.

V.1.2 BILAN 2025

- Un budget global de près de 50 millions d'€, dont près de 22 millions consacrés à l'investissement ;
- Une durée d'extinction de la dette de 9,8 ans ;
- 15 677 534 m³ d'eau potable produits (besoins du territoire et ventes extérieures) dont environ 74 % pompés depuis le lac d'Annecy ;
- 4854 prélèvements réalisés en autocontrôle par le laboratoire de la Direction de l'Eau Potable avec un taux de conformité de 99 % ;
- Des tests ARS affichant un taux de conformité de 98,03 % en bactériologie et 100 % en physicochimie ;
- Un rendement du réseau de 80,42 % ;
- 433 fuites réparées sur le réseau et les branchements d'eau ;
- Plus de 12 km de réseau posés, ainsi que 4877 compteurs (renouvellements et compteurs neufs) pour un parc de 130 241 compteurs actifs ;
- Un montant total de travaux d'investissements sur le réseau de 12 915 287 € HT dont 2 100 128 € HT au titre du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) ;
- 11 330 218 m³ d'eau potable facturés sur le territoire du Grand Annecy ;
- 124 439 abonnés au 31 décembre 2025 ;
- Un tarif de 4,873 €/m3 TTC au 1er janvier 2025 (tarif comprenant l'abonnement à l'eau potable, l'assainissement et les taxes, sur la base de 120m³) ;
- Un abonnement annuel de 43,255 € TTC ;
- 231 698 factures émises ;
- 30 416 abonnés mensualisés au 31/12/202 ;
- 5 311 personnes reçues à l'accueil du service de l'Eau, 19 181 appels traités, ainsi que 35 222 demandes faites par mails et courriers.

Les grandes réalisations
- Chantier sensible de renouvellement des conduites maîtresses desservant une partie importante du territoire ;
- Migration de l'usine des Espagnoux (changement du process de filtration) ;
- Déploiement du plan de sécurisation des ouvrages ;
- Poursuite de l'étude « nappe des Iles » / PFAS ;
- Renouvellement de l'armoire électrique de Montpont ;
- Renouvellement des installations de trois réservoirs et de la station de pompage de Cublier ;
- Réalisation de l'interconnexion Tunnel/Ponnay à Talloires-Montmin ;
- Sécurisation du réseau de Saint Sylvestre ;

SOMMAIRE

- Interconnexion Menthon-Saint-Bernard/ Talloires-Montmin ;
- Instrumentation / sécurisation des ressources et captages ;
- Mise en service / déploiement de la nouvelle supervision cyber sécurisée « stations » ;
- Mise en place des nouvelles redevances de l'Agence de l'Eau ;
- Mise en œuvre de la première phase de la dématérialisation des factures d'eau potable.

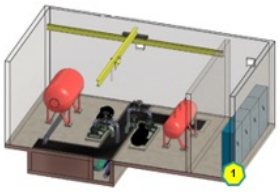


LES PRINCIPALES OPÉRATIONS 2025-2026 DANS LE CADRE DU DÉPLOIEMENT DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (SDAEP)



PRINCIPALES OPÉRATIONS 2025-2026

1. VILLAZ : Réhabilitation de la station de pompage d'Onnex (150 m³/h)
2. TALLOIRES-MONTMIN : Interconnexion de Tunnel et de Ponnay T2 (1 300 ml x Ø100)
3. TALLOIRES-MONTMIN : Création de l'unité d'ultrafiltration de Sous-les-Bois (20 m³/h)
4. TALLOIRES-MONTMIN : Interconnexion Menthon-St-Bernard à Talloires (750 ml x Ø300)



790 000 € H.T



600 000 € H.T



1 800 000 € H.T



600 000 € H.T

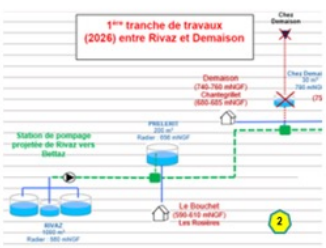


PRINCIPALES OPÉRATIONS 2025-2026

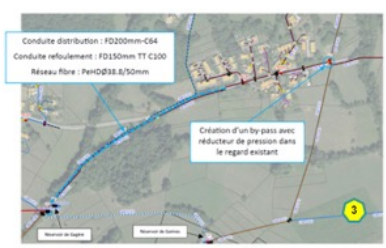
1. ARGONAY : Interconnexion Barioz à Saint-Martin Bellevue (2 320 ml x Ø300)
2. SAINT-JORIOZ : Interconnexion Rivaz à Chez Demaison (1 800 ml x Ø150)
3. ALBY-SUR-CHERAN : Hameau de Beaunoyer (Gagère) (515 ml x Ø150 et Ø200)



2 382 000 € H.T



990 000 € H.T



260 000 € H.T

V.1.3 PERSPECTIVE 2026

- Poursuite des travaux de renouvellement des conduites maîtresses ;
- Renouvellement d'une conduite ZAC de Pré Billy ;
- Construction d'une unité d'ultrafiltration à Montmin ;
- Lancement de la facturation électronique des entreprises (dématérialisation) ;
- Construction d'une nouvelle station à Onnex ;
- Interconnexion réseau Barioz/Saint-Martin-Bellevue ;
- Lancement d'un système de communication par sms en direction des usagers (casse réseau).

V.2 | Direction de la Valorisation et de la Gestion des déchets

Depuis le 1er janvier 2017, les collectes des ordures ménagères incinérables résiduels, des déchets encombrants, la collecte sélective des matériaux recyclables et valorisables et les déchèteries sont organisées à l'échelle du territoire des 34 communes du Grand Annecy.

V.2.1 MISSIONS

En 2025, le service de gestion des déchets a assuré ...

En régie

- La collecte des déchets ménagers incinérables (à l'exception du secteur de la Tournette, en prestation jusqu'en septembre) ;
- La collecte du verre, des journaux-magazines et des emballages ménagers ;
- La collecte des papiers-cartons des professionnels ;
- La collecte des déchets alimentaires des professionnels du cœur de ville et des bornes dédiées aux ménages ;
- La gestion du parc et la livraison des bacs roulants sur les communes collectées en porte à porte ;
- La gestion des colonnes d'apport volontaire ;
- La distribution et la gestion de composteurs individuels et de lombricomposteurs ;
- L'implantation et le suivi de composteurs partagés en pied d'immeubles et sur espace public ;
- Le gardiennage de la déchèterie des Ollières et de la plateforme des végétaux de Villaz ;
- La collecte des encombrants sur rendez-vous.

Par le biais de prestataires

- Le gardiennage de 9 déchèteries, l'enlèvement et le traitement des déchets ;
- Le tri et conditionnement des déchets ménagers recyclables en vue de leur valorisation ;
- La collecte des déchets ménagers incinérables de la rive droite jusqu'en septembre 2025 ;
- La collecte des déchets alimentaires des professionnels des rives du lac, du pays de Fillière et du pays d'Alby.

V.2.2 MOYENS

La Direction de la Valorisation et de la Gestion des déchets comprend 123 agents répartis comme suit :

- Pôle administratif : 7 agents ;
- Pôle déchèteries, déchets des professionnels, ingénierie technique et financière : 13 agents ;
- Pôle collecte : 94 agents ;
- Pôle tri prévention économie circulaire : 9 agents.

Les moyens matériels :

Pour assurer le service

- 30 bennes de collecte des ordures ménagères ;
- 16 camions grue ;
- 5 véhicules pour le pôle livraison des bacs/ redevance spéciale) ;
- 15 véhicules de service (ambassadeurs, agents de maîtrise, direction, encombrants, entretien grue).

À disposition des usagers

- 40 757 bacs gris pour les ordures ménagères ;
- 28 109 bacs à couvercle jaune pour le tri des emballages ménagers recyclables et journaux magazines ;
- 4 003 bacs à couvercle bleu pour le tri des papiers cartons des zones d'activité ;
- 670 bacs à couvercle vert pour la collecte des déchets alimentaires des professionnels ;
- 2683 conteneurs d'apport volontaire (913 verre, 899 pour les emballages et papiers, 79 cartons et 792 ordures ménagères résiduelles).

V.2.3 BILAN 2025

Les camions de collecte en porte à porte ont parcouru 348 687 km soit en moyenne 8.2 km par tonne collectée et 122 kg par km réalisé.

Les camions grue quant à eux ont parcouru 249 972 km soit en moyenne 11,6 km par tonne collectée et 86 kg par km réalisé. Ainsi les camions de collecte du Grand Annecy font 14 fois le tour de la terre chaque année.

RÉPARTITION DES TONNAGES COLLECTÉS PAR LE GRAND ANNECY EN 2023

GISEMENT GRAND ANNECY			2024	kg/an/hab 2024	Évolution 2024/2010 en kg/an/hab (population insee)	Évolution 2024/2023 en kg/an/hab (population insee)
ORDURES MÉNAGÈRES ET ASSIMILÉES		OM (hors refus et hors communes)	44 469	205	-30%	**-1%**
		Verre	8 845	40,8	5%	**-1%**
		Multimatériaux	9 061	42	-12%	**2,9%**
	TOTAL OMA		**62 375**	**288**	**-24,2 %**	**-0,5 %**
AUTRES DÉCHETS COLLECTÉS OU ÉVITÉS		Collecte biodéchets pro (centre ville et zones urbaines)	1289	6	nc	**33%**
		Collecte biodéchets en borne				
		Compostage à domicile et partagé	3450	16	nc	**8%**
		Cartons	2 631	12	280%	**-1%**
		Encombrants	5	-	-99%	**-41%**
		Textiles (source tableau global/refashion SP)	821,16	3,79	1695%	**-17%**
	TOTAL		**8 196**	**38**	**566%**	**5%**
DÉCHÈTERIE		Incinérables	6	0	-71%	**-100%**
		Non incinérables	3 978	18	-40%	**77%**
		Végétaux	10 487	48	-18%	**-10%**
	REP*	Gravats	3 756	17	-47%	**14%**
	REP*	Plâtre	531	2	-	**22%**
		Bois/ bois traité	1793	8	-65%	**-13%**
		Carton	1661	8	-19%	**1%**
		Ferraille	1424	7	-50%	**3%**
		Déchets d'équipements électriques et électroniques	1560	7	-	**-4%**
		Dds	248	1	-	**1%**
	REP*	Rep bois	4 584	21	-	**38%**
	REP*	Rep plastique	193	1	-	**9%**
	REP*	Rep multimatériaux	2 133	10	-	**-23%**
		Palettes	1	0	-	**-89%**
	REP*	Pneumatiques	270	1	-	**1%**
	REP*	Menuiseries	60	0	-	**-19%**
	REP*	Lampes et néon	7,50	0,03	-	**13%**
		Capsules café	18,26	0,08	-	**-19%**
		Cartouches d'encre	1,55	0,01	-	**-58%**
		Huile vidange	65,90	0,30	-	**2%**
		Huile friture	20,72	0,10	-	**-10%**
	REP*	Piles	19,31	0,09	-	**-7%**
	REP*	Extincteurs	0,2	0,2	-	**-52%**
		Batterie	47	0	-	**21%**
	REP*	Filière articles de sport et loisirs (y compris vélos pour Roule&Co)	159,34	0,74	-	**-3%**
	REP*	Filière articles de bricolage et de jardin	28,39	0,13	-	**27%**
		Réemploi en déchetterie (Roule&Co, Art recyclerie, journée du réemploi, Repair café)	13	0	-	**33%**
	TOTAL Déchèteries		**33 069**	**153**	**-19 %**	**0%**
TOTAL DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS (HORS COMPOSTAGE)			**100 190**	**464**	**-19%**	**-0,3 %**
TOTAL DMA (avec estimation compostage)			**103 640**	**479**	**-17 %**	**-0,1%**

** responsabilité élargie du producteur*

En 2025, la Direction de la Valorisation et de la gestion des déchets a collecté 70 571 tonnes en porte à porte et traité 33 069 tonnes en déchèterie dont 10 487 tonnes de végétaux.

La production de déchets par habitant est en baisse de -19% par rapport à 2010, année de référence du 1er Programme Local de Prévention.

L'année 2025 a été consacrée au déploiement de la collecte incitative sur les communes d'Argonay au printemps 2025 et à la commune déléguée de Pringy à l'automne, au déploiement de la collecte des déchets alimentaires en zone urbaine dense et à la mise en œuvre d'une expérimentation d'emballages consignés avec les commerçants volontaires et engagés de vente à emporter.

Parallèlement, le Grand Annecy continue à développer le compostage individuel ou partagé en lien avec la gratuité des contenants.

La journée portes ouvertes a été renouvelée en juillet avec une centaine de participants.

Il s'agit, pour faciliter le geste de tri des habitants en zone pavillonnaire, de remplacer les bacs gris collectés une fois tous les 15 jours par des bacs de tri collectés en porte à porte. Les habitants doivent alors emmenés leurs déchets incinérables, non compostables, non recyclables sur les points d'apport volontaire dédiés.

Le déploiement du compostage continue à être un axe de travail majeur pour atteindre à moyen terme 7 400 tonnes valorisées in situ.

Parallèlement, les campagnes de broyage des végétaux à domicile sont toujours déployées.

Au niveau des déchèteries, les études pour requalifier le site des Ollières et d'Alby sur Chéran seront finalisées pour le dossier de demande d'autorisation environnementale avec comme objectif de démarrer les travaux sur les Ollières début 2027.

Une nouvelle journée portes ouvertes sera organisée le 24 juin au sein de la Direction de la Valorisation et de la Gestion des déchets à l'attention des habitants, familles du territoire afin de répondre à leurs questions et valoriser les différents métiers de la valorisation des déchets.

V.2.4 PERSPECTIVES 2026

La collecte des déchets alimentaires sera déployée sur les centres bourgs de la commune d'Epagny Metz-Tessy en lien avec le déploiement de la collecte incitative auprès de ces 9000 habitants.

V.3 | Direction Action environnementale

V.3.1 CLIMAT AIR ÉNERGIE

Missions

Le service Climat Air Energie a en charge la mise en œuvre et l'animation du Pacte pour le climat approuvé le 24 juin 2021. Au total le Pacte pour le climat se compose de 71 actions pilotées par 40 agents du Grand Annecy.
Le Pacte pour le climat se décline suivant 4 axes :
- mobiliser l'ensemble des acteurs et les citoyens autour du plan climat
- maitriser nos consommations d'énergie
- valoriser les ressources du territoire
- mettre en place une stratégie d'adaptation au changement climatique

Moyens

5,9 ETP : 1 chef de service, 1 chargée de mission animation du plan climat, 1 chargée de mission qualité de l'air, 1 chargée de mission énergie, 1 chargé de mission animation du contrat de chaleur renouvelable, 1 chargée mission mobilisation citoyenne pour le climat et 1 chargée de mission séquestration carbone mutualisée sur 3 agglomérations. Le service est renforcé par un apprenti.

Bilan 2025

Animation du Pacte pour le Climat

40 agents de la collectivité pilotent et mettent en œuvre les actions du Pacte pour le climat. En 2025 la mise en œuvre du programme d'actions s'est poursuivie. Les deux tiers des actions sont au bon rythme, bien avancées ou terminées. Pour les autres il est nécessaire d'accélérer. Un rapport développement durable a été rédigé, il fait le point sur l'avancement des actions. Parmi les plus significatives en 2025, la seconde Biennale du climat a eu lieu le 28 juin 2025, le PLUiHMB ambitieux en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique a été adopté en décembre 2025, le Grand Annecy a réalisé son bilan émission de gaz à effet de serre sur son patrimoine et ses compétences (BEGES), l'Agglobus est intervenu dans les communes pour aller vers les habitants afin de les sensibiliser et de les informer, le dispositif J'éco-rénove mon logement a permis de dépasser la barre de 6 300 logements rénovés thermiquement, plus de 150km de pistes cyclables sont en fonctionnement, le Projet Alimentaire Territorial se poursuit, et les rencontres de la forêt du bois et de l'arbre permettent d'élaborer collectivement une politique territoriale concertée.

En amont de la Biennale du climat, les communes et l'ensemble des partenaires ont été sollicités pour faire le point sur les actions réalisées.

- Les communes ont été invitées à trois ateliers en février 2025 pour partager leurs réalisations pour le climat ;
- Les partenaires socioéconomiques ont été mobilisés au cours de plusieurs visioconférences et entretiens individuels pour faire remonter les réalisations 2023-2025. Ils ont été invités à deux rencontres sur la production d'énergie solaire et sur le mécénat environnemental, en partenariat avec le 1% pour la planète.
- Une campagne de recrutement a permis de mobiliser 37 nouveaux partenaires qui ont rejoint le Grand Annecy dans sa trajectoire climatique au moment de la Biennale, faisant monter à 124 le nombre total de partenaires du Pacte pour le climat.

Mobilisation citoyenne pour le climat

L'Agglomération du Grand Annecy accompagne ses habitants dans la transition en leur proposant des animations, rencontres, ateliers, pour faciliter l'évolution vers des pratiques plus vertueuses en matière de déplacement, de consommation d'eau et d'énergie, d'alimentation, de réduction des déchets et de préservation de la biodiversité. En 2025 ce ne sont pas moins de 80 actions qui ont été proposées au grand public. Les nombreux services porteurs de ces actions travaillent en coordination afin de renforcer l'efficacité de ces actions.

L'année 2025 a été marquée par la **2de Biennale du climat,** temps fort destiné à embarquer le plus grand nombre de personnes et d'acteurs de la transition du territoire dans les changements de pratiques, sur tous les sujets : climat, énergie et habitat, mobilité, agriculture et alimentation, valorisation des déchets et économie circulaire, tourisme, biodiversité, eau, santé. Au programme de la journée du 25 juin 2025 : 10 stands d'information, 10 ateliers, 1 conférence, 1 table ronde, 4 expositions, 2 spectacles, 1 projection. Ce temps fort a mobilisé une centaine d'agents du Grand Annecy et de partenaires qui ont accueilli plus de 500 visiteurs.

L'éco-agenda scolaire 2025/2026 a été diffusé à près de 8 000 élèves de CE2 – CM1 – CM2 des 34 communes de l'agglomération. Dans ce document qui les accompagne tout au long de l'année scolaire, les enfants ont pu trouver des informations et des activités leur permettant de contribuer, à leur échelle, à la préservation de notre environnement. Une enquête auprès des enseignant.es et directeur.ices d'école a permis de proposer des contenus en phase avec les enjeux pédagogiques.





Séquestration carbone (action 68 du Pacte pour le climat)

En 2025 une expérimentation sur la séquestration carbone a été lancée en partenariat avec Grand Lac et Grand Chambéry. Lauréate de l'Appel à manifestation d'intérêt « Innovations territoriales », cette expérimentation permet de tester le financement de projets de séquestration carbone naturelle, portés par des acteurs publics ou privés, par des financeurs potentiels sur les trois territoires. En 2025 un recrutement mutualisé a été effectué pour les deux années de l'expérimentation, et la première phase a permis de réaliser le diagnostic et la cartographie des acteurs de la séquestration sur les territoires.

Soutien au développement de la méthanisation structuration d'une dynamique locale (Action 51 du Pacte pour le climat)

Le Grand Annecy a poursuivi en 2025 son action en faveur du développement de la méthanisation sur le territoire. Les démarches engagées depuis 2024 ont porté leurs premiers fruits avec l'émergence d'un porteur de projet local. La collectivité accompagne désormais cet acteur dans les différentes étapes nécessaires à la concrétisation de son projet.

Solaire (Action 50 du Pacte pour le climat)

En 2025, plusieurs dispositifs ont permis d'avancer concrètement dans le développement de l'énergie solaire sur le territoire du Grand Annecy :

- aide au désamiantage des toitures : 2 projets ont été soutenus, permettant l'installation de 155 kWc de panneaux solaires sur des bâtiments dont les toitures contenaient de l'amiante.
- Afin de poursuivre la dynamique engagée en faveur de la production locale d'énergie renouvelable, le Grand Annecy a maintenu son accompagnement au développement de projets d'autoconsommation collective. Trois boucles locales sont aujourd'hui à l'étude.
- Copropriétés : en partenariat avec La Solaire du Lac, 3 copropriétés ont été accompagnées pour réaliser des études de faisabilité en vue d'installer des centrales photovoltaïques collectives sur leurs toitures. Toutefois, l'évolution des conditions tarifaires applicables à l'obligation d'achat de l'électricité photovoltaïque ne permet plus, à ce jour, de garantir l'équilibre économique des projets selon le modèle actuellement proposé par La Solaire du Lac. Dans ce contexte, le déploiement du dispositif a été mis en suspens dans l'attente d'une adaptation du modèle de valorisation de l'électricité produite.
- Afin de renforcer la dynamique locale autour du photovoltaïque et de faciliter le passage à l'acte des entreprises souhaitant solariser leurs bâtiments, le Grand Annecy a organisé en 2025 une première rencontre dédiée à la filière photovoltaïque, réunissant entreprises, acteurs institutionnels, tiers investisseurs et professionnels du secteur. Cet évènement a permis de favoriser les mises en relation, le partage d'expériences et l'émergence de nouvelles opportunités de coopération autour des projets

de solarisation du territoire. Cette initiative a également contribué à renforcer l'interconnaissance des acteurs économiques de la filière et marque les prémices de la volonté du Grand Annecy d'engager une animation pérenne de l'écosystème solaire local.

Contrat Chaleur Renouvelable (Action 7, 41, 49 et 52 du Pacte pour le climat)

Le Contrat Chaleur Renouvelable permet d'aider les études et l'investissement pour la mise en œuvre de réseaux de chaleur, de chaufferies bois, de pompes à chaleur géothermique ou de panneaux solaires thermiques. Une enveloppe de 3,5 M€ a été affectée à ce dispositif par l'ADEME pour la période 2022-2025. Dans ce cadre, 33 projets ont été accompagnés pour 6,74 GWh de production d'énergies renouvelables sur notre territoire. Un nouveau contrat de chaleur renouvelable a été signé avec l'ADEME pour la période 2025-2029 avec une enveloppe de 4,5 M€. Dans ce nouveau cadre, 7 projets sont déjà aidés en 2025. Ils représentent une production de 2,22 GWh d'énergie renouvelable.

Eclairage extérieur (Action 39 du Pacte pour le Climat)

En 2025, le dispositif d'aide à la rénovation de l'éclairage extérieur des copropriétés a permis d'accompagner 10 nouvelles copropriétés, représentant la rénovation de 59 points lumineux. Les opérations réalisées ont permis de réduire en moyenne de 76 % les consommations d'électricité liées à l'éclairage extérieur, tout en limitant les nuisances lumineuses et en contribuant à la préservation de la biodiversité nocturne.

Aide à la rénovation énergétique des associations (Action 40 du Pacte pour le Climat)

L'année a été marquée par une nouvelle demande émanant d'une association déjà accompagnée dans le cadre du dispositif. À la suite de la réalisation d'une première tranche de travaux et au regard des résultats obtenus, celle-ci a souhaité poursuivre sa démarche en engageant une nouvelle phase de rénovation afin d'accroître encore la performance énergétique de son bâtiment.

Accompagnement des communes (Action 7 du Pacte pour le climat)

Le Syane propose un dispositif d'accompagnement des communes pour diminuer leurs consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables. Cela se traduit notamment par la mise à disposition d'un conseiller énergie pour chaque commune qui adhère au service du Syane.

En 2020, 3 communes avaient un conseil en énergie. En 2025, 23 communes du Grand Annecy ont un conseil en énergie. Elles ont diminué de 30% les émissions de gaz à effet de serre sur leur patrimoine depuis 2021. 22 d'entre elles ont réalisé leur état des lieux énergétique.

Sortir du fioul (Action 37 du pacte pour le climat)

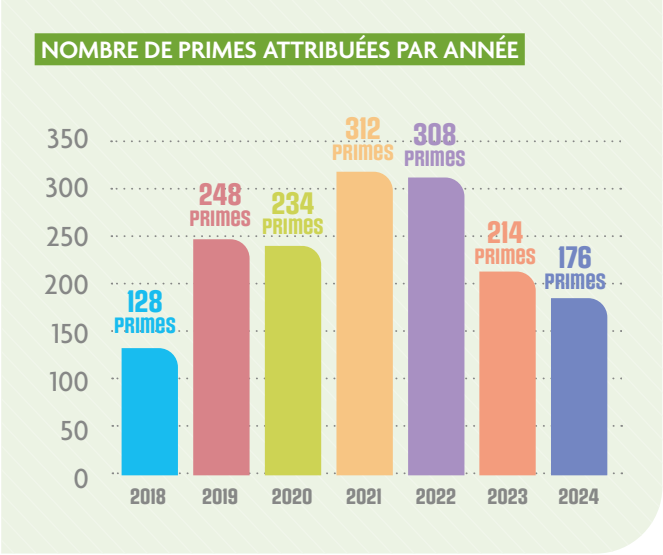
L'année 2025 a marqué le lancement opérationnel du dispositif « Sortir du fioul », ouvert aux particuliers depuis avril. Adossé au service public J'écorénove mon logement, il propose aux ménages un accompagnement neutre, gratuit et personnalisé, complété par une aide allant de 2000€ à 20 000 € afin de limiter au maximum leur reste à charge.

L'année a également été marquée par une démarche innovante conduite en partenariat avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) pour identifier les logements les plus susceptibles d'être chauffés au fioul ou au bois. Cette expérimentation a permis de tester une méthode de ciblage territorial inédite visant à orienter directement les ménages concernés vers les solutions d'accompagnement et de financement disponibles.

Ce dispositif répond à un enjeu majeur, si le fioul ne représente qu'environ 8 % des consommations énergétiques résidentielles, il génère près de 25 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur.

Le Fonds Air Bois (Action 37 du pacte pour le climat)

Un premier Fonds Air Bois a été déployé entre 2018 et 2025 par le Grand Annecy avec le soutien de l'ADEME et du Conseil Départemental de Haute-Savoie, avec à ce jour :
- 1 794 primes attribuées, dont 209 primes pour des ménages modestes et très modestes (12%),
- 2 897 000 € de subventions versées,
- 52 tonnes d'émissions de particules évitées par an.



Un nouveau Fonds Air Bois a été mis en place avec l'aide de l'ADEME depuis le 1er janvier 2026, avec pour objectif de renouveler 420 appareils en trois ans. Le montant de la prime a été augmenté à 2 500 €, et les bénéficiaires recentrés sur les ménages aux revenus très modestes, modestes et intermédiaires. A ce jour, 23 dossiers ont été validés.

Pour promouvoir le Fonds, un dispositif d'animation et de communication est déployé avec une dizaine d'animations par an et des campagnes de communication. Certaines actions d'animation sont mutualisées avec les dispositifs Sortir du fioul et J'éco-rénove mon logement ciblant l'habitat individuel. Un partenariat fort est maintenu avec les installateurs de systèmes de chauffage au bois, qui sont un maillon essentiel à la fois pour faire connaître le dispositif et assurer une bonne qualité des installations réalisées.

La zone à faibles émissions (Action 35 du pacte pour le climat)



Conformément aux attendus de la Loi Climat et Résilience, une Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m) a été mise en place sur le Grand Annecy à compter du 1er janvier 2025. Les modalités de la ZFE-m ont été fixées dans l'arrêté de création de la zone. Dans un premier temps, les restrictions de circulation ne portent que sur les véhicules non classés.

Une large campagne de communication a été déployée pour accompagner la mise en œuvre de la ZFE-m.

L'arrêté prévoit des dérogations pour répondre à des problématiques locales issues de la concertation réalisée entre 2023 et 2024. A ce jour, 555 demandes de dérogation ont été traitées, parmi lesquelles 425 dérogations acceptées, principalement pour des véhicules de collection et des petits rouleurs. Une aide financière au renouvellement a été mise en place par le Grand Annecy à destination des particuliers et des professionnels, avec 2 projets soutenus. Enfin, une convention a été établie avec la CMA pour la mise en œuvre d'un conseil en mobilité à destination des professionnels.

En 2025, deux recours contre l'arrêté ZFE-m du Grand Annecy déposés devant le tribunal administratif de Grenoble ont dû être gérés.

Il faut également noter sur l'année 2025 la remise en cause nationale des ZFE-m par les parlementaires, avec un projet de loi prévoyant la suppression des ZFE-m qui a finalement été censuré par le Conseil constitutionnel en mai 2026.

Chantier air climat (Action 20 du Pacte pour le climat)

Déployée depuis 2022, la charte chantiers air climat a fait l'objet d'un suivi et d'une animation en 2025 avec deux rencontres organisées entre signataires et services du Grand Annecy. Des accompagnements individuels de certains projets ont également été proposés, comme pour le chantier de renouvellement des conduites maîtresses d'alimentation en eau potable à Annecy sur lequel des microcapteurs qualité de l'air ont été installés.

Perspectives 2026

- Début de la révision du Plan Climat Air Energie Territorial ;
- Mettre en œuvre une feuille de route pour amplifier et améliorer l'efficacité de nos actions dans les changements de pratique des citoyens en faveur du climat ;
- Amplifier et prolonger la mise en œuvre du dispositif « Sortir du fioul » ;
- Mettre en œuvre une nouvelle stratégie pour développer le solaire sur notre territoire ;
- Accompagner les acteurs locaux pour favoriser la réalisation d'un projet de méthanisation ;
- Amplifier la dynamique du Fonds Air Bois ;
- Expérimenter des outils financiers pour augmenter la séquestration carbone sur notre territoire.

V.3.2 SERVICE BIODIVERSITÉ, ESPACES NATURELS, FORÊT, GRAND CYCLE DE L'EAU

Missions

Le service biodiversité, espaces naturels, forêt et grand cycle de l'eau a été créé en 2021, pour œuvrer à la connaissance et à la préservation des espaces naturels du territoire :

- en accompagnant les élus pour les décisions en matière de planification territoriale (PLUi-HMB notamment) ;
- en mettant en œuvre des actions prévues dans les politiques et outils contractuels approuvés par la collectivité (PACTE pour le climat, projet de territoire, contrat de bassin Fier et Lac d'Annecy, contrat de territoire espaces naturels sensibles – CTENS, plans de gestion de sites...).

Les missions exercées par le service imposent une grande transversalité avec les autres directions et de nombreux partenaires.

Moyens

En 2025, le service comptait 3 chargés de mission pérennes et un renfort sous la responsabilité de la cheffe de service. Il a également accueilli un alternant jusqu'en septembre.

Bilan 2025

Les réalisations 2025... pour les espaces naturels

Les actions engagées dans le cadre du plan de gestion du massif du Mont Veyrier se sont poursuivies (déploiement d'écogardes de la Fédération départementale des chasseurs de Haute-Savoie sur le massif pendant les mois de juillet et août ; accompagnement des communes et des organisateurs de manifestations sportives pour progresser dans l'accueil et l'organisation des manifestations). Un travail de fond a aussi été mené auprès des communes pour harmoniser la règlementation des pratiques (bivouac, usage du feu...) à l'échelle du massif.

Le plan de gestion des gorges du Chéran a été validé par le comité de pilotage ad'hoc et par les maitres d'ouvrage des actions du plan de gestion. Tous ont acté la demande de labellisation du site en tant qu'Espace Naturel Sensible du département.

La mise en œuvre du Marathon de la Biodiversité se poursuit : plus d'1 km de haies ont été plantés, 5 mares ont été créées et 4 mares restaurées. Une dizaine de dossiers a été travaillée pour une réalisation en 2026.

Le dispositif de fauche du vératre sur le Semnoz a été reconduit. Le chantier « Grand public » du samedi a réuni 100 personnes, une douzaine d'hectares a bénéficié de leur intervention. Un autre chantier, organisé avec les équipes de SOMFY a pu avoir lieu, sur 5 hectares à proximité du télémix.

Les sites propriétés du Grand Annecy ont été gérés (vallon du Fier, gorges du Chéran à Héry et Cusy), notamment au moyen de convention avec les communes – renouvelées fin 2024 - et de prestations confiées au CLI et à une entreprise d'insertion professionnelle.

Les réalisations 2025... pour la forêt et la filière bois

Les Rencontres de la Forêt, du Bois et de l'Arbre (RFBA) se sont poursuivies. Elles doivent permettre la définition de la

politique d'accompagnement par le Grand Annecy pour la gestion durable des forêts et le soutien à la filière bois sur le territoire.

Très concrètement :

- le groupe de travail (GT) « vulnérabilité et adaptation au changement climatique » s'est réuni à plusieurs reprises. L'étude sur le risque incendie des massifs forestiers, pilotée par l'Office National des Forêts (ONF), a été finalisée, avec une proposition de plan d'actions. L'étude sur la vulnérabilité des essences au changement climatique, pilotée par le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), a été lancée. Une importante phase terrain a eu lieu à l'été 2025 et les 1ers résultats ont été partagés en fin d'année ;
- le GT « filière bois » a été lancée. Le Pôle Excellence Bois (PEB) a en charge l'animation du travail de ce GT, qui doit aboutir à une stratégie de récolte de bois sur le territoire et à l'arrêt des équipements à développer (dessertes, plateformes, massification des coupes...) ;
- le GT « conciliation des usages » en forêt a conclu ses travaux et a proposé un plan d'actions prioritaires.

Le Projet Sylvicole territorial, finalisé en 2024, est entré en vigueur. Il donne la possibilité aux propriétaires de parcelles en forêt d'être accompagnés sur la mise en œuvre de travaux conformes à un cahier des charges visant la gestion durable des forêts. L'association Sylv'Acctes, à laquelle le GA adhère, pilote le dispositif et assure un financement via du mécénat. Ainsi, des travaux ont été réalisés sur 34 ha de forêt, bénéficiant d'une aide de près de 23 000 euros.

Au niveau des plantations, près de 13 000 arbres se sont additionnés à ceux des années précédentes, portant au total, à plus de 50 000 le nombre d'arbres plantés depuis le début de l'opération 250 000 arbres.

Les réalisations 2025... pour les milieux aquatiques

Le plan de gestion de la zone humide des Grands Crêts Nord à Montagny a été finalisé et partagé avec tous les acteurs concernés. Le Grand Annecy est propriétaire pour partie de cette zone humide. La recherche de financement pour mettre en œuvre les actions de gestion a démarré.

L'Agglo a accompagné les syndicats gemapiens (notamment le SILA et SMIAC) dans leurs chantiers majeurs : définition de nouveaux programmes pluriannuels de travaux et élaboration de projets territoriaux de gestion de l'eau (PTGE).

A l'occasion de la rédaction du futur contrat Eau & Climat sur le bassin versant Fier et lac d'Annecy, le GA s'est doté d'une trajectoire Eau. Par ce document stratégique, la collectivité reconnaît l'urgence à agir sur le sujet et s'engage pour la recherche de sobriété hydrique du territoire.

Les réalisations 2025... pour la sensibilisation à l'environnement

Suite à la conception d'un Observatoire Intercommunal de la Biodiversité (OIB) menée en concertation avec les acteurs du territoire, le Grand Annecy s'est engagé pour piloter le développement de l'outil territorial.

Un 1er Comité Scientifique s'est réuni pour organiser entres les partenaires locaux du projet la répartition prévisionnelle des



tâches nécessaires au lancement de l'Observatoire. Un marché a été conclu pour l'installation du logiciel GéoNature (outil de gestion des données naturalistes et de leur mise en valeur en ligne via un Atlas de la biodiversité interactif grand public), qui doit constituer une des parties du futur site internet de l'OIB.

L'élaboration du Schéma Directeur de Sensibilisation à la Nature (SDSN), confiée à Asters-CEN, a été initiée. L'enjeu est de contribuer au développement d'un équilibre entre fréquentation, conciliation des divers usages et préservation des sites de naturel. La phase de diagnostic du Schéma Directeur de Sensibilisation à la Nature a été finalisée. Une base de données a été créée sur les actions de sensibilisation menées sur les sites naturels du territoire et sur les outils pédagogiques développés par les principaux acteurs de la sensibilisation du territoire.

Suite aux résultats du Lab'Eau, le Grand Annecy a entériné en 2024 la création d'une ambassade de l'eau. Ce dispositif pérenne a pour objectif de favoriser certains changements de comportements, poursuivre la participation citoyenne et contribuer à une meilleure préservation de la ressource en eau. En 2025, la création de cette ambassade a été programmée dans le futur contrat Eau & Climat du bassin versant Fier et lac d'Annecy. Les acteurs de l'eau, réunis au sein de cette assemblée, seront garants des propositions de formation/sensibilisation liée aux milieux aquatiques et coordonneront l'action de chaque partenaire impliqué.

Sur le terrain, les actions de sensibilisation se sont d'ailleurs poursuivies à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau du 22 mars, avec l'organisation d'actions coordonnées et complémentaires à celles organisées par la Ville d'Annecy dans le cadre des Rendez-vous de la Transition :

- Financement par le GA d'un parcours pédagogique sur l'eau

pour 21 classes de CE1 ou CE2 issues de 11 écoles du territoire entre janvier et mai 2025, avec intervention d'ASTERS CEN74 et de la Water Family (intervention d'1/2 journée dans chaque classe, mise à disposition des enseignants d'outils de sensibilisation pour travailler sur leur projet pédagogique, organisation d'Odyssée Nature rassemblant plusieurs classes sur un site naturel de proximité pour participer à une série d'ateliers) ;
- Une seconde campagne de chantiers de nettoyage de cours d'eau : appui à 8 communes volontaires à l'organisation de chantiers participatifs de nettoyage de cours d'eau les samedi 15 et 22 mars, chantiers ayant rassemblé 150 personnes et ayant permis de collecter 6720 kg de déchets ;
- Présence de l'Agglo Bus sur un marché le 22 mars pour répondre aux questions des habitants sur l'eau.

Perspectives 2026

Coté espaces naturels

Dès la validation des plans de gestion du massif du Mont Veyrier et des gorges du Chéran et leur labellisation en Espaces Naturels Sensibles par le Conseil départemental, les actions programmées seront mises en œuvre.

La prospection et le recueil des dossiers de création/restauration des haies ou des mares va se poursuivre, pour être pris en charge dans le cadre du Marathon de la Biodiversité.

Les opérations de fauche du vérâtre seront reconduites.

Côté forêt et filière bois

Les derniers groupes de travail (GT) des RFBA finaliseront leurs travaux afin de disposer en fin d'année de toutes les recommandations des acteurs concernés pour la définition de l'action du GA. L'agrégation des résultats des différentes études et travaux (étude incendie, vulnérabilité des essences au changement climatique, stratégie de récolte de bois, conciliation des usages...) sera effectuée pour cet objectif.

Le projet sylvicole territorial et les programmes de plantations se poursuivront.

Côté milieux aquatiques

La recherche de financements pour la mise en œuvre du plan de gestion de la zone humide des Grands Crêts Nord à Montagny les Lanches sera poursuivie, notamment avec la piste du mécénat d'entreprises.

Le Grand Annecy poursuivra son accompagnement des syndicats gemapiens (SILA, SMIAC, Syr'Usses et CISALB) dans leurs chantiers majeurs, et en particulier l'élaboration et/ou la mise en œuvre de projets territoriaux de gestion de l'eau (PTGE).

Et pour la sensibilisation à l'environnement

Le projet d'observatoire intercommunal de biodiversité se poursuivra avec la mise en ligne sur le site existant du GA d'un Atlas de la biodiversité (GéoNature).

Dans le cadre du schéma directeur de sensibilisation à la nature, la phase de définition d'une stratégie et d'un projet de territoire sera conduite.

L'Ambassade de l'eau sera lancée en partenariat avec les acteurs de l'eau du territoire.





V.3.3 SERVICE DES EAUX PLUVIALES URBAINES

Missions

Le service de gestion des Eaux Pluviales Urbaines (EPU) a été créé à la naissance du Grand Annecy en 2017. Il constitue l'un des rouages de l'action publique en faveur de la gestion de l'eau, aux côtés des services publics en charge de l'eau potable, l'assainissement des eaux usées, la préservation des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Le service EPU assure :
- l'exploitation et l'entretien des réseaux et ouvrages d'eaux pluviales urbaines ;
- le renouvellement, le renforcement, l'extension de ces ouvrages,
- l'instruction du volet « eaux pluviales » des demandes d'urbanisme et des demandes de raccordement ;
- la promotion de la gestion durable des eaux pluviales et l'accompagnement à la désimperméabilisation des sols ;
- la mise à jour des données cartographiques du réseau EPU (plus de 1300 km de canalisations).

Moyens

Le service de Gestion des eaux pluviales urbaines s'est étoffé progressivement et s'appuie en 2025 sur une équipe de 13 agents : agents d'exploitation, assistantes administratives, technicien·nes et ingénieur·es en charge de l'exploitation, des travaux, de l'instruction et de l'accompagnement à la gestion durable des eaux pluviales.

Le service est doté d'un camion hydrocureur pour les opérations en régie de curage des réseaux d'eaux pluviales. Il permet d'assurer des campagnes d'entretien ainsi que des interventions d'urgence.

A noter que l'ensemble des travaux sont externalisés à des entreprises spécialisées en travaux publics par le biais d'un marché public.

Bilan 2025

En 2025, l'entretien des réseaux et ouvrages a nécessité 373 interventions du service EPU. Des campagnes d'entretien préventif ont été réalisées sur 8 communes. En complément, 38 interventions ont été confiées à notre prestataire ORTEC Environnement.

Mais sans information sur notre patrimoine, aucune intervention ! L'amélioration de la connaissance de notre patrimoine est donc l'une des pierres angulaires de notre action au quotidien : en 2025, ce sont au total 28 km de canalisation, 1,5 km de fossé et 37 ouvrages spéciaux qui ont été précisément géoréférencés et intégrés dans le système d'information du service.

En 2025, 24 opérations de travaux de réparation, de renforcement et d'extension des réseaux et ouvrages ont été réalisées. La priorité demeure pour le service de limiter dans la mesure du possible le « tout tuyau » en redonnant à l'eau pluviale sa place en surface.

L'eau qui transite dans les réseaux du Grand Annecy devient sa responsabilité. Il est donc primordial que le service connaisse et maîtrise, outre le volume, la qualité des rejets. En cas de pollution dans les réseaux d'eaux pluviales urbaines, le Grand Annecy mobilise des moyens pour la confiner et la traiter et en identifier l'origine. En 2025, le service a effectué 5 interventions, en partenariat avec les pompiers et les communes. La plupart de ces pollutions accidentelles ou illicites contient des hydrocarbures (fioul domestique, gasoil...), de la laitance de béton, des solvants ou détergents.

C'est tout particulièrement le cas sur le ruisseau de l'Isernon qui, dans sa traversée dans la zone industrielle de Vovray, subit une nette dégradation de sa qualité. La recherche des sources de pollution constitue donc un axe d'action prioritaire (d'autant plus compliqué que ce cours d'eau est entièrement enterré), en coordination avec la Ville d'Annecy, le SILA, l'Etat

et les pompiers. Pour mieux agir, mieux connaître : le Grand Annecy s'est donc engagé dans un programme de cartographie des réseaux d'eaux pluviales. Depuis le démarrage de la campagne, 23 km de canalisation et 632 regards de visite ont été géoréférencés dans la zone. L'objectif demeure d'identifier l'origine des pollutions, de faciliter leur confinement et leur traitement et in fine de prévenir tout risque de dégradation des milieux aquatiques.

Pour sensibiliser les citoyen·nes de l'agglomération à la protection du milieu naturel, et en particulier aux nuisances occasionnées par le dépôt de déchets dans les grilles d'eaux pluviales, le Grand Annecy a lancé en 2022, en partenariat avec les communes, l'opération « Ici commence le lac et les rivières ». 228 macarons ont été posés depuis le début de la campagne, à côté des grilles et avaloirs d'eaux pluviales. Ils préviennent et rappellent que les grilles ne sont ni des poubelles, ni des égouts... et que « ici commence le lac d'Annecy, le Fier, le Chéran ou la Fillière » !



La collecte et le transport en souterrain des eaux pluviales est un véritable enjeu : l'entretien, la surveillance et la réparation des réseaux peuvent s'avérer complexes ; la détection immédiate des pollutions est souvent impossible avant qu'elles n'atteignent le milieu naturel ; et l'eau pluviale est évacuée comme un déchet alors qu'elle représente une ressource précieuse.

De nouvelles règles de gestion des eaux pluviales adaptées à chaque secteur du territoire (d'où le nom de « zonage ») sont entrées en vigueur en 2021 et ont été réaffirmées dans le nouveau PLUiHMB : https://www.grandannecy.fr/mon-quotidien/preserve-mon-environnement/leau-pluviale

L'objectif : gérer de façon intégrée et vertueuse l'eau de pluie, là où elle tombe ! Et un défi : parvenir ensemble à rendre la ville perméable. Ces règles s'appliquent donc à tous, privés et publics, et à toute nouvelle surface construite ou aménagée : de la construction ou de l'agrandissement d'une maison individuelle au programme immobilier, en passant par la création d'une piste cyclable ou l'aménagement d'un quartier.

Dans ce cadre, le service EPU est chargé de contrôler la bonne application de ces règles dans les projets de construction. En 2025, 1623 avis ont été rendus dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme et 149 contrôles ont été réalisés en phase chantier.

En parallèle, le Grand Annecy a engagé la mise en œuvre du plan d'accompagnement de tous les acteurs de la construction et de l'aménagement (promoteurs, aménageurs, architectes, bureaux d'étude, particuliers...) afin de renforcer la gestion des eaux pluviales dans chacun des projets.

Dans le cadre de son dispositif d'aide financière à la désimperméabilisation des sols, le Grand Annecy a accordé en 2025 une subvention de 5 522 € à la commune d'Epagny-Metz-Tessy au titre de la désimperméabilisation de la cour d'école et de 6 114 € à la commune de Chainaz-les-Frasses pour la désimperméabilisation de l'espace périscolaire.

Perspectives 2026

- Consolider le niveau de service tel qu'il est actuellement assuré, sur ses missions essentielles que sont la gestion de son patrimoine (connaissance, entretien, exploitation, travaux) et l'instruction et le contrôle des projets de construction et d'aménagement ;
- Poursuivre la campagne de géoréférencement et de cartographie des réseaux d'eaux pluviales dans le bassin versant de l'Isernon à l'échelle de la zone industrielle de Vovray ;
- Poursuivre la campagne de pose des macarons « Ici commence le Lac, le Fier, la Fillière, le Chéran » au droit des grilles d'eaux pluviales, en collaboration avec les communes volontaires. À ce jour, 10 communes n'ont pas encore installé de macaron. sur leur territoire communal ;
- Poursuivre la mise en œuvre du plan d'accompagnement des acteurs vers une gestion durable des eaux pluviales ;
- Engager le territoire dans une stratégie de désimperméabilisation des sols et de gestion à la parcelle des eaux pluviales.

V.4 | Projet Logistique Urbaine Durable

Missions

Le projet Logistique Urbaine Durable s'inscrit dans la mise en œuvre de l'action n°29 du Pacte pour le Climat : organiser les livraisons et les flux de marchandises.

Pour répondre à cette action, le Grand Annecy s'est engagé dans le programme national INTERLUD+ (Innovation territoriale pour une Logistique Urbaine Durable) porté par le CEREMA Logistic Low Carbon et ROZO, aux côtés de 61 territoires français (DEL 2023-243).

L'objectif est de fédérer les acteurs économiques du territoire autour de pratiques logistiques efficientes et durables grâce à une charte ouverte et engageante.

Moyens

80% d'un ETP rattaché hiérarchiquement à la Directrice Générale Adjointe à l'Environnement.

Une convention de financement INTERLUD+ qui attribue 30K€ au Grand Annecy pour la réalisation de la Charte LUD concertée.

Bilan 2025

L'année 2025 a conduit à la structuration puis à l'adoption de la Charte Logistique Urbaine Durable (LUD) du Grand Annecy par le Conseil d'agglomération.

En se fondant sur les séances de concertations et co-construction organisées avec les acteurs socio-économiques (5 ateliers de travail thématiques réalisés à l'été 2024), 6 objectifs et 13 actions en faveur de la LUD ont été partagés avec acteurs socio-économiques le 2 juillet 2025.

Une trentaine d'acteurs étaient présents à cette séance, ils ont manifesté leur intérêt à :
- répondre à un ou plusieurs objectifs ;
- contribuer à la mise en œuvre des actions de leur choix en tant que : pilote, partenaire ou simplement associé au suivi de l'action.

Les acteurs qui n'ont pas pu être présents à cette réunion ont été sollicités à travers la plateforme Je Participe.

Depuis 2023, au total, 128 acteurs socio-économiques du territoire ont contribué à une étape ou à une autre au projet de la Charte LUD.

Après présentation au Bureau communautaire et à la Conférence des Maires, le Conseil d'Agglomération du Grand Annecy a adopté à l'unanimité la Charte Logistique Urbaine Durable le 18 décembre 2025 (DEL 2025-356).

Les comptes rendus des principales étapes de concertation ainsi que les objectifs et les actions de la Charte LUD ont été mis en ligne sur la plateforme participative du Grand Annecy je Participe, sur la page consacrée au projet.

Parallèlement, en 2025, le Grand Annecy a été lauréat de l'appel à projet Extrême Défi Logistique de l'ADEME pour la préfiguration de la logistique des circuits courts alimentaires de proximité. L'étude qui va être lancée sur la logistique des circuits courts alimentaires de proximité répond à un enjeu du Projet alimentaire territorial (PAT).

Le Grand Annecy a également participé au projet Cargobridge en tant que territoire d'expérimentation, dans le cadre de la recherche d'espaces pertinents pour réaliser des micro-hubs de cyclologistique.

Enfin, le Grand Annecy s'est engagé dans le projet pilote gratuit DigiLog porté par le CEREMA et Urban Radar, en faveur de la digitalisation des arrêtés permanents de circulation et des aires de livraison.

En 2025 sur le Grand Annecy dans le cadre de DigiLog :
- 119 arrêtés de circulation traitant du transport de marchandises ont été recensés auprès de 24 communes et numérisés ;
- Un relevé de terrain de 136 aires de livraison a été effectué, via une application collectant différents éléments (dimensions, marquage, etc.).

Perspectives 2026

Signature officielle de la Charte LUD avec les partenaires socio-économique.

Lancement des premières actions (élaboration d'un schéma directeur de circulation des poids-lourds)

Poursuite de l'étude en faveur de la logistique des circuits courts alimentaires de proximité, à travers la mise en lumière des opportunités.

V.5 | Plan de Mobilité interne

Missions

En tant qu'employeur, le Grand Annecy a l'obligation de réaliser un plan de mobilité pour favoriser une mobilité durable auprès de ses salariés.

Le Plan de Mobilité interne du Grand Annecy est l'objet de l'action n°11 du PACTE pour le Climat.

Moyens

20% d'un ETP rattaché hiérarchiquement à la Directrice Générale Adjointe à l'environnement.

Bilan 2025

Durant l'année 2025, différents sites du Grand Annecy ont été équipés en stationnements vélo sécurisés :
- le chantier local d'insertion à Saint-Félix ;
- le site du 6bis ;
- la pépinière Annecy Base Camp ;
- l'EHPAD la Prairie ;
- le site de la rue des Alouettes.

10 vélos à assistance électrique (VAE) reconditionnés ont été achetés pour augmenter le pool de VAE de service.

Une campagne d'affichage a été diffusée sur 7 sites pour inciter les agents à covoiturer.

Le Grand Annecy en tant qu'employeur a participé au Challenge Mobilité AURA le 5 juin 2025. Le jour du Challenge, les agents du Grand Annecy ont parcouru 880 km en mobilité durable, pour un total de 123 trajets, et ce simplement pour venir au travail.

En parallèle en 2025, un plan d'actions pour une mobilité interne favorisant des déplacements domicile-travail et professionnels sécures et efficaces a été travaillé.

Perspectives 2026

Partager les propositions du plan de mobilité interne avec les agents du Grand Annecy lors d'un atelier, pour le compléter et l'améliorer.

Lancer de premières actions en faveur de la sécurité cyclable, en lien avec la direction des ressources humaines.

SOMMAIRE



[VI]

MOBILITÉS

La Direction Mobilités met en œuvre les politiques publiques en matière de transports collectifs, de modes actifs et d'infrastructures de mobilité, en intégrant les enjeux de la transition écologique.

L'équipe « mobilités » est composée de 32 ETP : 1 DGA, 3 directeurs, 5 chef(fe)s de service, 20 chef(fe)s de projet ou gestionnaires et 3 assistantes. Le budget mobilités 2025 s'élève à 116,6 M€.

VI.1 | Le transport collectif en site propre intégral (TCSPi)

Missions

Engager la réalisation du transport collectif en site propre intégral (TCSPi) de l'agglomération et des pôles d'échanges multimodaux (PEM) connexes.

Bilan 2025

- Finalisation des études préliminaires portant sur les 3 axes du TCSPi ;
- Attribution du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la suite des études ;
- Finalisation d'études de faisabilité pour la réalisation de plusieurs PEM en lien avec le TCSPi : Duingt, Sevrier tennis, extension des Glaisins (pré-faisabilité), Cap Périaz, Pré Billy, Gare Pringy ;
- Attribution du marché de Maîtrise d'œuvre du PEM des Glaisins et réalisation des études Préliminaires et d'Avant-Projet.

Perspective 2025

- Attribution du marché de Maîtrise d'œuvre de l'axe 1 du TCSPI et lancement des études AVP ;
- Réalisation des études PRO et EXE du PEM des Glaisins et attribution du marché de travaux pour une pose de la première pierre au courant de l'été ;
- Lancement des concours d'architecture pour les PEM de Sevrier Tennis et Duingt ;
- Lancement des études de faisabilité pour le PEM de la Ravoire ;
- Consolidation du programme du futur site de maintenance et de remisage (SMR) et réalisation de nouvelles études de faisabilité.

VI.2 | Le transport urbain et interurbain de voyageurs SIBRA

Missions

Développer l'offre de transport en commun, avec pour objectif d'augmenter sa part modale et de réduire celle de la voiture personnelle.

Bilan 2025

La prestation transport de la SIBRA s'élève à 38,8 M€, soit -0,4 % par rapport à l'année précédente.

L'année 2025 a été marquée par une adaptation de l'offre suite à la refonte du réseau en 2024. L'analyse des premiers usages a permis d'adapter l'offre aux besoins.

En avril 2025

- Lignes Rythmo : ajustement de l'offre en journée, en soirée (dernier passage en gare à 23h30) et les dimanches et jours fériés (de 20' de fréquence à 40').
- Ligne Rythmo 3 : 1 terminus sur 2 à Gevrier (suroffre constatée à Chavanod).
- Autres lignes (fortes et secondaires) : adaptation des périodes de fonctionnement avec la mise en place d'horaires différents pendant les petites vacances scolaires, les samedis et l'été (lignes 4, 5, 10, 11, 12, 13, 25)
- Ligne 12 : terminus à Capitaine Anjot (au lieu de Chavanod Stade) à partir de 20h30.

En septembre 2025

- Ligne 28 sur le secteur de Chavanod / Branchy : mise en place à la suite du retour d'expérience du transport à la demande sur ce secteur (service saturé par les scolaires).
- Ligne 30 entre la Balme-de-Sillingy et Annecy-le-Vieux : mise en place par la Communauté de communes de Fier et Usses et exploitation par la Sibra.
- D'autres adaptations ont été faites, comme la baisse d'offre de la ligne 13 ou l'ajustement de l'offre sur les lignes interurbaines (modification des périodes de fonctionnement de la ligne 80 et ajout de l'arrêt Collège du Parmelan sur la ligne 82).

Offre saisonnière

- Lignes Mobil' Eté (S4, F1, F2) : ont circulé du 1er juillet au 31 août.
- Lignes Mobil'hiver (S1, S2, G1, G2) : ont été exploitées en interne par la Sibra.

Avec l'adaptation du réseau, l'offre kilométrique globale est en baisse d'environ 4,6 %, avec 7 451 192 kms réalisés sur 2025.

Concernant le Transport à la demande, l'offre a également été adaptée à la suite des premiers retours d'expérience. Au vu de la faible fréquentation en soirée, l'amplitude a été réduite (passage de 22h à 20h), sauf pour les usagers Sibra Access qui peuvent emprunter le service jusqu'à 22h.

D'autres projets ont été concrétisés comme la refonte de l'information voyageurs à la rentrée de septembre : nouvelle signalétique plus claire et plus lisible, nouveaux plans, nouvelles couleurs de lignes, nouveau format de fiches horaires aux arrêts.

Perspectives 2026

Renouvellement des marchés des lignes interurbaines 40, 41, 81 et 82



VI.3 | Les transports scolaires

Missions

Piloter l'organisation et le fonctionnement des transports scolaires sur 28 communes correspondant à la partie non urbaine du territoire (communes autres qu'Annecy, Argonay, Chavanod, Epagny Metz-Tessy, Montagny-les-Lanches, Poisy et Quintal), à raison d'un aller-retour par jour en période scolaire entre le domicile et l'établissement scolaire. Les services sur la partie urbaine du territoire sont gérés par l'opérateur du Grand Annecy, la SPL Sibra.

Bilan 2025

Environ 4 400 élèves inscrits en 2025-2026 sur 82 services opérés par 7 transporteurs sur 28 communes représentant 432 990 km parcourus.

Perspectives 2026

Nouveaux marchés de transport scolaire intégrant la fusion des services Grand Annecy et Sibra pour créer un service unique, harmonisé et optimisé, piloté par le Grand Annecy, à compter de septembre 2026.

VI.4 | Les animations mobilités

Missions

Organiser des animations favorisant le changement dans les comportements de mobilité.

Bilan 2025

Défi des écoliers (3e édition) :
- 58 écoles participantes représentant 10 582 élèves
- 137 interventions pédagogiques organisées toute l'année
- 208 animations ludiques mises en place au cours du mois de mai 2025

Challenge mobilité Auvergne Rhône-Alpes : mise en place de la gratuité du réseau de bus SIBRA.

Accompagnement des établissements publics et privés dans la démarche des plans de mobilité employeurs (PDMe) : mise en place de la convention « Dispositif Mobilité employeurs » et évaluation de la démarche PDMe.

Participation à des évènements organisés par le Grand Annecy, des communes ou partenaires.

Perspectives 2026

Défi des écoliers : mise en place de la 4e édition.

Accompagnement PDMe : mise en œuvre du Dispositif Mobilité employeurs.



VI.5 | Le transport ferroviaire

Missions

Participer au renforcement de l'offre et des infrastructures ferroviaires.

Bilan 2025

Participation à la phase de préfiguration du Service Express Régional Métropolitain (SERM) Franco-Suisse (offre multimodale de services de transports collectifs publics qui s'appuie prioritairement sur un renforcement de la desserte ferroviaire et vise l'amélioration des transports du quotidien).
Suivi de l'étude de faisabilité confiée à SNCF Gares & Connexions pour la réouverture de la gare de Saint-Martin-Bellevue.
Travail avec la Région Auvergne Rhône-Alpes et la SIBRA pour la création et mise en place de deux tarifs combinés intégrant l'offre SNCF et SIBRA.
Suivi du projet de liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin.

Perspectives 2026

SERM franco-suisse : finalisation de la phase de préfiguration et dépôt du dossier de demande de statut.
Projet Lyon-Turin : suivi du projet.
Tarif combiné TER / SIBRA : suivi et évaluation.
Réouverture de la gare de Saint-Martin-Bellevue : choix du scénario retenu.

VI.6 | Les infrastructures (hors TCSPi) : politique cyclable, pôles d'échanges multimodaux et arrêts de transport

Missions

Étude et réalisation des réseaux cyclables structurants et à haut niveau de service du Schéma Directeur Cyclable (SDC).
Financement du réseau cyclable secondaire du Schéma Directeur Cyclable.
Étude et réalisation des Pôles d'Echanges Multimodaux.
Entretien des ouvrages d'art.
Étude et réalisation des arrêts de transport en commun.

Bilan 2025

Étude et réalisation des réseaux cyclables structurants et à haut niveau de service du SDC

- 29 projets d'aménagements en cours d'étude par les équipes du Grand Annecy (en lien avec le Département et la Région) pour un linéaire cyclable total de 102 km ;
- 29 tronçons d'aménagements en cours d'études par les communes et financés par le Grand Annecy pour un linéaire cyclable total de 14 746 m.
- 4 projets d'aménagements cyclables réalisés en site propre par le Grand Annecy pour un linéaire cyclable total de 4 426 m :
  > 1 650 ml de voie verte le long de la RD2 pour accéder au collège du Parmelan à Groisy et réalisation d'une passerelle au-dessus de l'autoroute A41 ;
  > 600 ml de voie verte et 184 ml de zone 30 pour accéder au lycée ISETA à Poisy ;
  > 1 090 ml voie verte et 760 ml de zone 30 pour accéder au collège Simone Veil à Poisy ;
  > 120 ml de voie verte, création d'un passage inférieur de 22 ml sous la RD1508 et pose d'une passerelle au-dessus du Laudon pour l'accès au collège Jean Monnet à Saint Jorioz.
- Consultation d'un marché de travaux pour la pose du jalonnement cyclable sur l'ensemble du territoire du Grand Annecy ;

Financement du réseau cyclable secondaire du SDC : 8 projets d'aménagements cyclables du réseau secondaire réalisés par les communes et financés par le Grand Annecy pour un linéaire cyclable total de 11 208 m

Étude et réalisation des Pôles d'Echanges Multimodaux

- Rédaction du programme du PEM de la ZAE Pilleuse en cours ;
- Etudes préliminaires en cours pour trois projets (phase de diagnostic finalisée)
  > Alby-sur-Chéran sortie A41
  > Gare de Groisy
  > Chavanod Stade
- Démarrage des études pour deux nouveaux PEMs :
  > Poisy échangeur RD3508
  > Gare de Saint-Martin-Bellevue

Entretien des ouvrages d'art

- Viaducs du Rhône : démarrage des travaux de réhabilitation des viaducs courbe, nord et sud de l'avenue du Rhône ;
- Viaduc des Illettes : inspection périodique détaillée de l'ouvrage et contrôle des soudures du caisson métallique.

Étude et réalisation des arrêts de transport en commun

- Réhabilitation et création de 9 arrêts de transport aux normes
- Pose de 6 distributeurs automatiques de titres de transport (DAT).

Perspectives 2026

Mise en œuvre des infrastructures du Schéma Directeur Cyclable (SDC)

- Travaux de réalisation de 5 projets d'aménagements cyclables réalisés en site propre par le Grand Annecy sur un linéaire de 4 560 ml :
  > Voie verte le long de la RD14 connectant le collège de Poisy à Parc Espaces sur Poisy : 1 000 ml
  > Voie verte longeant la RD16 sur Chavanod : 840 ml
  > Voie verte permettant la desserte du collège d'Alby-sur-Chéran : 1 500 ml
  > Pistes cyclables unidirectionnelles le long du Bd du Fier sur Annecy : 1 000 ml
  > Piste cyclable bidirectionnelle et réalisation d'une passerelle cycles sur le viaduc de Brassilly sur Annecy : 220 ml de piste et 45 ml de passerelle
- Mise en œuvre du jalonnement cyclable sur l'ensemble du territoire du Grand Annecy.

Financement de 12 tronçons du réseau cyclable secondaire du SDC

Étude et réalisation des Pôles d'Echanges Multimodaux

- Notification du concours d'architecture pour le PEM de la Pilleuse (Seynod sud)
- Lancement du marché d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage Programmiste pour le PEM d'Alby-sur-Chéran pour définir le programme et lancement du concours en 2027
- Finalisation des quatre études préliminaires des PEM

Entretien des ouvrages d'art

- Viaducs du Rhône : réception des travaux des 3 viaducs de l'avenue du Rhône
- Viaduc des Illettes : mission d'AMOA pour définir les propositions de réparation du viaduc et notification d'un Maître d'œuvre pour étudier ces réparations

Étude et réalisation des arrêts de transport en commun : réhabilitation et création de 8 arrêts aux normes.

VI.7 | Les services vélos et le covoiturage

Missions

Mettre en œuvre les services vélos du Schéma Directeur Cyclable.
Entretenir et louer les vélos du parc.
Exploiter Vélonecy (location longue durée) et Vélonecy + (atelier mobile), Vélonecy box, Vélonecy 60 minutes (location en libre-service).
Sensibiliser et transmettre les bonnes pratiques du vélo en ville.

Bilan 2025

Vélonecy / Vélonecy +

- Vente de 223 VAE de la flotte longue durée ;
- Mise à jour des conditions de location et tarifs ;
- Vélonecy + : service reconduit, 741 vélos entretenus et 157 permanences réalisées ;
- Refonte de la signalétique de l'atelier et parking vélo de la Gare SNCF ;
- Démarrage des travaux de l'extension de l'atelier Vélonecy.

Vélonecy Box

- Renfort de l'offre de box sécurisés, travaux de raccordement engagés sur 5 nouveaux parkings sécurisés vélo : 4 à Annecy et 1 à Duingt ;
- Préparation d'un accord-cadre de gestion d'accès et d'acquisition de mobilier.

Vélonecy 60 min (VLS)

- Lancement du nouveau service de VAE en libre-service (VAELS) le 3 juin 2025 comprenant 80 stations (dont 70 % électrifiées) et 420 VAE ;
- Réalisation des travaux d'installation et de raccordement des stations.

Compteurs cyclables

- Pose de nouveaux compteurs vélo route de Sacconges à Seynod ;
- Mise à jour de la page web publique combinée avec renvoi vers la page SILA.

Savoir Rouler à Vélo : 1er bilan pour ce nouveau service ; 16 classes formées (390 élèves) de mars à juin 2025 dans 9 communes du Grand Annecy

Jalonnement : étude de pérennisation du jalonnement du service VLS sur la voie verte du lac

Pôles d'échanges multimodaux : lancement d'une étude relative au mode d'exploitation et gestion d'accès de ces équipements.

Perspectives 2026

Vélonecy / Vélonecy +

- Retrofit de 260 VAE de la flotte longue durée ;
- Vélonecy + : maintien du nombre de vélos entretenus ;
- Refonte du site internet Vélonecy ;
- Achèvement des travaux d'agrandissement de l'atelier Vélonecy.

Vélonecy Box

- Ouverture au public de 6 nouveaux parkings vélos : Annecy Hirondelles, Pringy la Salle, IUT campus, Château d'Annecy, Veyrier-du-Lac et Duingt ;
- Lancement de la consultation pour la gestion d'accès et l'acquisition de mobilier.

Vélonecy 60 min :

- Achèvement des travaux de raccordement des stations vélos en libre-service ;
- Ajout de 130 VAE dans la flotte de vélos en libre-service à compter du 1er juin 2026.

Compteurs cyclables : pose d'un compteur afficheur à Epagny Metz-Tessy.

Savoir Rouler à Vélo : renforcement du nombre de classes formées.

Jalonnement : pose des nouvelles lames de jalonnement dédiées aux stations Vélonecy 60 minutes sur la voie verte du lac et les communes limitrophes.

Covoiturage : lancement d'une ligne de covoiturage expérimentale Annecy- Genève en lien avec le canton de Genève et Ecov.

VI.8 | La concertation et la programmation

Missions

Piloter ou accompagner l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de dispositifs stratégiques et transversaux visant à améliorer les mobilités et, plus largement, la qualité de vie sur le territoire, notamment dans le cadre des différentes étapes de concertation réglementaire des projets de transport.

Bilan 2025

Finalisation du processus de concertation préalable relative au projet de Transport Collectif en Site Propre Intégral (TCSPi), avec l'organisation en janvier d'un Forum de restitution en livestream réunissant plus de 1000 participants. Cette étape a marqué le début de la concertation continue réglementaire, toujours sous l'égide de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP). La concertation n'a pas pu être réellement relancée en raison de la période de réserve électorale, du contexte politique et de l'avancement des études techniques.



Réunion du comité des partenaires en mars (59 membres présents) et novembre (35 membres présents). Cette instance consultative a pour vocation de développer le dialogue et la coopération entre les autorités organisatrices de la mobilité (AOM), les employeurs, les salariés, les associations et les habitants autour de sujets de mobilité. Des dispositifs ont été mis en place afin de favoriser la participation et la qualité des échanges : traduction en langue des signes française et dispositif de participation hybride avec QR code et bulletins papier pour formuler des remarques et des suggestions.



Inauguration en juillet de la station de stockage et de distribution d'hydrogène vert de Vovray, dans le cadre du projet Zero Emission Valley piloté par la Région, aboutissement de 4 ans de coopération avec la société HYmpulsion qui porte le projet. Le terrain lui a été donné à bail par le Grand Annecy, ce qui a nécessité la relocalisation du parking du personnel SIBRA.

Autres actions réalisées : suivi et coordination de dispositifs stratégiques et transversaux comme le Plan Local Intercommunal Habitat Mobilités Bioclimatique (PLUI-HMB) ou la Biennale du Climat.

Perspectives 2026

Structuration de la communication, de la concertation et de la médiation, dans une approche intégrée, en vue de la validation du dispositif de concertation continue et de la préparation de l'enquête publique :

- relance d'une stratégie de communication et de concertation en lien avec l'avancement des études de MOE, les orientations du nouvel exécutif et les engagements pris à l'issue de la concertation préalable ;
- passation d'un marché global d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage communication / concertation / médiation pour accompagner le projet sur toute sa durée ;
- développement d'outils et lieux dédiés au dialogue (élaboration d'une maison du projet, refonte des dispositifs numériques) ;
- mise en place d'une démarche de médiation structurée, incluant l'accompagnement des acteurs économiques (signature d'une Convention de coopération public-public avec la CCI de Haute-Savoie pour la réalisation d'un observatoire des acteurs présents le long du tracé).

Evolution du Comité des partenaires afin de tenir compte des évolutions législatives.

SOMMAIRE



[VII]

PROSPECTIVE ET DIALOGUE CITOYEN

Au cours du mandat 2020-2026, les missions de la Direction Prospective et dialogue citoyen ont évolué. Initialement dédiée à la mise en œuvre du projet de territoire et au développement du dialogue citoyen, elle se concentre depuis 2024 sur l'animation du conseil de développement et du laboratoire d'innovation publique.
Les activités liées à la prospective ont été mises en sommeil.

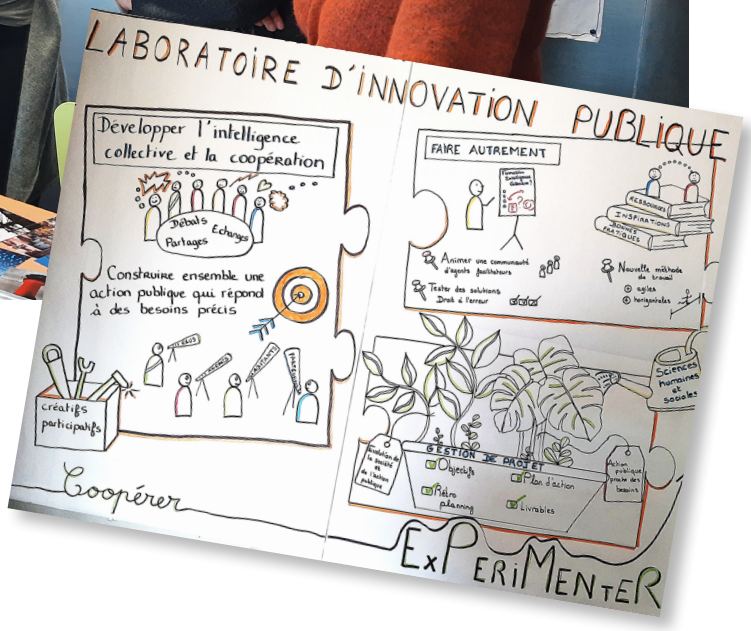
VII.1 | Moyens

En 2025, cette direction s'appuie sur 5 personnes qui représentent en 2025, 3 ETP (plusieurs temps partiels). Le budget consommé était de : 65 680€

VII.2 | Bilan de l'année



Evénement « bienvenue au Lab » du 15 decembre 205



VII.2.1 LE LABORATOIRE D'INNOVATION PUBLIQUE

Au bénéfice des élus et directions de la collectivité qui souhaitent améliorer le service rendu à l'usager, le Lab propose un cadre sécurisé pour accompagner des projets concrets, tester de nouvelles solutions à petite échelle avant de les déployer plus largement. Il vise à rendre les services publics plus efficaces, adaptés aux besoins réels des usagers, tout en maîtrisant les coûts. Décidé par le Bureau du Grand Annecy le 17 novembre 2023, comme outil d'appui interne à l'innovation publique, le Lab a débuté en 2024 par une phase de préfiguration associant sensibilisation des agents à l'innovation publique et expérimentation autour d'un cas pratique : une nouvelle politique publique pour « sortir du fioul » comme mode de chauffage des logements.

L'année 2025 a ensuite permis de formaliser :

- les grandes orientations du Lab lors d'un séminaire réunissant le comité de pilotage du Lab et l'équipe de Direction en janvier 2025 ;
- Un plan des usages possibles du Lab (accompagnement de projets et démarches d'innovation, centre de ressources, accompagnement stratégique de l'innovation) ;
- La constitution d'une « communauté du lab » d'une trentaine d'agents de la collectivité issus des différentes directions et composés tant de métiers administratifs que techniques, tous statuts confondus avec : la tournée du Lab (rencontre de 9 directions volontaires pour sensibiliser à l'innovation publique et recueillir les besoins), 2 journées de séminaire pour tester des méthodes d'innovation publique (design de

service) et travailler les cas pratiques émergeant, organisation de l'évènement « Bienvenue au Lab » ;
- L'expérimentation de différents formats de coopération avec les directions métiers, grâce à une ingénierie de projet :
  - l'accompagnement de cas pratiques longs permettant une transformation structurelle : 2 nouveaux projets ont été retenus par le bureau après plusieurs étapes de sélection pour être accompagnés par le Lab en 2026 (cf perspectives) ;
  - des interventions flash basées sur la réactivité (analyse d'une situation et conseils méthode). 10 interventions flash ont été réalisées en 2025 ;
- Le développement de coopérations ponctuelles avec :
  - l'Université Savoie Mont Blanc (Institut des Transitions, Fondation USMB, Chaire « Organisation ouverte ») ;
  - la DDT74 avec qui le Lab a co-animé pour 40 agents, l'expérience de Design Fiction « Eau Précieuse », jeu de rôle sérieux du Ministère de la Transition écologique pour trouver des solutions en 2040 dans un contexte de sécheresse inédit.

VII.2.2 DIALOGUE CITOYEN

L'Espace Citoyen du Grand Annecy
CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

Espace citoyen, conseil de développement du Grand Annecy

L'Espace Citoyen, a eu une activité marquée en 2025 par :
- la stabilisation de sa **composition avec 143 membres en 2025**. (avec 12 d'entrées / sorties chaque année) ;
- **96 réunions, séminaires, ateliers** et l'implication active des membres dans divers groupes de travail ;
- **l'organisation de deux assemblées plénières :** une au printemps sur la coopération et une à l'automne pour établir le bilan du mandat.

Assemblée plénière « Coopérer pour agir.

Et si on demandait l'impossible ? » le 13 juin 2025
- **Le soutien à la participation de membres de l'Espace Citoyen aux réunions publiques** ou évènements proposés aux citoyens par l'agglomération : forum des partenaires du Plan Alimentaire Territorial, conciliation des usages en forêt et biennale pour le climat.
- **6 productions ont été livrées en 2025 :**
  - **ROB :** avis rendu suite à la présentation du ROB avec élus et services.
  - **PLUi :** avis rendu suite à la présentation du PLUi-HMB avec élus et services, dans le cadre de la saisine relative à l'arrêt du projet.
  - **PLUi :** "La densité urbaine, vue par 4 conseils de développement" - parution aux éditions du Moniteur, en commun avec les conseils de développement de Paris, Aix-Marseille et Lyon. Cela fait suite à la contribution rendue dans le cadre de la saisine du PLUi sur la densité acceptable.
  - **Grand-Age :** contribution rendue en Commission autonomie et grand-âge sous la forme d'un plaidoyer "Vieillir n'est pas un crime" faisant suite à la réalisation d'un débat public, le vrai-faux procès "Vieillir, tous coupables ?"
  - **Climat :** contribution à la Biennale sous la forme d'un stand, dans le cadre de la saisine portant sur l'évaluation du PCAET ; réalisation d'un appli-web : "Adapt'action" destinée à évaluer l'engagement des habitants dans les mesures d'adaptation au dérèglement climatique.
  - **Forêt :** avis en réponse à la saisine portant sur la conciliation des usages en forêt.



Assemblée plénière « Coopérer pour agir. Et si on demandait l'impossible ? » le 13 juin 2025

- Autres actions engagées en 2025 :
  - **finances :** approche pédagogique des chiffres clés (auto-saisine).
  - **participation aux journées nationales de la coordination nationale des conseils de développement et aux Rencontres européennes de la participation,** lors desquelles l'Espace Citoyen a co-animé un atelier avec les conseils de développement de Strasbourg, Grenoble et Bordeaux.
  - **bilan du mandat 2020 – 2026.**

Le bilan du mandat complet de l'Espace Citoyen ainsi que toutes les productions sont disponibles sur le site https://espacecitoyen.grandannecy.fr/

VII.2.3 ANIMATION DES OUTILS NUMÉRIQUES AU SERVICE DU DIALOGUE CITOYEN :

En 2025, une formation méthodologique et technique a été proposée aux agents du Grand Annecy et des communes partenaires, afin de faciliter la prise en main de l'outil et l'acculturation aux techniques participatives en ligne : 7 agents ont participé.

3 concertations ont été mises en ligne par le Grand Annecy dont le projet « Vieillesse, tous coupables » conçu et proposé par l'Espace Citoyen

2 concertations, mises en ligne en 2023 et 2024, se sont poursuivies en 2025 : « Réseau Haute-Mobilité du Grand Annecy » et « Logistique urbaine durable »

1 concertation mise en ligne par 1 commune partenaire de la plateforme

Le Livre Numérique du projet de territoire « Im@book » a été maintenu en ligne en l'état.

VII.3 | Perspectives 2026

Pour le Lab d'innovation publique : finalisation des règles de gouvernance et de la charte de fonctionnement, stratégie de communication, accompagnement des 2 cas pratiques retenus fin 2025 :

- L'amélioration du Plan de qualité du tri des déchets ou comment comprendre et réduire les erreurs de tri qui génèrent un cout de 600 000€ / an pour la collectivité ?
- Comment permettre à l'agglo Bus (« relais territorial mobile de l'agglomération ») de développer une aide à la transition écologique des habitants ?

Pour le dialogue citoyen :

- Organiser le renouvellement du conseil de développement prévu par la loi et préparer le débat obligatoire sur les conditions de mobilisation de cette instance et des habitants en général en termes de démocratie participative,
- Renouveler ou faire évoluer les outils numériques de participation citoyenne



SOMMAIRE



[VIII]

SEMNOZ

La station du Semnoz poursuit son développement avec un objectif simple : proposer un site de loisirs accessible, accueillant et vivant, en hiver comme en été.

L'année 2024-2025 illustre cette dynamique. Les bonnes conditions d'enneigement ont permis de réaliser une belle saison hivernale, tandis que l'été confirme l'intérêt du public pour une offre d'activités diversifiée.

Ces résultats sont le fruit du travail quotidien des équipes de la station, permanentes comme saisonnières, qui assurent l'exploitation, l'entretien des équipements et l'accueil des visiteurs tout au long de l'année.

VIII.1 | Saison hiver 2024-2025

VIII.1.1 LES MISSIONS DE LA STATION

En hiver, la mission de la station est d'accueillir les visiteurs dans les meilleures conditions possibles, en garantissant la sécurité des usagers et la qualité des domaines skiables.

Cela passe par l'exploitation des remontées mécaniques, la préparation et le damage des pistes, l'entretien des équipements, l'accueil du public ainsi que l'organisation des différents services proposés aux skieurs, aux familles, aux scolaires et aux clubs.

Le Semnoz conserve également une volonté forte : permettre au plus grand nombre de pratiquer les sports d'hiver grâce à une politique tarifaire accessible.

VIII.1.2 LES MOYENS MIS EN ŒUVRE



Comme les saisons précédentes, le personnel de la station (45 saisonniers cette année) a été accueilli début décembre afin d'être formé à son poste de travail.

La station poursuit la diminution du turnover, celui-ci passant de 47 % de nouveaux arrivants la saison dernière à 45 % cette saison. Plus de la moitié des effectifs saisonniers ont ainsi souhaité revenir, malgré une saison 2023-2024 marquée par des conditions météorologiques défavorables.

Les agents expérimentés, disposant de compétences diversifiées, ont été affectés à leur mission principale ainsi qu'à des activités complémentaires (préparation, maintenance, exploitation, etc.) en fonction des besoins.

Des renforts ponctuels ont été mobilisés durant les vacances scolaires et les périodes de forte fréquentation afin d'adapter les effectifs et de maîtriser la masse salariale.

Grâce à ces leviers, la station n'a pas eu recours à l'Activité Partielle de Longue Durée (APLD) cette saison, contrairement aux deux exercices précédents. Ce dispositif avait alors permis de maintenir l'emploi des salariés et de compenser la baisse d'activité liée au manque d'enneigement.

Le parc de damage de la station a par ailleurs été renforcé avec l'acquisition d'une nouvelle dameuse mise en service fin décembre 2024. Il est désormais composé de 4 machines, complétées par un mulet utilisé ponctuellement en fonction des besoins d'exploitation.

La qualité du damage est reconnue par les usagers de la station du Semnoz, notamment grâce à un travail régulier et adapté aux conditions d'enneigement ; ce poste reste toutefois un centre de coûts important, directement corrélé aux conditions d'enneigement et à la durée d'ouverture de la saison, qui influent sur le volume d'heures de damage et les consommations associées.

VIII.1.3 BILAN DE L'HIVER

Après deux hivers plus compliqués, la saison 2024-2025 marque un retour à un bon niveau d'activité.

Malgré une météo parfois changeante, les chutes de neige se sont succédées de manière suffisamment régulière pour permettre une ouverture durable des domaines skiables. Les visiteurs ont répondu présents dès les vacances de Noël et tout au long de la saison.

Les résultats traduisent à la fois des conditions d'enneigement plus favorables que lors des deux derniers hivers, mais aussi le travail des équipes qui ont su maintenir les domaines ouverts dans les meilleures conditions possibles.

VIII.1.4 LE SKI ALPIN

La saison 2024/2025 a permis au domaine alpin de retrouver un niveau de fréquentation conforme au potentiel de la station.

L'ouverture prolongée du Télémix ainsi que l'exploitation du versant Bauges pendant 50 jours ont permis d'offrir un domaine plus complet que l'hiver précédent. Les visiteurs ont ainsi bénéficié d'un plus grand nombre de pistes ouvertes et d'une meilleure liaison entre les deux versants.

Avec plus de 115 000 journées-skieurs, la fréquentation retrouve un niveau élevé. Cette hausse se traduit également par une forte progression du chiffre d'affaires.

Cette saison a également été marquée par une évolution de la grille tarifaire. Afin de rendre l'offre plus lisible, deux types de forfaits sont désormais proposés : les forfaits « téléskis », destinés principalement aux débutants, et les forfaits « tout domaine », qui permettent d'accéder à l'ensemble des remontées mécaniques.

Cette nouvelle organisation répond mieux aux différents profils de clientèle tout en conservant les spécificités de la station du Semnoz : une pratique du ski accessible à tous.

RÉCAPITULATIF DES JOURS D'OUVERTURE DE LA STATION

SAISONS	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Alpin - ouverture versant Annecy	*113 jours*	*61 jours*	*87 jours*	*89 jours*
Alpin - ouverture versant Bauges	*92 jours*	*27 jours*	*20 jours*	*50 jours*
CA Alpin	***1 597 313 € ttc***	***770 371 € TTC***	***524 806,5 € TTC***	***1 134 133 € TTC***
Nordique - ouverture	*115 jours*	*46 jours*	*90 jours*	*100 jours*
CA Nordique	***386 920 € TTC***	***180 727 € TTC***	***192 287 € TTC***	***322 654 € TTC***
Luge d'été - ouverture	*Pas ouverte*	*Pas ouverte*	*26 jours*	*Pas ouverte*
CA luge d'été	***Pas ouverte***	***Pas ouverte***	***27 648 € TTC***	***Pas ouverte***
CA TOTAL	***1 984 233 € TTC***	***951 098 € TTC***	***744 741 € TTC***	***1 456 787 € TTC***

Les chiffres ci-dessus illustrent une bonne dynamique

ACTIVITÉ SKI NORDIQUE

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Forfaits	*190 298*	*112 737*	*101 688*	*158 970*
Location de matériel nordique	*172 582*	*73 998*	*78 949*	*143 285*
Encadrement	*17 093*	*9 090*	*4 427*	*7 520*
CA TOTAL	***379 973***	***195 825***	***185 064***	***309 774***
Journées skieurs (dont scolaires)	*115 127*	*49 283*	*63 764*	*90 816*

Les ventes de forfaits sur Internet poursuivent également leur progression. Elles facilitent l'accès aux remontées mécaniques, réduisent les files d'attente en caisse et améliorent le confort des visiteurs.

VIII.1.5 LE SKI NORDIQUE

La saison 2024/2025 marque un véritable retour à un bon niveau d'activité pour le domaine nordique. Avec plus de **90 000 journées-skieurs** (forfaits scolaires inclus), la fréquentation retrouve un niveau proche de celui de l'hiver 2021/2022, qui faisait jusqu'alors référence.

Si les conditions d'enneigement ont été plus favorables que lors des deux saisons précédentes, ces résultats sont également le fruit du travail des équipes de la station. Tout au long de l'hiver, elles ont su s'adapter aux conditions de neige en aménageant les itinéraires, en privilégiant les secteurs les mieux enneigés et en proposant, lorsque cela était nécessaire, des tracés alternatifs pendant près de 100 jours d'ouverture.

La saison a également été marquée par une évolution des conditions d'application du tarif « domaine réduit ». Désormais, ce tarif n'est proposé que lorsqu'un seul des trois secteurs nordiques est accessible. Cette clarification a permis de mieux valoriser les journées où plusieurs secteurs étaient ouverts et de limiter le recours aux forfaits à tarif réduit, qui avaient fortement pesé sur le chiffre d'affaires lors de la saison précédente.

Enfin, la station poursuit sa réflexion sur l'amélioration du suivi de la fréquentation du domaine nordique. Les équipements de comptage actuellement en service sont devenus obsolètes et ne permettent plus de mesurer précisément les passages sur les différents secteurs. Un travail est engagé avec Haute-Savoie Nordic afin de définir un système commun de comptage, partagé par les stations du département. À terme, cet outil permettra de mieux connaître les pratiques des usagers et d'accompagner plus efficacement le développement de l'activité nordique au Semnoz.

VIII.1.6 PERSPECTIVES 2026

La station poursuivra les actions engagées afin d'améliorer la qualité de son offre et de renforcer son attractivité. Les efforts porteront notamment sur la fiabilisation de l'exploitation des remontées mécaniques, afin de garantir une meilleure disponibilité des installations tout au long de la saison.

La modernisation du parc de location de ski de fond se poursuivra, avec le renouvellement progressif des équipements proposés aux pratiquants.

Une réflexion sera également menée sur le modèle économique de la station afin de consolider son équilibre financier et de réduire progressivement le besoin de financement par le budget principal, tout en maintenant une offre de qualité à des tarifs accessibles.

Enfin, la station souhaite renforcer son attractivité auprès des familles et des skieurs débutants. Dans cette perspective, un projet d'aménagement ludique sur une piste de ski alpin existante est à l'étude afin de proposer afin d'améliorer l'expérience des visiteurs.



VIII.2 | Saison été 2025

VIII.2.1 LES MISSIONS DE LA STATION

L'activité estivale occupe désormais une place importante dans le fonctionnement de la station. La période d'exploitation s'étend aujourd'hui du mois de mai jusqu'à la fin des vacances de la Toussaint, permettant d'accueillir un public toujours plus nombreux tout au long de la saison.

La première mission de la station est de proposer une offre de loisirs de pleine nature, accessible à tous, dans un environnement préservé. Randonnée, VTT, luge d'été, tubing ou encore trottinette permettent aux habitants du territoire comme aux visiteurs de profiter pleinement du massif du Semnoz.

La station assure également un accompagnement indispensable des alpagistes présents sur le plateau. Elle participe notamment à l'alimentation en eau des alpages, accompagne l'installation des parcs de pâturage et veille, tout au long de la saison, au bon déroulement des activités agricoles.

Enfin, la station joue un rôle essentiel dans la conciliation des différents usages d'un espace naturel très fréquenté. Randonneurs, vététistes, alpagistes et autres usagers partagent le même territoire ; il est donc indispensable de favoriser une cohabitation respectueuse de chacun.



VIII.2.2 LES MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'exploitation estivale repose sur une organisation qui évolue progressivement entre les ailes de saison et la période estivale.

Les activités sont proposées dès le mois de mai les mercredis et week-ends, avant une ouverture quotidienne durant les vacances d'été. Cette organisation permet d'allonger la période d'exploitation tout en adaptant les moyens humains à la fréquentation.

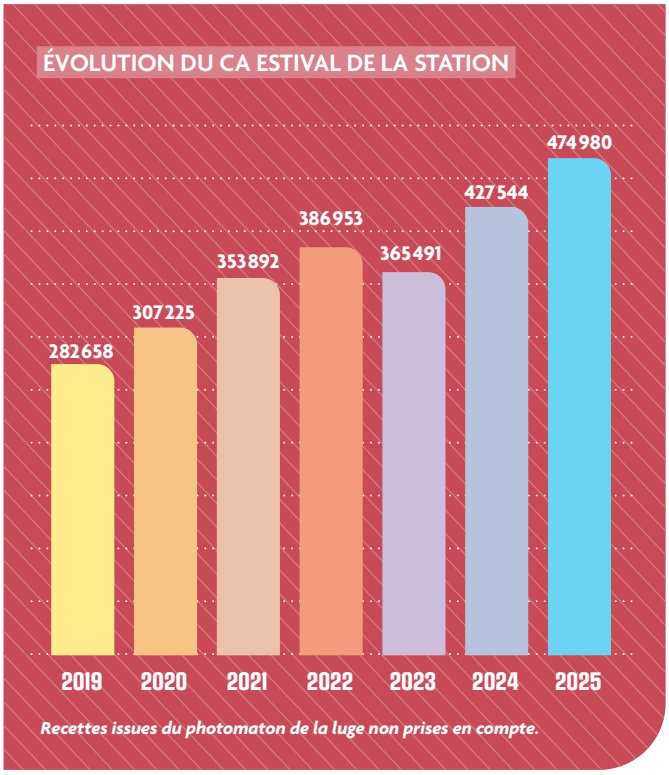
Au total, une vingtaine de saisonniers a été recrutée pour assurer l'exploitation des activités, l'accueil des visiteurs, et la maintenance des équipements. Afin de garantir une continuité de service pendant la pause méridienne, des contrats à temps partiel ont également été créés pour assurer les remplacements entre les équipes.

La saison s'est déroulée dans de bonnes conditions grâce à une équipe investie et à une bonne maîtrise de la masse salariale, tout en maintenant un niveau de service élevé

VIII.2.3 BILAN DE L'ÉTÉ

L'été 2025 confirme la dynamique engagée ces dernières années et constitue une nouvelle saison record pour la station.

Le chiffre d'affaires poursuit sa progression pour atteindre près de 475 000 €, soit une hausse de plus de 11 % par rapport à 2024. Depuis 2019, l'activité estivale a ainsi progressé de près de 70 %, illustrant la montée en puissance de la station comme site de loisirs quatre saisons.



La fréquentation connaît également une forte progression avec près de 150 000 passages enregistrés sur les différentes activités, soit une augmentation d'environ 30 % par rapport à l'été précédent. Cette évolution confirme l'intérêt du public pour une offre de loisirs diversifiée et adaptée aux attentes des familles.

La principale nouveauté de la saison est la création de l'activité Tubing. Avec près de 30 000 passages dès sa première année, cette activité a rencontré un véritable succès. Accessible à tous les publics, elle a permis d'enrichir l'offre de loisirs tout en réduisant les temps d'attente à la luge d'été, dont la fréquentation progresse elle aussi de manière significative.

L'offre VTT continue également de se développer. Les aménagements réalisés répondent à un double objectif : accompagner une pratique déjà bien présente sur le massif en proposant des itinéraires adaptés et renforcer l'attractivité du télémix du Belvédère en diversifiant les activités accessibles grâce à cet équipement.

Parmi les autres évolutions de la saison, l'installation d'un food-truck et de sanitaires à proximité du Courant d'Ere a permis d'améliorer l'accueil des visiteurs. Cette nouvelle offre de services a reçu des retours très positifs et sera reconduite.

Enfin, le dispositif d'écogardes, mis en œuvre par la Fédération départementale des chasseurs de Haute-Savoie, a été reconduit durant l'été 2025. Présents sur le terrain tout au long de la saison, les écogardes vont à la rencontre des visiteurs pour les sensibiliser au respect des espaces naturels, du pastoralisme et de la réglementation en vigueur. Plus de 900 personnes ont ainsi été rencontrées au cours de l'été, contribuant à préserver la qualité du site et à renforcer le dialogue entre ses différents usagers.

VIII.2.3 PERSPECTIVES 2026

La saison 2026 s'inscrira dans la continuité des actions engagées ces dernières années, avec pour objectif de consolider l'offre estivale et d'améliorer la qualité de l'accueil des visiteurs.

Les principaux projets porteront sur la poursuite de l'aménagement des itinéraires VTT, ainsi que sur le renforcement des activités trottinettes tout-terrain et mini-karts grâce à l'acquisition de nouveaux véhicules. Ces investissements permettront de maintenir un niveau de service de qualité et de répondre aux attentes d'une fréquentation en constante progression.

L'amélioration du confort des visiteurs constituera également une priorité, avec l'installation de nouveaux espaces ombragés et de tables de pique-nique sur le site.

Enfin, les aires de bivouac les plus fréquentées seront équipées de toilettes sèches. Cet aménagement permettra d'améliorer les conditions d'accueil des usagers tout en limitant l'impact de la fréquentation sur les espaces naturels.

Ces différentes actions traduisent la volonté de la station de poursuivre son développement tout en préservant son identité de site de loisirs familial, accessible et respectueux de son environnement.









SOMMAIRE



[IX]

GRAND ÂGE ET AUTONOMIE / CIAS

Le rapport d'activité est l'occasion de porter un regard sur l'année écoulée et de valoriser l'engagement des professionnels du CIAS. Il met en lumière les actions menées auprès des habitants du Grand Annecy en situation de dépendance, ainsi que le travail quotidien des équipes pour préserver l'autonomie et maintenir le lien social.

Ce bilan permet de rendre visibles les missions accomplies et l'implication de tous ceux qui œuvrent au service des usagers.

L'intégralité du rapport du CIAS est disponible sur :
www.grandannecy.fr
=> **rubrique « Personnes âgées »**

IX.1 | La Direction du Grand âge et de l'Autonomie / CIAS

En 2025, la gouvernance du CIAS s'est appuyée sur la Commission Grand âge et Autonomie et le Conseil d'Administration.

La Commission Grand âge et Autonomie, réunie à quatre reprises, a examiné les principaux enjeux liés à l'accompagnement des personnes âgées : réforme des services d'aide à domicile, portage de repas, autonomisation du CIAS, commission gériatrique et orientations budgétaires.

Le Conseil d'Administration, composé d'élus et de représentants associatifs, s'est réuni huit fois et a adopté 102 délibérations portant notamment sur les comptes administratifs 2024, le budget 2025, l'autonomisation du CIAS, les subventions aux associations d'aide à domicile et les conventions de partenariat.

Une réunion commune des instances s'est également tenue au cours de l'année.

IX.2 | Les services supports

IX.2.1 DES FEMMES ET DES HOMMES

En 2025, le service Ressources Humaines a poursuivi ses actions en faveur de l'amélioration des pratiques RH, du développement de la marque employeur, de la formation des agents et de la gestion des logements dédiés au personnel.

La formation a constitué un axe majeur de l'année, avec un budget de 71 612,85 € consacré aux formations payantes (hors CNFPT). Parmi les actions marquantes, les Ateliers Permanents de Formation ont permis à 73 agents de renforcer leurs compétences sur des thématiques liées à l'accompagnement des personnes âgées. La campagne nationale « Job d'été » a, quant à elle, conduit au recrutement de 10 étudiants dans les métiers du soin et de l'aide à domicile, dont 5 ont bénéficié d'une solution de logement.

Le CIAS a également participé à plusieurs forums et job dating afin de promouvoir ses métiers et soutenir ses recrutements. Par ailleurs, les logements temporaires mis à disposition des agents constituent un levier important d'attractivité et d'accompagnement des parcours professionnels.

Au 31 décembre 2025, le CIAS comptait 546 agents permanents pour 580,55 ETP autorisés, répartis entre titulaires, stagiaires, agents détachés et contractuels.

IX.2.2 SECRÉTARIAT DE DIRECTION

Le secrétariat général assure un rôle clé au sein du CIAS en garantissant l'organisation des instances, la sécurité juridique des actes et le respect du cadre réglementaire. Fonction d'appui à la direction, il coordonne les services, accompagne les projets stratégiques, les partenariats et les outils de gestion, contribuant ainsi à la qualité et à la continuité du service rendu.

IX.2.3 DIRECTION DES FINANCES, ACHATS, MARCHES PUBLICS ET MOYENS NUMÉRIQUES

La direction assure le pilotage financier, la gestion des achats et de la commande publique ainsi que la transformation numérique du CIAS.

Finances : le CIAS gère un budget principal et 18 budgets annexes, représentant près de 56,8 M€ de dépenses de fonctionnement. Les recettes propres s'élèvent à 42,9 M€, dont plus de la moitié provient des financements de l'ARS et du Conseil départemental. Le Grand Annecy contribue à l'équilibre financier par une subvention de 7,6 M€ en 2025.

Achats et commande publique : l'année 2025 marque l'aboutissement de l'harmonisation des pratiques d'achats à l'échelle du CIAS, formalisée par un Guide d'achat. Les priorités portent notamment sur la mise en œuvre de marchés stratégiques relatifs à la fourniture des repas et de l'énergie.

Systèmes d'information et numérique : le service accompagne la transformation digitale en garantissant la continuité, la sécurité et l'adaptation des outils numériques. Parmi les réalisations majeures figurent la dématérialisation des échanges comptables, le déploiement de la signature électronique, la modernisation des infrastructures de téléphonie et d'appel malade, ainsi que la formation de plus de 290 agents. Les actions se poursuivront autour de la dématérialisation des processus et de la rénovation des équipements numériques.

IX.2.4 SERVICE DES ADMISSIONS

Le service centralise les demandes d'admission en EHPAD et résidences autonomie du CIAS via Viatrajectoire, offrant aux usagers un point d'entrée unique, un accueil personnalisé et un accompagnement dans leurs démarches. Il facilite la coordination entre les établissements, les familles et les partenaires du territoire, tout en contribuant à l'optimisation des parcours et des taux d'occupation.

Appuyé par une infirmière coordinatrice, le service entretient des liens étroits avec les acteurs sanitaires et médico-sociaux et produit des données de pilotage essentielles pour l'activité des établissements.

Faits marquants 2025

- Très bon niveau de satisfaction des usagers, notamment concernant l'accueil et l'écoute ;
- Accompagnement de la mise en œuvre des tarifs différenciés en EHPAD ;
- Renforcement des partenariats avec les acteurs du territoire ;
- Contribution aux démarches qualité, aux évaluations HAS et au projet d'établissement.

Pleinement intégré au pôle établissements, le service poursuivra l'amélioration du parcours usager et la valorisation de l'offre de services du CIAS, notamment grâce à la création d'une commission interne de coordination. Il renforcera également ses partenariats territoriaux, en particulier avec le CHANGE, et préparera la mise en œuvre de la gestion de l'hébergement temporaire prévue à l'horizon 2027.

IX.2.5 PROJETS TRANSVERSAUX

Directement rattachée à la Direction du CIAS, une chargée de missions a pour rôle d'accompagner les services dans leurs projets et d'apporter des méthodes de travail pour leur bonne réalisation.

En 2025, il a été mené les projets suivants :

- projet des établissements et projet de service autonomie à domicile ;
- débat citoyen sur le Grand Âge ;
- évaluations externes ;
- conseils de la Vie sociale ;
- projet global d'activités et de vie sociale ;
- parcours de sensibilisation aux droits et libertés des personnes accompagnées ;
- séminaire des cadres.



IX.3 | Les services à destination des personnes âgées à domicile

IX.3.1 PRÉVENTION AVANT PERTE D'AUTONOMIE

L'année 2025 a été marquée par la consolidation des actions en faveur du bien vieillir à domicile, dans un contexte de vieillissement de la population et de forte aspiration des personnes âgées à rester chez elles. Le pôle a poursuivi ses missions de prévention, d'accompagnement et de soutien à l'autonomie, en lien avec les proches aidants et les partenaires, afin de garantir une prise en charge globale et adaptée.

En parallèle, une réorganisation interne a été engagée afin d'améliorer la lisibilité de l'offre, renforcer la coordination des équipes et optimiser les parcours des usagers. Le pôle s'articule désormais autour de trois services : autonomie à domicile, prévention et portage de repas.

L'année 2026 s'inscrit dans une dynamique de réforme, avec la définition de la feuille de route du service prévention, le renouvellement du prestataire de portage de repas et la mise en œuvre du service autonomie à domicile.

IX.3.2 AIDE ET SOINS A DOMICILE

L'année 2025 a été marquée par la concrétisation de projets structurants, notamment le vote du projet de service 2025-2030 et la mise en œuvre du plan d'actions qualité en lien avec les exigences de la Haute autorité de santé. Cette dynamique s'est appuyée sur une démarche participative associant professionnels et usagers, ainsi que sur l'adaptation continue des organisations et des pratiques de terrain.

Le service a également connu des évolutions importantes des équipes, un renforcement des recrutements, ainsi que la mise en place d'actions favorisant la qualité de vie au travail. Parallèlement, la dynamique qualité s'est intensifiée avec le déploiement d'outils numériques, la formalisation de procédures et la sécurisation des pratiques.

Enfin, le service a renforcé son ancrage territorial à travers de nombreux partenariats et projets, tout en poursuivant l'amélioration continue de l'accompagnement à domicile. Les perspectives 2026 s'inscrivent dans cette continuité, avec l'extension du SSIAD, la poursuite de la démarche Humanitude et la préparation de l'évaluation externe.

IX.3.3 AIDE A LA VIE QUOTIDIENNE

En 2025, le service de portage de repas enregistre une légère hausse des volumes avec près de 146 760 repas distribués, malgré une baisse du nombre de bénéficiaires (828 contre 846 en 2024). Les usagers recourent davantage à des commandes régulières, notamment plus de trois fois par semaine, tandis que 239 inscriptions ont été finalisées sur 295 demandes traitées.

Le service a engagé plusieurs évolutions structurantes. La flotte de véhicules a été progressivement renouvelée via une

stratégie de location longue durée, améliorant la fiabilité et la continuité du service. L'organisation du travail a également été stabilisée avec la pérennisation d'un roulement permettant un meilleur équilibre des temps de repos des agents.

Enfin, un nouveau prestataire de livraison des repas a été sélectionné, avec une mise en œuvre prévue en 2026, ouvrant la voie à une réorganisation des tournées et du fonctionnement du service.

IX.3.4 PRÉVENTION AIDE AUX AIDANTS

En 2025, le service Prévention et aide aux aidants connaît une évolution de son activité, avec une montée en puissance du relais à domicile au sein de la plateforme de répit, tandis que certaines actions comme les consultations de prévention et les accompagnements numériques individuels diminuent légèrement.

Les actions menées confirment l'impact positif des dispositifs proposés : soutien aux aidants via les relais à domicile et les groupes de parole, ateliers mémoire, accompagnements numériques et ateliers collectifs, ainsi que des actions innovantes comme le projet théâtre « De rires et de rides », fortement apprécié par les participants et le public.

Les résultats témoignent d'une forte mobilisation : plus de 200 séances de soutien psychologique, près de 1 000 heures de relais à domicile, de nombreux ateliers et accompagnements numériques, ainsi qu'une participation élargie aux actions collectives.

En 2026, le service poursuivra sa structuration avec une feuille de route formalisée, le développement des partenariats de la plateforme d'aide aux aidants et l'intégration des habitats inclusifs dans son périmètre d'action.

IX.3.5 ACCUEILS DE JOURS THÉRAPEUTIQUES « L'ESCALE » ET « L'ENTRACTE »

En 2025, les accueils de jour thérapeutiques L'Escale et L'Entracte ont consolidé leur activité grâce au renforcement des partenariats, permettant d'atteindre d'excellents taux d'occupation (93 % et 96 %). Au total, 95 personnes atteintes de troubles neurocognitifs ont été accompagnées, dont 56 nouvelles admissions, avec 49 parcours orientés vers une suite de prise en charge.

Le service bénéficie d'une équipe stable et qualifiée et a poursuivi une dynamique forte d'amélioration de la qualité (référentiel HAS, projets de service, gestion des risques, bientraitance, RGPD, gestion des réclamations). L'année a également été marquée par la préparation d'une réorganisation majeure de L'Entracte, passant à une ouverture élargie sur 5 jours.

Les perspectives 2026 portent sur les évaluations HAS, la mise en œuvre des plans d'actions associés et le renforcement des liens avec les EHPAD partenaires pour mieux structurer les parcours des usagers.





IX.4 | Des solutions alternatives au maintien à domicile

IX.4.1 HABITATS INCLUSIFS

En 2025, le projet d'habitats inclusifs a été réorienté afin de répondre aux exigences départementales, avec la fin du conventionnement des logements des Romains et un recentrage sur les 33 logements de la rue Louis Armand. Cette évolution a permis de renforcer la dynamique d'animation et l'accompagnement des habitants.

Le service a développé de nouveaux partenariats, notamment autour d'actions liées à la nutrition, et diversifié les animations proposées (activités conviviales, sorties, ateliers thématiques). Les liens avec les EHPAD et résidences autonomie ont également été renforcés, favorisant une meilleure intégration dans le parcours des personnes âgées. Les espaces communs ont aussi été davantage ouverts à des actions de soutien aux aidants.

En 2026, les habitats inclusifs devraient être intégrés au service Prévention, avec la poursuite du développement des partenariats locaux et de la dynamique collective.

IX.4.2 ANIMATION

En 2025, le service animation du CIAS a poursuivi son développement avec pour objectif de lutter contre l'isolement et de favoriser le lien social au sein des établissements. Le Projet Global d'Animation a été consolidé, avec huit axes prioritaires et une dynamique d'innovation renforcée.

De nombreuses actions ont été menées : déploiement des activités physiques adaptées, développement d'outils comme les chariots Snoezelen, expérimentation du service civique, et mise en œuvre de projets innovants dans chaque établissement. Les animations inter-établissements, les partenariats extérieurs et les événements intergénérationnels ont également été renforcés.

Enfin, la valorisation des métiers du grand âge et la diversité des activités proposées ont contribué à enrichir la vie sociale des résidents. Les perspectives 2026 s'orientent vers le développement du service civique sur l'ensemble des sites, la mise en place d'actions de psychomotricité, des projets inter-établissements et le développement du numérique et des outils immersifs.

IX.4.3 RESIDENCES AUTONOMIE

En 2025, les résidences autonomie ont été marquées par les évaluations HAS, qui ont structuré les organisations, renforcé la culture qualité et confirmé la qualité globale de l'accompagnement. Elles ont également poursuivi l'adaptation de leurs pratiques face à l'évolution des profils des résidents, avec des besoins plus complexes et un enjeu croissant de santé et de bien-être psychique.

Les établissements ont développé une dynamique forte autour de la vie sociale et du bien-être : renforcement des actions de prévention, développement d'activités collectives et intergénérationnelles, amélioration du cadre de vie, et multiplication des temps conviviaux. L'arrivée de psychologues dans plusieurs résidences constitue une évolution majeure, permettant un accompagnement renforcé des résidents et un appui aux équipes.

Les projets ont également mis l'accent sur la participation des usagers, la qualité de vie au quotidien et l'ouverture sur l'extérieur, notamment via des événements fédérateurs et des partenariats locaux.

En 2026, les priorités portent sur la mise en œuvre des plans d'actions issus des évaluations HAS, l'adaptation continue à la perte d'autonomie, l'amélioration des conditions techniques des établissements et le développement de nouveaux projets favorisant le bien-être et la participation des résidents.

IX.4.4 EHPAD

L'année 2025 s'inscrit globalement dans une **dynamique de consolidation** et de transformation pour l'ensemble des établissements, portée par le projet d'établissement 2025–2030. Les EHPAD ont engagé des actions convergentes autour de quatre axes majeurs :

- amélioration de la qualité de prise en charge et du pouvoir d'agir des résidents ;
- structuration ou stabilisation des équipes et des organisations
- renforcement des investissements et de la modernisation des équipements ;
- maîtrise ou amélioration des équilibres financiers et de l'activité.

Une tendance forte se dégage : **la restructuration et la stabilisation des équipes.**

- Recomposition ou renforcement des équipes encadrantes ;
- Réduction du recours à l'intérim et stabilisation des effectifs ;
- Développement des compétences via formation, analyses de pratiques et sensibilisations ;
- Amélioration de la qualité de vie au travail et structuration du management.

Objectif commun : sécuriser les organisations pour améliorer la continuité de l'accompagnement.



L'ensemble des établissements renforce une logique de **résident acteur de son parcours :**
- généralisation et structuration des Projets d'Accompagnement Individualisés (PAI) ;
- développement du pouvoir d'agir et de la co-construction
- renforcement des CVS et dispositifs de participation élargie (réunions résidents-direction, cafés discussion...) ;
- lutte contre l'isolement et développement du lien social.

Forte dynamique autour de la **bientraitance, de l'éthique et de l'expression des résidents.**
Les établissements renforcent leur **ancrage territorial et leur ouverture :**
- projets intergénérationnels (écoles, MJC, services civiques) ;
- activités culturelles et artistiques (concours, artistes en résidence, œuvres collectives) ;
- développement du lien avec les familles et le quartier ;
- animations structurées et projets de vie sociale consolidés.

La vie sociale devient un levier central de qualité de vie.
Un important effort de **modernisation des infrastructures** est engagé :
- amélioration du confort thermique, des chambres et espaces communs ;
- modernisation des systèmes d'appels malades ;
- développement des rails de transfert (sécurité + ergonomie) ;
- rénovation d'unités protégées et espaces de vie ;
- équipements médicaux et logistiques renforcés.

Objectif : améliorer simultanément **confort des résidents et conditions de travail.**
Les résultats montrent une **tendance globale d'amélioration ou de stabilisation :**
- forte réduction du déficit aux Airelles ;
- retour à l'équilibre ou résultats positifs dans certains établissements (ex. Les Ancolies) ;
- amélioration des taux d'occupation (jusqu'à près de 100 % dans plusieurs structures) ;
- diminution de l'intérim et meilleure maîtrise des dépenses.

Une trajectoire globale de **redressement et de consolidation financière.**

L'année 2026 s'inscrit ainsi dans la continuité, avec un enjeu central : **pérenniser les acquis tout en poursuivant la transformation qualitative des établissements.**



IX.4.5 SERVICES HÔTELIERS

Les services hôteliers sont engagés dans une **transformation progressive alliant qualité alimentaire, performance économique et modernisation des organisations,** avec un enjeu fort de structuration des pratiques et de sécurisation des circuits (repas et linge).

IX.4.6 SERVICE TECHNIQUE

Le service technique a connu une année **très active,** marquée par la structuration de ses outils, le renforcement de la maintenance préventive et une forte sollicitation des établissements pour les travaux et études techniques.

Et demain ?

2026, c'est l'année pré autonomisation du CIAS.

En effet au 1er janvier 2027, le CIAS aura la pleine autonomie juridique et financière conformément aux dispositions règlementaires.

Mais cette évolution juridique n'impacte en rien l'organisation et les liens évidents avec l'Agglomération du Grand Annecy.

Elle n'impactera pas non plus le statut et la situation des agents du CIAS qui continueront à œuvrer pour le bien être de nos bénéficiaires et résidents avec toujours la même passion et le même engagement.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

Grand Annecy
46 avenue des Îles
BP 90270
74 007 ANNECY CEDEX

www.grandannecy.fr



abaca-studio.com - Septembre 2025 - Crédits photos : ©Freepick - ©Grand Annecy.